

**LES PRISES D'OTAGES
AUX PAYS-BAS**
« Nous voulons
rentrer chez nous
et y vivre libres »
déclarent les jeunes nationalistes
moloukois
LIRE PAGE 24.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F
Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 1,20 m.;
Belgique, 1 DM; Autriche, 1 sch.; Danemark, 3,50 kr.;
Espagne, 30 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; France,
20 fr.; Italie, 200 L.; Japon, 170 y.;
Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,
1 fl.; Portugal, 10 esc.; Suède, 2,25 kr.;
Suisse, 1 fr. S.A.; Tchèque, 20 esc.; Venezuela, 10 B. B.
Tarif des abonnements page 2
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 02
C.C.P. 6307-23 Paris
Tél. Paris n° 63072
Tél. : 245-72-23

Après l'échec du coup d'État en Angola

Un sérieux avertissement

La tentative de coup d'État qui vient d'échouer à Luanda n'a rien de surprenant sur le continent africain, mais son aspect le plus original paraît être le rôle joué par les soldats cubains associés au rétablissement de l'ordre. Alors qu'il s'engage dans l'impasse éthiopienne, M. Fidel Castro voit ses militaires et conseillers devenir l'ultime rempart du régime angolais contre la subversion intérieure utilisant des slogans d'extrême gauche. En toute hypothèse, l'Angola — et peut-être demain d'autres nations africaines — voit non seulement sa sécurité extérieure mais ses querelles internes arbitrées par une puissance extérieure au continent noir.

Cette aide étrangère consentie au nom de l'« internationalisme prolétarien » a permis de pallier les déficiences et les faiblesses d'un régime aux prises avec de gigantesques problèmes. Le départ massif des Portugais d'Angola, démantelant brutalement une économie relativement développée, a entraîné aux destructions nées d'une guerre qui a provoqué l'écroulement d'un système de la population.

L'économie angolaise est dans un piège étroit. Les entreprises tournent rarement au tiers de leur capacité, tandis que le pays doit importer 90 % des denrées alimentaires commercialisées. Les produits de poisson sur les marchés, l'a constaté le chef de l'État en personne : « Il n'y a même plus d'être terminée, et la présence de

En outre, la garnison est loin d'être terminée et la présence de près de quinze mille combattants et techniciens cubains n'a pas permis d'en venir à bout. Le président Neto lui-même a récemment assigné comme « tâche prioritaire » aux militants du M.P.L.A. d'achever la libération du territoire. Énumérant les provinces dans lesquelles la production est normale, il n'en recensait que six sur quinze, excluant en particulier le plateau central, grandier traditionnel des pays, où l'UNITA fait toujours régner l'insécurité.

Sur une toile de fond aussi sombre, le coup d'État manqué de Luanda constitue un sérieux avertissement pour le président Neto. Les partisans de M. Nito Alves, exploitant un mécontentement grandissant dans la population, notamment dans les faubourgs de Luanda, ont pu pendant plusieurs mois renforcer leurs positions avant que le M.P.L.A. se sente assez fort pour réagir vigoureusement et exclure les « fractionnistes » de son comité central, provoquant du même coup l'affrontement armé.

Arbitre si respecté qu'aucun des partisans ne l'a pris à partie à la radio, le président angolais s'entendra sans doute à nouveau reprocher par ses collaborateurs d'avoir joué trop longtemps la carte de la conciliation et d'avoir laissé ainsi la crise aboutir à une épreuve de force.

Le M.P.L.A. ne parvient pas à sortir de la période de flottement qui accompagne souvent l'arrivée au pouvoir des généraux et leur confrontation avec les problèmes de l'État. Tiré à l'arrière et à la fois le plus central, grandier traditionnel des pays, où l'UNITA fait toujours régner l'insécurité.

**UN DOCUMENT
DES ÉGLISES DE NAMIBIE
DÉMONTE LE « RÉGNE
DE LA TERREUR »
DANS LE PAYS**

(Lire nos informations page 3.)

Le président Neto annonce une sévère répression

Le calme est rétabli à Luanda après l'échec, vendredi 27 mai, de la tentative de coup d'État déclenchée par une fraction du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (M.P.L.A.) (« Le Monde » du 28 mai). Le couvre-feu reste maintenu dans la capitale angolaise.

Les forces fidèles au chef de l'État avaient repris, vendredi en début d'après-midi, le contrôle de la radio nationale occupée depuis plusieurs heures par un « comité d'action du M.P.L.A. » favorable à M. Nito Alves, récemment exclu du comité central du mouvement. « La rébellion est écrasée », annonçait aussitôt Radio-Luanda.

Dans deux déclarations prononcées vendredi, à quelques heures d'intervalle, M. Neto a accusé des « éléments fractionnistes » d'être à l'origine des événements de Luanda, qu'il a qualifiés d'« extrêmement graves, car des hommes sont morts ».

« Ces fractionnistes, a-t-il ajouté, n'ont pas hésité à tuer leurs camarades et leurs compatriotes. Il est confirmé qu'ils n'hésitent pas à utiliser la violence, le racisme, le tribalisme et le régionalisme. Nous en avons la preuve. » Le président Neto a assuré que des « camarades » avaient disparu et qu'il ignorait leur sort. Il a poursuivi : « Je pense que notre peuple va comprendre les raisons pour lesquelles nous allons agir avec une certaine dureté contre ceux qui sont en relation avec ces événements. »

M. Neto a ensuite rappelé que MM. Nito Alves et José Van Dunem avaient été exclus pour « fractionnisme ». Il n'a, toutefois, donné aucune indication sur le sort de ces deux personnalités.

(Lire page 3 l'article de RENE LEFORT.)

La politique familiale à la dérive

L'Assemblée nationale doit examiner, mardi 31 mai, le projet de loi instituant un complément familial, qui regroupe en une seule prestation les allocations suivantes : salaire unique (majoré ou non), allocation de la mère au foyer (majorée ou non), allocation de frais de garde. Représentant les critiques et suggestions des syndicats de l'Union nationale des associations familiales (UNAF) et de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), l'opposition —

mais aussi le R.P.R. — tentera d'améliorer un texte qui, sous couvert de simplification et d'amélioration, demeure d'une portée très limitée. Jean-Jacques Dupeyrou, directeur du département du droit du travail de l'université Paris-Assas, évoque ci-dessous les lacunes de la politique familiale suivie ces dernières années, avant d'analyser les conséquences probables du nouveau projet de loi.

I. — Sortir de l'abîme

Par JEAN-JACQUES DUPEYROUX

Il faut voir les choses en face. Non dépitée aux chantiers grandiloquents de la natalité, dans les milieux modestes, la perspective d'une naissance ne peut que susciter les plus vives appréhensions : souvent même, elle sera ressentie comme une catastrophe. Car rien de sérieux, en dépit de tant de discours, n'est fait pour protéger de façon efficace la mère et son enfant. Bien au contraire.

Déjà, dès le départ, la salariée appréhende généralement d'annoncer le futur événement à son employeur : que la réaction soit exaspérée ou fataliste, elle prendra rarement l'allure de félicitations sincères et servira toujours d'aliment aux mêmes considérations générales, même si les congés de maternité représentent un absentéisme moyen inférieur aux congés de ski des cadres supérieurs. La réaction patronale pourra même prendre la forme

d'un licenciement pur et simple. Et quoique le Code du travail frappe de nullité un tel licenciement, jamais les tribunaux n'ont ordonné la réintégration... Si l'indemnité de congés de maternité est versée, elle sera souvent plaquée pendant plusieurs années pour obtenir une indemnisation qui ne compensera évidemment pas la perte immédiate de son emploi. Conserve-t-elle ce dernier, rien ne sera amenagé dans la quasi-totalité des cas, pour tenir compte de son état : jusqu'à la date de son congé — six semaines avant l'accouchement — elle subira parfois deux à trois heures quotidiennes de transport et travaillera dans les mêmes conditions qu'auparavant, conditions qui peuvent être tout à fait contraires à sa santé et à celle de son enfant. Résultat : 10 % de naissances prématurées : combien d'handicapés ?

(Lire la suite page 21.)

AU JOUR LE JOUR

Le Robinson de l'Élysée

Pour fêter la troisième anniversaire de son septennat, M. Giscard d'Estaing a choisi de visiter les quatre cent trente-deux habitants de l'île de Houat, en Bretagne. Pendant le chef de l'État, qui le dégage de plus en plus des contraintes quotidiennes en prenant du recul par rapport à l'histoire immédiate, se sent-il en communion de

coeur et d'esprit avec les insulaires. Peut-être veut-il en secret d'une petite île dont il n'aurait le Robinson et où l'indemnité de congés de maternité sera appliquée sur les pages jaunes par les tempêtes de Démocratie française.

Mais cette île, n'est-ce pas déjà l'Élysée ?

BERNARD CHAPUIS.

Sur ces deux points, comme sur d'autres, on a assisté tout au long de l'année 1976 à un véritable dialogue de sourds. Les pays industrialisés réclamaient avant tout des garanties concernant leur ravitaillement en pétrole et la stabilité des prix ; mais ils n'insistent pas le soutien des pays en voie de développement non producteurs de pétrole, pour qui la hausse massive

de l'année 1976 à un véritable dialogue de sourds. Les pays industrialisés réclamaient avant tout des garanties concernant leur ravitaillement en pétrole et la stabilité des prix ; mais ils n'insistent pas le soutien des pays en voie de développement non producteurs de pétrole, pour qui la hausse massive

JACQUES FATH
CRAVATES
CHEMISES
PULLS
LUNETTES

Les pays du dialogue Nord-Sud ont trois jours pour réussir

Pendant trois jours, du lundi 30 mai au mercredi 1^{er} juin, les ministres des affaires étrangères ou de l'économie des vingt-sept pays membres de la conférence sur la coopération économique internationale (C.C.E.I.), plus connus sous le nom de « dialogue Nord-Sud » — à savoir sept pays industrialisés (Australie, Canada, Espagne, États-Unis, Japon, Suède et Suisse) et la C.E.E., ainsi que dix-neuf pays en voie de développement (Algérie, Arabie Saoudite, Argentine, Brésil, Cameroun, Égypte, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Jamaïque, Mexique, Nigeria, Pakistan, Pérou, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre et Zambie), qui sont les plus grands producteurs et les plus gros consommateurs d'énergie et de matières premières du globe — vont procéder à Paris, avenue Kléber, à la clôture de leurs travaux, dont l'ouverture au début de l'année 1976 avait été le résultat d'une initiative diplomatique heureuse de la France.

Après les allocutions du secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, et de M. Louis de Guiringaud, ministre français des affaires étrangères, et les exposés introductifs des deux co-présidents de la conférence, M. Guerrero (Venezuela) pour les Huit et M. MacEachen (Canada) pour les Dix-Neuf, les ministres commenceront l'étude des conclusions auxquelles ont abouti les quatre commissions de la C.C.E.I. (énergie, matières premières, développement, questions financières) et qui sont contenues dans un document de cent quarante-sept pages.

Les deux co-présidents passent le week-end à établir la liste des plus importants désaccords, en vue d'aboutir d'un accord final par les ministres. Le résultat, qui dépendra largement de M. Cyrus Vance, secrétaire d'État américain, restera en suspens jusqu'à la dernière minute.

Il est exact, en tout cas, que le dialogue Nord-Sud puisse être prolongé.

Le dialogue Nord-Sud est né, rappelle-t-on, de la crise provoquée à la fin de 1973 par les pays pétroliers de l'OPEP lorsqu'ils décidèrent, le lendemain de la guerre du Kippour, de relever le prix du pétrole. M. Kissinger tenta, en réponse, d'organiser un front des consommateurs d'énergie, pour imposer aux producteurs de pétrole une attitude plus conciliante. M. Giscard d'Estaing craignait les dangers d'une confrontation sans merci entre producteurs et consommateurs, recommanda une autre voie, celle de la coopération. Le 24 octobre 1974, il proposa une conférence tripartite « au sommet », entre quatre pays producteurs de pétrole et six pays consommateurs (trois industrialisés, trois pays en voie de développement). En dépit de la résistance que dans chaque camp les « durs » opposèrent à cette proposition, celle-ci devait petit à petit s'imposer, après toutefois que les pays industrialisés eurent accepté qu'un problème qui saut les frontières, celui de leur ravitaillement énergétique, soit traité au niveau mondial. La conférence de décembre 1975 à Paris donna le mandat à quatre commissions de rechercher, en tenant compte des progrès accomplis dans d'autres instances internationales (C.N.U.C.E.D., O.N.U.D., E.C.O.C., etc.), des arrangements « dans les divers domaines », une nouvelle conférence ministérielle

de l'ONU, M. Kurt Waldheim, et de M. Louis de Guiringaud, ministre français des affaires étrangères, et les exposés introductifs des deux co-présidents de la conférence, M. Guerrero (Venezuela) pour les Huit et M. MacEachen (Canada) pour les Dix-Neuf, les ministres commenceront l'étude des conclusions auxquelles ont abouti les quatre commissions de la C.C.E.I. (énergie, matières premières, développement, questions financières) et qui sont contenues dans un document de cent quarante-sept pages.

Les deux co-présidents passent le week-end à établir la liste des plus importants désaccords, en vue d'aboutir d'un accord final par les ministres. Le résultat, qui dépendra largement de M. Cyrus Vance, secrétaire d'État américain, restera en suspens jusqu'à la dernière minute.

Il est exact, en tout cas, que le dialogue Nord-Sud puisse être prolongé.

Le dialogue Nord-Sud est né, rappelle-t-on, de la crise provoquée à la fin de 1973 par les pays pétroliers de l'OPEP lorsqu'ils décidèrent, le lendemain de la guerre du Kippour, de relever le prix du pétrole. M. Kissinger tenta, en réponse, d'organiser un front des consommateurs d'énergie, pour imposer aux producteurs de pétrole une attitude plus conciliante. M. Giscard d'Estaing craignait les dangers d'une confrontation sans merci entre producteurs et consommateurs, recommanda une autre voie, celle de la coopération. Le 24 octobre 1974, il proposa une conférence tripartite « au sommet », entre quatre pays producteurs de pétrole et six pays consommateurs (trois industrialisés, trois pays en voie de développement). En dépit de la résistance que dans chaque camp les « durs » opposèrent à cette proposition, celle-ci devait petit à petit s'imposer, après toutefois que les pays industrialisés eurent accepté qu'un problème qui saut les frontières, celui de leur ravitaillement énergétique, soit traité au niveau mondial. La conférence de décembre 1975 à Paris donna le mandat à quatre commissions de rechercher, en tenant compte des progrès accomplis dans d'autres instances internationales (C.N.U.C.E.D., O.N.U.D., E.C.O.C., etc.), des arrangements « dans les divers domaines », une nouvelle conférence ministérielle

de l'ONU, M. Kurt Waldheim, et de M. Louis de Guiringaud, ministre français des affaires étrangères, et les exposés introductifs des deux co-présidents de la conférence, M. Guerrero (Venezuela) pour les Huit et M. MacEachen (Canada) pour les Dix-Neuf, les ministres commenceront l'étude des conclusions auxquelles ont abouti les quatre commissions de la C.C.E.I. (énergie, matières premières, développement, questions financières) et qui sont contenues dans un document de cent quarante-sept pages.

L'arme du pétrole

Sur ces deux points, comme sur d'autres, on a assisté tout au long de l'année 1976 à un véritable dialogue de sourds. Les pays industrialisés réclamaient avant tout des garanties concernant leur ravitaillement en pétrole et la stabilité des prix ; mais ils n'insistent pas le soutien des pays en voie de développement non producteurs de pétrole, pour qui la hausse massive

Les banques américaines reloquent leurs taux d'intérêt

Déficit record de la balance commerciale

Réagissant à la politique de renchérissement du loyer de l'argent menée par les autorités monétaires des États-Unis (le système de réserve fédérale), un grand nombre de banques commerciales américaines ont, vendredi, pour la deuxième fois en quinze jours, relevé leur « taux de base » d'un quart de point pour le porter à 6,75 % l'an, taux correspondant pour les banques françaises est de 9,60 %.

Le déficit record de la balance commerciale (2,62 milliards de dollars au mois d'avril) est accueilli avec sang-froid par l'administration, qui exprime au contraire sa satisfaction au sujet d'une nouvelle progression pour le même mois de l'indicateur de conjoncture.

La hausse du loyer de l'argent à court terme se confirme aux États-Unis alors que les taux à long terme restent stables. Plusieurs banques commerciales, dont Citibank et la Chase Manhattan Bank ont, vendredi, augmenté à nouveau d'un quart de point leur « taux de base » appelé « prime rate » (celui qu'elles consentent à leurs clients ayant la meilleure signature), pour le porter de 6,5 % à 6,75 %. Il y a deux semaines, le vendredi 13 mai, le « prime rate » avait déjà été augmenté d'un quart de point, après une assez longue période de stabilité qui durait depuis le début de l'année. C'est en effet, au cours des premiers jours de janvier que les banques, qui avaient, pendant quelques semaines, ramené leur taux de base à 6 %, s'étaient alignées sur le taux de 6,25 % pratiqué par la majorité de la profession depuis le 13 décembre 1976. Le nouveau taux de 6,75 % est celui qui était en vigueur au mois d'octobre de l'année dernière.

À Washington, l'administration Carter a presque immédiatement exprimé sa désapprobation, par la bouche du directeur du Budget, M. Bert Lance.

PAUL FABRA.
(Lire la suite page 22.)

ROLES INVERSÉS AUX ÉTATS-UNIS

Les suffragettes du petit écran

Curieux, ce phénomène auquel on assiste aux États-Unis, cette véritable dichotomie, cette différence radicale de genres au sens grammatical, entre le grand et le petit écran. Sur l'un, tout s'inscrit au masculin et sur l'autre — ça, on le voit moins — au féminin. Voilà des années qu'on s'interroge, qu'on s'étonne : le cinéma américain est entièrement conçu en fonction des hommes. Sur, par, et pour les femmes, rien. Redford, de Niro et Nicholson, voilà les stars des temps modernes. Pourquoi ?

Difficile à expliquer. Ce qui l'est moins, c'est la place qu'on leur a prise, en revanche, les femmes à la télé. Les trois grandes chaînes rivales ne se préoccupent qu'accessoirement de la production. Etolées à la vitrine de l'écran, les émissions ne sont là que pour appâter le chaland. Ce qu'on se dispute en effet, c'est une clientèle très réduite, très spéciale, celle des annonceurs. Eux, n'achètent que des acheteurs. Traduisez : des télé-spectateurs ; de préférence des télé-spectatrices. Et pas n'importe lesquelles : pour faire prime sur le marché, il faut avoir entre dix-huit et quarante-neuf ans, l'âge d'or de la consommation. Avant, après, on n'a pas ou on n'a plus les moyens de dépenser pour soi et pour les siens.

lui tendre un miroir encastrant son reflet, si possible un peu flouté. Résultat : une télévision unique au monde, une télévision ignorée du reste du monde, pourtant inondée de vieilles séries, made in U.S.A. : une télévision où Jean-Pierre Elkabbach s'appellerait Barbara Walters et Jacques Chancel, Dinah Shore ; une télévision où l'on dirait Madame la commissaire à Moiret.

(Lire page 11 l'article de Cl. Sarraute.)

**LUNDI
COURSES A
SAINT-CLOUD**
un programme de gala avec
**LE PRIX
JEAN DE CHAUMEMAY**
250.000 francs au gagnant
Aux portes de Paris, l'hippodrome de SAINT-CLOUD est DESSEINÉ DIRECTEMENT par de très nombreux et rapides moyens de communication

PROCHE-ORIENT

Israël

CHEF DES « LIBÉRAUX » DU LIKOUDE

M. Erlich demande à M. Dayan de renoncer au portefeuille des affaires étrangères

De notre correspondant

Jérusalem. — La direction du Likoud devait se réunir, dimanche 29 mai, sous la présidence de M. Menahem Begin, au siège du parti Hérouth, pour réexaminer les problèmes de l'attribution du portefeuille des affaires étrangères à M. Moshe Dayan.

C'est dans une atmosphère tendue et dans un climat de suspension que se sont déroulés ces deux jours plus tôt, fêtant leur victoire commune. Devant le siège du Hérouth, et en divers endroits on attendait en effet des manifestations de familles des soldats tués durant la guerre de 1973, « victimes », selon les communiqués à la presse, de « généraux des méchantes » (mégalomane) dont on veut faire un ministre. M. Simha Erlich, chef de file du parti libéral et numéro deux du groupe Likoud, est moins réservé dans ses propos qu'au début de l'affaire Dayan et reconnaît désormais publiquement qu'il a été mis devant un fait accompli par M. Begin. Il se sent moins tenu à la discrétion, après la réunion de jeudi soir de la direction de son parti, où l'initiative du président du Likoud a été condamnée avec une rare violence.

Le chef des libéraux a suggéré, vendredi, pour mettre un terme à la crise, que M. Moshe Dayan renonce au portefeuille que lui a été donné le soir même, par

M. Dayan, au cours d'une interview à la télévision, interrogé sans ménagements, l'ancien héros national a déclaré qu'il n'avait pas sollicité son entrée au gouvernement de Likoud et qu'il appartenait à ce parti de reprendre, s'il le jugeait nécessaire, l'offre qu'il lui a faite.

Ces propos n'étaient pas faits pour apaiser la colère des libéraux, qui ont immédiatement réagi avec vigueur. M. Erlich a aussitôt déclaré : « C'est intolérable, cet homme se moque (le terme hébreu étant bien plus fort) de l'opinion publique. » Pour M. Ariel Dulzín, à qui avait été promis le ministère des affaires étrangères, faire entrer M. Dayan dans un cabinet du Likoud équivaut à trahir les électeurs, qui « ont clairement signalé le 17 mai qu'ils ne voulaient plus des responsables des négligences de 1973 ».

De toute évidence, les libéraux paraissent peu disposés à la moindre concession.

ANDRÉ SCAMAMA

Les résultats définitifs des élections du 17 mai

	1973	1977
Inscrits	2 034 478	2 236 293
Votants	1 601 098	1 771 726
Exprimés	1 566 855	1 747 820
Nuls	34 243	23 906
Nombre de sièges pour un siège	15 668	14 173

	Voix	Sièges	Voix	Sièges
LIKOUDE (Hérouth, parti libéral et laam)	473 309	39 (a)	583 968	43
MAARAKHI (parti travailliste et Mapam)	621 183	51 (b)	430 023	32
DASH* (Mouvement démocratique)	—	—	262 265	15
PARTY NATIONAL RELIGIEUX*	130 349	10	160 787	12
FRONT UN RAKAKI (Front démocratique pour la paix et l'égalité)	53 353	4	80 118	5 (c)
FRONT DE LA TORAH (Assemblée Agoudat Israël et Pouslet Agoudat Israël)	60 012	5 (d)	—	—
AGOUZAT ISRAËL*	—	—	56 632	4
SHILOHIM*	—	—	33 947	2
POULET AGOUZAT ISRAËL*	—	—	27 521	2
ARABES AFFILIÉS AU PARTI TRAVAILLISTE	48 961	3	24 183	1
MOUVEMENT DES DROITS CIVIQUES (RAZ)	35 023	2 (e)	29 621	1
PLATTO-SHARON*	—	—	17 533 949	1
PARTI DES LIBÉRAUX INDÉPENDANTS	56 560	4	29 381	1
MOKED (Maki et nouvelle gauche israélienne)	22 247	1 (f)	—	—

(*) Formations n'ayant présenté de candidats qu'en 1977.

a) En fin de législature, le Likoud comptait trente-six députés, à la suite de l'adhésion de M. Hillel Shalom (indépendant libéral) et de la défection de M. Ben-Zion Halevi (Shinui) et de M. Arie Shalom, fondateur du Shinui.

b) En fin de législature, le Maarakh comptait quarante-neuf députés, à la suite de la défection en 1973 de M. Arie Shalom, qui devait mener la liste du Shinui, et en 1977 de M. Moshe Dayan.

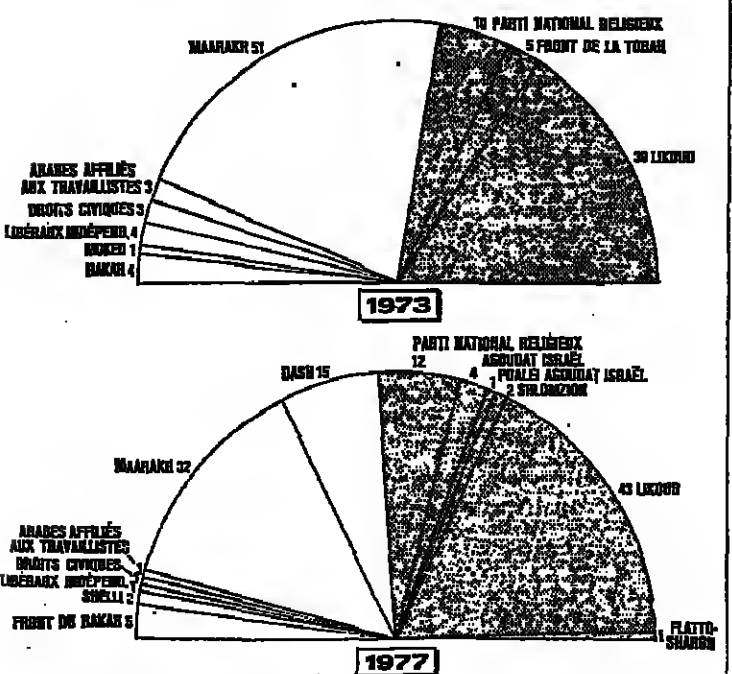
c) Le parti communiste Rakak a présenté en 1977 une liste dite du « Front démocratique pour la paix et l'égalité » (Rakak) avec des représentants d'une grande diversité de « Fronts démocratiques » et d'autres organisations de gauche juives et arabes.

d) Les deux composantes du Front de la Torah ont présenté en 1977 des listes séparées.

e) En fin de législature, le mouvement des droits civiques présidé par M. Shimon Ailon comptait deux députés à la suite de la défection de M. Arie Shalom.

f) Figurent seul sur la liste, M. Platto-Sharon avait obtenu assez de suffrages pour faire deux députés. L'exécutif a été réparti au prorata des voix obtenues par les autres formations.

LA COMPOSITION DES CHAMBRES ISSUES DES DEUX DERNIÈRES CONSULTATIONS



(En gris, les formations dont le programme exclut toute concession territoriale en Cisjordanie.)

EUROPE

Union soviétique

Le présidium du Soviet suprême a approuvé le nouvel hymne national

De notre correspondant

Moscou. — Si l'Union soviétique a pratiquement plus de chef de l'Etat (M. Podgorny n'a pas été « démissionné », vendredi 27 mai, par le présidium du Soviet suprême, mais il est clair qu'il n'exerce plus aucune fonction), elle est assurée, en revanche, de connaître bientôt son nouvel hymne national. Le présidium du Soviet suprême a en effet approuvé, lors de sa session de vendredi, la musique et les paroles du nouvel hymne.

Intitulé l'Union soviétique des Républiques libres, l'ancien hymne avait été composé en 1943, à la demande de Staline, pour remplacer l'« Internationale » qui faisait fonction d'hymne soviétique depuis 1917. Depuis la mort de Staline, il avait un inconvénient majeur : il était impossible de le chanter car il exalte non seulement le « Grand Russe », mais bien sûr, Staline lui-même, « qui nous a élevés dans la fidélité au peuple, qui nous inspire dans notre travail et dans nos exploits ».

L'idéologue en chef du régime, M. Michel Souriov, a été chargé de contrôler la mise à jour de l'hymne national. Et la musique ne doit être que très légèrement adaptée, les paroles, dit-on, ont

été considérablement modifiées. Le nouvel hymne, qui devrait être publié incessamment, a été définitivement approuvé par décret par le présidium du Soviet suprême et entrera en vigueur le 1^{er} septembre prochain.

Le projet de nouvelle Constitution, qui ne sera publié que le 4 juin, n'a été approuvé, en revanche, que « dans des grandes lignes », et devra être adopté par le Soviet suprême, au cours d'une session extraordinaire prévue pour le mois d'octobre. Ainsi, la nouvelle Constitution sera en place pour les fêtes du soixante-cinquième anniversaire de la révolution.

On ignore encore quand exactement l'Union soviétique aura un nouveau chef de l'Etat. Deux hypothèses ont cours à Moscou : le 18 juin prochain, date de l'ouverture de la session régulière d'été du Soviet suprême, ou octobre, quand le Soviet, réuni en session extraordinaire, adoptera la nouvelle Constitution.

JACQUES ALMARIC

PUBLICATION DU PROJET DE LOI SUR L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

Le projet de loi autorisant le gouvernement à approuver la décision du Conseil européen du 20 septembre 1976, relative à l'élection du Parlement européen au suffrage universel, et adopté par le conseil des ministres le 18 mai, a été déposé, mercredi 25 mai, sur le bureau de l'Assemblée nationale. Le texte du projet a été publié, ce vendredi, par les services de l'Assemblée.

ARTICLE PREMIER. — « Vu la décision du Conseil constitutionnel du 30 décembre 1976, est autorisée l'approbation des dispositions annexées à la décision du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct, dont le texte est annexé à la présente loi ».

ART. 2. — « Toute modification des compétences de l'Assemblée des Communautés européennes, telles qu'elles sont fixées à la date de signature de l'acte portant élection des représentants à

Le Conseil de l'Europe définit le statut des travailleurs européens migrants dans les dix-neuf États membres

Le Conseil de l'Europe vient de rendre public le texte d'une convention européenne adoptée le jeudi 26 mai à Strasbourg, définissant le statut des travailleurs migrants des dix-neuf États membres, à l'exclusion des immigrants en provenance d'autres pays. Cette convention reconnaît aux ressortissants des dix-neuf États — où qu'ils se trouvent dans l'un de ces derniers — un traitement au moins aussi favorable que celui des nationaux, dans tous les domaines relatifs aux conditions de vie et de travail. Toutefois, ce nouveau statut ne sera applicable qu'à la ratification des États membres, n'entraînera en vigueur que trois mois après que cinq d'entre eux au moins l'auront ratifiée. Ce délai de trois mois pourra être prolongé pour les pays qui ratifieront ultérieurement la convention.

Aux termes de cette convention, qui remplacera de nombreux textes particuliers, le travailleur migrant ayant obtenu un emploi valide ou se soit sur demande nominative ou par l'intermédiaire d'un service officiel — devra être muni d'un contrat de travail à son

départ, et il lui sera fourni une information appropriée sur le pays d'accueil. En cas de recrutement collectif, les frais de voyage ne pourront incomber au travailleur. En cas de retrait du permis de travail et de séjour, l'immigré de l'Europe grand format a bénéficiera d'un droit de recours effectif. En matière de logement, de formation et d'éducation, de sécurité sociale, de fiscalité, de garantie de l'emploi, d'exercice des droits syndicaux et de participation à la vie de l'entreprise, le travailleur migrant bénéficiera d'un statut analogue à celui des nationaux, tout en conservant les avantages acquis, ou en cours d'acquisition, dans son pays d'origine.

(Certaines dispositions de cette convention s'appliquent au progrès, comme celles qui favorisent les regroupements familiaux, ou la France a joué un rôle d'initiateur. D'autres dispositions se situent nettement en retrait par rapport à celles qui sont appliquées aux travailleurs intra-communautaires dans les neuf pays de la C.E.E. C'est le cas notamment pour l'obligation faite aux ressortissants des dix-neuf États du Conseil de l'Europe de disposer d'un contrat de travail dès avant leur installation dans un autre pays. S'il n'est pas justifié, en droit, d'invoquer une convention plus restrictive pour diminuer les avantages acquis, ou en cours d'acquisition, par certains gouvernements, ceux-ci ne peuvent, sans se retrancher « politiquement » derrière la réglementation des dix-neuf pays. An Conseil de l'Europe on fait observer, en revanche, que certains articles de la convention vont plus loin que la protection actuelle en cas de chômage, puisqu'ils accordent un délai de cinq mois (au lieu d'un mois selon les textes communautaires) après la période d'un an durant laquelle le permis de séjour reste valide.)

La commission de la C.E.E. a décidé de transférer son bureau d'Amérique latine de Santiago du Chili à Caracas. Un fonctionnaire sera toutefois maintenu dans la capitale chilienne.

Officiellement, la raison est d'ordre technique. Caracas étant mieux située géographiquement qu'Amérique latine, l'Amérique latine, personne ne doute à Bruxelles que par ce geste la commission a voulu protester contre la politique de violation des droits de l'homme au Chili. De nombreux membres du Parlement européen avaient demandé ce transfert. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

17 456 IMMIGRANTS venant de pays socialistes ont été accueillis en R.F.A. au cours du premier trimestre de 1977, contre 16 000 au cours du trimestre précédent. Les familles de souche allemande, annonce la Croix-Rouge, 8 319 d'entre eux venant de Pologne, 2 947 de Roumanie et 1 730 d'URSS. — (A.F.P.)

Australie

M. MALCOLM FRASER, PREMIER MINISTRE AUSTRALIEN, a quitté Singapour le vendredi 27 mai pour un voyage d'un mois en Italie, France et R.F.A. Il se rendra ensuite aux États-Unis. M. Fraser s'est arrêté à Singapour pour y rencontrer le premier ministre, M. Lee Kuan Yew. — (Reuters)

Bésil

UNE CENSURE ACCÉLÉRÉE a été instituée sur tous les livres, revues et périodiques publiés à l'étranger, a annoncé vendredi 27 mai le ministère brésilien de la justice. Le contrôle sera fait par des fonctionnaires de police. — (A.F.P.)

Cambodge

L'AMBASSADE DU CAMBODGE A PÉKIN a remis à l'ambassade de France à Pékin une « note de protestation contre les informations publiées dans la presse française affirmant qu'un million de personnes ont été massacrées par les khmers rouges » depuis la prise de Phnom-Penh. Le 17 avril 1975. La note ne dément pas formellement les massacres, mais dénonce « la rage haineuse et inhumaine » avec laquelle la presse française « diffuse » le Cambodge. — (Reuters)

Canada

M. PIERRE ELLIOTT TRUDEAU, premier ministre fédéral, s'est marié vendredi 27 mai à son épouse Margaret. Le mariage a été célébré à l'église anglicane de St. James, à Ottawa. — (A.F.P.)

Le premier ministre, M. Trudeau, a la garde des troupes canadiennes. Le premier ministre avait épousé Margaret Sinclair, fille d'un ancien ministre, le 5 mars 1971, à Vancouver (Colombie britannique). Le mariage a été célébré par un pasteur protestant. M. Trudeau a cinquante-sept ans et son épouse de vingt-huit. — (A.F.P., Reuters)

Chili

LE GOUVERNEMENT DE SANTIAGO a rappelé son attaché militaire à Bonn, le colonel Christian Ackermann, a annoncé, le 26 mai, le ministère des affaires étrangères. Dans les milieux politiques de R.F.A., on estime que cette mesure a été décidée en raison d'une grave suspicion dont cet officier était l'objet : des réfugiés chiliens l'accusaient d'être responsable de tortures pratiquées sur des centaines de prisonniers politiques, alors qu'il était le directeur de la prison de Caracazo, après le coup d'État du 11 septembre 1973. — (A.F.P.)

Corée

LE RETRAIT DES FORCES TERRESTRES AMÉRICAINES NE METTRA PAS EN DANGER LA SÉCURITÉ DE LA CORÉE DU SUD, a affirmé, vendredi 27 mai, avant de quitter Séoul, M. Philip Habib, sous-secrétaire américain aux affaires politiques. Après les entretiens avec les dirigeants de Séoul, M. Habib et le général George Brown, chef de l'état-major interarmes, se sont rendus à Tokyo, où ils ont donné des explications aux autorités japonaises sur les conséquences de la décision américaine. Pour sa part, dans les colonnes de son quotidien officiel, le « Yonhap », la Corée du Sud a réaffirmé qu'elle n'avait pas l'intention d'envahir le Sud ni de régler par les armes la question de la réunification. — (A.F.P., A.P.)

Espagne

TROIS MILITANTS BASQUES DE L'ETA, MM. Jose Javier Etxebarria, Santiago Urrutia Zabala et Jose Antonio Calparsoro Artola, ont

été arrêtés à Bilbao, alors qu'ils préparaient un attentat, a annoncé vendredi 27 mai le ministre de l'Intérieur, M. Suarez-Villa. Les trois hommes ont été saisis, apprend-on de même source. — (A.F.P., Reuters)

États-Unis

LE GÉNÉRAL JOHN SINGLAUB, qui a été relevé de ses fonctions en Corée du Sud à la suite de ses déclarations hostiles à la politique de M. Carter de retrait progressif des troupes américaines, a été nommé vendredi 27 mai, chef d'état-major de l'armée de terre. Le général Singlaub rejoindra son poste à Fort Monmouth, près d'Atlantic City (New Jersey), le 30 mai. Il sera remplacé par le lieutenant-général James H. Lee, qui a été promu à la suite de la mort de M. Singlaub. — (A.F.P., U.P.I.)

UN CINQUIÈME ENTRETIEN ENTRE LE PRÉSIDENT RICHARD NIXON et le journaliste britannique David Frost sera diffusé en direct aux États-Unis. L'émission sera notamment consacrée à la « coupure » de dix-huit minutes qui affecte une des bandes magnétiques de la Maïa ou Blanche sur laquelle était enregistrée une conversation entre M. Nixon et son collaborateur M. Haldeman, le 30 juin 1973, trois jours après le cambriolage du Watergate. — (U.P.I.)

Grande-Bretagne

M. MARK ROSENTHAL, le journaliste américain engagé pour la sécurité à la Grande-Bretagne par ordre de M. Merlyn Rees, ministre de l'Intérieur, est parti, vendredi 27 mai, pour New-York. L'ancien employé de la C.I.A. Philip Agee, dont l'expulsion avait été annoncée en même temps que celle de M. Rosenthal, partira le 3 juin pour les Pays-Bas. La décision du gouvernement britannique d'expulser M. Agee et Rosenthal avait fait l'objet d'une vive polémique, certains milieux accusant le ministère de l'Intérieur d'avoir agi sur pression de la C.I.A. — (A.F.P., Reuters)

LES MODÉRÉS l'ont emporté vendredi 27 mai au congrès annuel du parti démocrate américain (D.P.A.) à Durham. Ils ont fait adopter le principe de loyauté envers la reine, même en cas d'indépendance de l'Ecosse. La majorité des délégués ont rejeté la proposition de lever une motion proposant un référendum sur la monarchie, et ont accepté que la reine demeure le chef de l'Etat au cas où l'indépendance. — (A.F.P.)

Italie

LE PHILOLOGUE CARLO SALINARI, professeur de littérature italienne et doyen de la faculté de lettres à l'université de Rome, a décidé à l'âge de cinquante-sept ans, M. Salinari était membre du comité central du parti communiste. — (U.P.I.)

Irlande du Nord

CINQ HOMMES ont été inculpés vendredi 27 mai à Belfast, du meurtre, le 15 mai dernier, du capitaine de l'armée britannique Robert Nairne, enlevé et exécuté par l'IRA « provisoire », de l'avenement de l'organisation extrémiste. Le corps du capitaine Nairne n'a cependant pas été retrouvé. — (A.F.P.)

Suède

LA FÉDÉRATION SUÉDOISE DES PILOTES DE LIGNE a demandé que le pirate de l'air qui a détourné, jeudi 25 mai, un avion des lignes intérieures suédoises sur Stockholm ne soit pas autorisé à rester en Suède (le Monde du 28 mai). Dans un communiqué publié vendredi, la Fédération estime qu'aucun motif, qu'il soit religieux ou politique, ne justifie que le droit d'asile soit accordé à un pirate de l'air. — (A.F.P.)

Zaire

LE PRÉSIDENT MOBUTU se rendra le 14 juin prochain au Maroc en visite officielle, a annoncé, vendredi 27 mai, à Rabat, M. Nguzi Karl Bond, ministre salafite des affaires étrangères et vice-président du conseil exécutif. — (A.F.P.)

LA TENTATIVE DE C

Une crise politique et social

La tentative de coup d'Etat en Espagne a été qualifiée de « crise politique et sociale ». Les dirigeants du régime ont affirmé que la situation était grave et qu'il fallait prendre des mesures urgentes pour maintenir l'ordre et la stabilité du pays. Ils ont également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre les problèmes posés par cette tentative. Les médias ont largement couvert les événements, montrant les réactions de la population et les déclarations officielles. La crise a mis en lumière les tensions politiques et sociales existantes dans le pays, ainsi que les défis auxquels le régime est confronté. Les analystes politiques ont souligné que cette tentative pourrait avoir des conséquences durables sur le processus de transition démocratique en Espagne.

La « ligne rouge »

En juin 1976, trois avions ont été détournés par des pirates de l'air. Ces événements ont suscité une grande inquiétude internationale et ont conduit à une série de mesures de sécurité renforcées. Les autorités ont insisté sur la nécessité de maintenir une « ligne rouge » claire concernant les actes de piraterie aérienne. Les négociations pour la libération des otages ont été menées sous la pression internationale. Ces incidents ont également souligné les défis de la sécurité aérienne dans un monde de plus en plus globalisé.

DIPLOMATIE

Le Vance et Gromyko se rencontreront deux fois avant l'automne

Le secrétaire d'Etat américain, Alexander Haig, a annoncé que le secrétaire d'Etat soviétique, Andreï Gromyko, visitera les États-Unis à deux reprises avant l'automne. Cette annonce a été accueillie avec intérêt par les médias et les analystes diplomatiques. Les rencontres sont considérées comme importantes pour le dialogue entre les deux super-puissances. Les discussions porteront sur une variété de questions de politique étrangère, y compris la sécurité internationale et les relations bilatérales. Les deux pays ont souligné l'importance de la communication directe entre leurs dirigeants pour éviter les malentendus et promouvoir la coopération.

AFRIQUE

Namibie

Un mémorandum des Églises dénonce le « règne de la terreur »

De notre correspondante

Vienne. — M. Peter Katsjaveli, secrétaire pour l'information de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), a exposé à la presse, en marge de la rencontre Mondale-Vorster à Vienne, le contenu d'un mémorandum rédigé par les représentants des Églises catholique, luthérienne et anglicane de Namibie.

C'est dans « l'intérêt de la communauté noire et blanche » que nous avons rédigé ce mémorandum, déclarent ses signataires, en dénonçant le comportement des autorités sud-africaines à l'égard de la population noire de Namibie : « La terreur règne sur ce peuple et se manifeste notamment par de nombreuses arrestations arbitraires, des détentions d'une durée indéfinie et des tortures ». La situation est encore plus grave dans le nord de la Namibie, où sont présents des milliers de soldats sud-africains, assure le document : « Ces soldats s'acharnent sur la population locale. Les mémoires de la terreur sont présentes dans le passé de nombreux Namibiens. Les victimes de la terreur sont présentes dans les prisons. »

Le mémorandum souligne, d'autre part, que le peuple noir montre « très peu de sympathie » à l'égard des pourparlers de Windhoek entre Blancs et Noirs modernes, car « ces pourparlers ne sont pas considérés comme représentatifs du peuple namibien ». « L'Afrique et les autres pays occidentaux, poursuit le document, perdent leur prestige s'ils assistent uniquement à la signature de leur accord sans montrer d'intérêt pour le peuple. » — A. R.

Maroc

Les coopérants français arrêtés vont être expulsés

Le ministre marocain de l'Intérieur a publié vendredi soir 27 mai un communiqué annonçant que les ressortissants français récemment arrivés dans le cadre d'une enquête touchant à la sûreté intérieure de l'Etat seraient prochainement expulsés.

Le texte précise : « L'arrestation d'éléments étrangers au sein de la police marocaine, en liaison avec l'activité de certains de ces éléments portant atteinte à la sûreté de l'Etat a conduit à la découverte d'un réseau de soutien constitué par des jeunes enseignants français employés aux services de la coopération. Ce réseau assurait notamment l'hébergement des éléments suspects de déviation, la fourniture de documents d'identité français, la fourniture de matériel de propagande et servait de relais avec l'extérieur. Trois des sept coopérants qui ont été arrêtés ont reconnu devant les représentants consulaires de la France leur implication coupable, déclarant avoir agi sans discernement. Les poursuites judiciaires en cours ont permis de constater que ces coopérants ont été recrutés en France par un réseau de propagande et de recrutement de la plus grande rigueur toutes les méthodes utilisées ont été déjouées et l'opération a été menée à son terme. Les contacts ont été pris à Paris par le Comité contre la répression au Maroc avec plusieurs organisations de défense des libertés de journalistes dans le but d'envoyer au Maroc un observateur judiciaire au cas où les ressortissants français actuellement détenus ne seraient pas libérés à l'expiration des délais légaux de garde à vue, qui sont de douze jours. »

L'ACJEN a diffusé ce samedi matin un communiqué dans lequel elle estime positive la décision d'expulsion ainsi prise dans un but d'équité. Elle espère que la répression en cours sera rapide. Elle demande un gouvernement français d'assurer dans les meilleures conditions la réintégration des enseignants en cause et de leurs familles.

Des contacts ont été pris à Paris par le Comité contre la répression au Maroc avec plusieurs organisations de défense des libertés de journalistes dans le but d'envoyer au Maroc un observateur judiciaire au cas où les ressortissants français actuellement détenus ne seraient pas libérés à l'expiration des délais légaux de garde à vue, qui sont de douze jours.

Algérie

M. Bouffekka s'interroge sur les « desseins inavoués » de la diplomatie française

(De notre correspondant.)

Alger. — M. Bouffekka, ministre algérien des affaires étrangères, s'est longuement interrogé, dans une déclaration publiée vendredi 27 mai à Alger, sur les « raisons obscures » et les « desseins inavoués » de la diplomatie française qui met implicitement en cause l'Algérie après l'attaque de Zouérate par le Front Polisario. Il a déploré l'attitude « inhumaine de certains responsables français ».

Le ministre a réaffirmé que son gouvernement ne dispose toujours pas d'informations concernant les six Français disparus à Zouérate. Il a également réitéré la proposition de l'Algérie de faciliter, le cas échéant, les contacts entre le gouvernement français et les responsables du Polisario.

Rappelant le soutien que l'Algérie accorde au Front Polisario, M. Bouffekka a relevé ironiquement au passage, à propos des déclarations de l'ambassadeur de Grèce à Alger, « qu'on ne peut que s'étonner de tant d'efforts intellectuels destinés à découvrir ce qui est connu ». (1).

A cet égard, il a souligné que l'affaire du Sahara occidental demeure inscrite à l'ordre du jour de l'ONU et de l'O.U.A. et constitue un sujet de préoccupation d'autant plus sérieux que l'intervention étrangère se profile à l'horizon. — (Interim.)

(1) M. de Guiringaud avait notamment déclaré, le 25 mai, à l'AFP : « Je constate que le chef du Front Polisario, M. Lamine, a donné une conférence de presse en territoire algérien, sans autorisation. C'est en Algérie qu'il a montré à un certain nombre de journalistes plusieurs centaines de documents datant de la période de l'indépendance. Certains affirment que l'Algérie lui aurait fourni ces documents pour mener son combat. » (Le Monde du 27 mai.)

Angola

LA TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT DE LUANDA

Une crise politique et sociale ouverte depuis l'indépendance

« Nito Alves, c'est le diable », s'exclamaient, en octobre 1975, un ministre de l'ancien gouvernement angolais devant un groupe de hauts dirigeants du M.P.L.A. Il ne rencontrait qu'un silence approbateur. Le « problème » est déjà ancien. Pourquoi a-t-il débouché sur une tentative armée de coup d'Etat ?

Quelques mois après la chute de M. Castano à Lisbonne, les quatre cent mille habitants des bidonvilles de Luanda, les « musseques », durent s'organiser afin de se protéger contre les émeutes et les assassinats perpétrés par des commandos d'extrême droite. Des milices d'auto-défense se formèrent tandis que le M.P.L.A. traversait sa crise la plus grave, marquée par une double scission. Certes, la popularité du mouvement, fruit de plusieurs années de travail clandestin et de propagande, subsistait, mais, faute d'un encadrement sérieux et de consignes précises, une direction désorganisée était incapable de fournir le « pouvoir populaire » dans les bidonvilles, s'affaissant de façon de plus en plus autonome. Tout en se reconnaissant la direction du mouvement, les milices largesment les objectifs, les analyses et les méthodes. Cette autonomie est à l'origine de la crise.

A l'époque, le M.P.L.A. commençait par exalter ce « pouvoir populaire », que condamnaient le F.N.I.A. et l'UNITA. Attitude qui s'expliquait aisément. Si la population n'avait pas subi, pratiquement seule, le poids de la bataille de Luanda, le M.P.L.A., dont les dimensions internes avaient fait fondre les effectifs militaires, aurait été incapable de chasser ses rivaux de la capitale angolaise et d'être ainsi mieux placée qu'aucun pour revendiquer la légitimité nationale lors de l'indépendance. Dans l'embryon de la victoire, auquel le « petit peuple » des bidonvilles, qui a pris une part décisive, les relations entre le « pouvoir populaire » et le M.P.L.A. ont été rompues. En quelques mois, pourtant, le divorce est consommé à propos du partage des fruits de la victoire.

La déception des plus pauvres

Les illusions sont grandes. Faute d'une formation politique et économique élémentaire, victimes de la surenchère souvent démagogique à laquelle les mouvements se sont livrés, les habitants des « musseques » sont convaincus dans leur immense majorité, que la proclamation de l'indépendance leur ouvrirait les portes d'un Eldorado. Très vite leur déception est survenue.

Dès le début de l'été 1975, des groupes de militants d'extrême gauche, souvent venus du Portugal, commencèrent à montrer du doigt, aux plus démunis, le responsable du maintien de leur misère : la direction du M.P.L.A. Celui-ci, inquiet du moral de ses armées dans une capitale qui restait sa place-forte, décida alors la dissolution des unités. Des bataillons originaires de Luanda, refusant de monter au front, la répression, pourtant très modérée eu égard à la situation dramatique du pays, dilapida une grande partie du crédit dont jouissait le M.P.L.A. dans la capitale. Les faubourgs ne restent pas sans armes. Désarmés, amers, ils attendent l'occasion de prendre leur revanche et cherchent l'homme qui les conduira à nouveau à la bataille. Nito Alves, qui pourtant avait fait les déclarations les plus virulentes et dirigé les attaques les plus dures contre les « gauchistes », s'imposera très vite dans ce rôle.

Comment la population de la capitale n'aurait-elle pas été séduite par des discours de socialisme ultra-révolutionnaire ouverts des militants très peu formés. Sans jamais indiquer une

La « lettre rouge »

En juin 1975, Nito Alves tente d'asseoir définitivement son pouvoir à Luanda. Contre l'avis d'une partie importante du bureau politique, il impose les élections des responsables du « pouvoir populaire », qui lui sont acquiescentes. Le rôle de l'U.R.S.S. à l'égard de la participation électorale n'a probablement pas dépassé les 10 %. Pendant l'été, ses attaques se font de plus en plus virulentes. Le rôle de l'U.R.S.S. est alors devenu si manifeste qu'un diplomate soviétique est expulsé. Le président Neto se rend en octobre à Moscou. L'Union soviétique change-t-elle d'attitude ? Toujours est-il que quelques jours après le retour du chef de l'Etat, le comité central, enfin réuni, n'élit pas Nito Alves au bureau

politique, supprime le ministère de l'Administration interne et celui de l'Information, tenu par José Felipe Martins, un de ses chauds partisans. Nito Alves se retrouve simple commandant. C'est le début de la fin. La police secrète est épurée, certains de ses fidèles arrêtés dès la fin de l'année 1975. Est-ce alors qu'il décide de tenter le tout pour le tout ? Il adresse au comité central une « lettre rouge », qui n'a jamais été publiée. Il y aurait très durement attaqué la politique de la direction du mouve-

ment, l'alliance avec les pays socialistes, et accusé de corruption un certain nombre de hauts dirigeants. Parallèlement, il aurait mis sur pied un sein du mouvement et des forces armées des réseaux clandestins, d'où l'explosion de « fractions » portées à son encontre pour justifier, le 21 mai dernier, son expulsion du comité central et du M.P.L.A. Cette éviction donne le signal du coup de force. On ignore si Nito Alves était en liberté lors de son déclenchement et le sort qui lui était réservé.

RENE LEFORT.

PORTRAIT

Nito Alves : l'enfant chéri des bidonvilles noirs

Timide jusqu'à paraître amputé des bras, Nito Alves se métamorphosait dès qu'il sautait un micro ou un porte-voix pour, des heures durant, haranguer ses partisans. Il retrouvait alors toute son assurance, jouant à merveille de sa popularité et savaient longuement les applaudissements qui saluaient tous ses effets : il se savait l'enfant chéri des bidonvilles de Luanda.

C'est là qu'il nait, voit une trentaine d'années, à une date inconnue, comme des pans entiers de sa biographie. Après des études primaires, il ne fréquente le lycée que quelques années et rejoint très jeune la lutte de libération en s'engageant dans la guérilla aux portes mêmes de la capitale, dans le quartier de Dambos qui constitue le « premier » quartier politique-militaire. Les conditions du combat y sont dramatiques. Depuis 1961, une seule colonne, venue du Congo-Brazzaville en traversant l'Angola, le Zaïre, a réussi à approvisionner quelques centaines de guérilleros en armes et en munitions. Traqués dans des montagnes inhabitées, les survivants n'ont qu'une préoccupation : tenir. Nito Alves, par son courage et de remarquables talents d'organisateur, facilita cette survie et gravit en quatre ans tous les échelons pour terminer la guerre comme commissaire politique de la région.

Rares sont alors ceux qui le connaissent, mais l'héroïsme de la résistance, qu'il dirige, en-

tra dans la légende. Remarqué lors de la conférence inter-régionale des cadres de septembre 1974, véritable congrès du M.P.L.A. débarrassé de ses deux factions, il occupa dans la hiérarchie du mouvement une place si élevée qu'il fut tout naturellement nommé à la tête du bureau politique pour prendre le poste laissé vacant par Joaquim Kanga, assassiné par l'UNITA pendant l'été 1975. Il le cumula avec celui de ministre de l'Administration interne jusqu'au début de sa dégrâce, sensible dès l'automne 1976.

D'un naturel très réservé, Nito Alves semble ne s'être jamais intégré au groupe des « chefs historiques » du M.P.L.A., qui, pour le plupart, avaient fréquenté les universités portugaises ou vécu en exil dans une capitale européenne. Il se sépara jamais de quelques classiques de la littérature marxiste, qu'il dévorait dès qu'il disposait d'un instant. Les autres dirigeants partageaient le souvenir des crises internes du M.P.L.A., des relations ambiguës avec les pays où ils avaient leurs bases, des tentatives toujours avortées de porter la guerre jusqu'au cœur de l'Angola. Il se sentait, lui, un combattant de l'intérieur. Mais, surtout, Nito Alves, Noir des bidonvilles, attendait de l'indépendance autre chose que cette « société des mépris » qui lui avait été dérobée. Enceinte une revanche sur le monde où le sort de pouvoir qui le conduisit à sa perte ?

R. L.

“Business minded” ou l'esprit d'entreprise



“Business minded”. Cette expression qualifie, outre-atlantique, l'homme qui possède l'esprit d'entreprise. Aussi exigeant à propos de son temps que de ses affaires. Parce que le temps, c'est de l'argent.

Zénith Quartz répond à toutes vos exigences d'homme responsable.

- son cœur de quartz la rend aussi précise, aussi rigoureuse qu'un contrôle de gestio.
- son cadran à aiguilles vous permet de voir l'heure, à tout moment, en un clin d'œil.
- son guichet à diodes électroluminescentes (LED) vous indique, par chiffres, les secondes ou la date.
- quand vous le décidez, donnez lui des ordres, elle obéit !
- Par simples pressions sur un poussoir, vous commandez : la mise à l'heure exacte au top-second.
- la mise à l'heure locale (fuseau horaire). Les aiguilles tournent toutes seules, la date se synchronise automatiquement.
- la mise à la date aux changements de mois.

ZENITH QUARTZ au poignet du responsable.

17 modèles de 1379 F à 2 081 F. Exclusivement chez l'horloger-bijoutier.

DIPLOMATIE

MM. Vance et Gromyko se rencontreront deux fois avant l'automne

Saint-Simons-Ieland (A.F.P.). — Revenant les journalistes à la station balnéaire géorgienne de Saint-Simons-Ieland, vendredi 27 mai, M. Carter a indiqué que deux rencontres étaient prévues avant la fin septembre entre le secrétaire d'Etat, M. Vance, et le ministre soviétique des affaires étrangères, au sujet de la limitation des armements stratégiques (SALT).

Les Soviétiques veulent surtout limiter le rayon d'action du missile américain Cruise à la station balnéaire géorgienne de Saint-Simons-Ieland, vendredi 27 mai, M. Carter a indiqué que deux rencontres étaient prévues avant la fin septembre entre le secrétaire d'Etat, M. Vance, et le ministre soviétique des affaires étrangères, au sujet de la limitation des armements stratégiques (SALT).

Les Soviétiques veulent surtout limiter le rayon d'action du missile américain Cruise à la station balnéaire géorgienne de Saint-Simons-Ieland, vendredi 27 mai, M. Carter a indiqué que deux rencontres étaient prévues avant la fin septembre entre le secrétaire d'Etat, M. Vance, et le ministre soviétique des affaires étrangères, au sujet de la limitation des armements stratégiques (SALT).

POLITIQUE

LES TROIS PREMIÈRES ANNÉES DU SEPTENNAT

M. Giscard d'Estaing : la France est plus libre et plus ordonnée que je ne l'ai trouvée

A l'occasion du déjeuner qu'il a offert aux membres du gouvernement, vendredi 27 mai, à l'occasion du troisième anniversaire de son installation à l'Élysée, M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré : « C'est anniversaire, comme chaque année, est pour moi l'heure des comptes et que je dois à ma conscience et aux Français qui m'ont choisi de rendre compte de la France que j'ai trouvée et de celle que j'ai laissée. »

« Je me suis efforcé d'introduire dans la vie de la France, par au de mai 1974, de mai 1976, et de mai 1977. Les Français ne se sont ni battus ni déchirés. »

« Je me suis efforcé d'introduire dans la vie de la France, par au de mai 1974, de mai 1976, et de mai 1977. Les Français ne se sont ni battus ni déchirés. »

« Je me suis efforcé d'introduire dans la vie de la France, par au de mai 1974, de mai 1976, et de mai 1977. Les Français ne se sont ni battus ni déchirés. »

« Je me suis efforcé d'introduire dans la vie de la France, par au de mai 1974, de mai 1976, et de mai 1977. Les Français ne se sont ni battus ni déchirés. »

« Je me suis efforcé d'introduire dans la vie de la France, par au de mai 1974, de mai 1976, et de mai 1977. Les Français ne se sont ni battus ni déchirés. »

« Je me suis efforcé d'introduire dans la vie de la France, par au de mai 1974, de mai 1976, et de mai 1977. Les Français ne se sont ni battus ni déchirés. »

« Je me suis efforcé d'introduire dans la vie de la France, par au de mai 1974, de mai 1976, et de mai 1977. Les Français ne se sont ni battus ni déchirés. »

« Je me suis efforcé d'introduire dans la vie de la France, par au de mai 1974, de mai 1976, et de mai 1977. Les Français ne se sont ni battus ni déchirés. »

« Je me suis efforcé d'introduire dans la vie de la France, par au de mai 1974, de mai 1976, et de mai 1977. Les Français ne se sont ni battus ni déchirés. »

LE VOYAGE DU CHEF DE L'ÉTAT A L'ÎLE DE HOUAT

« La France exagère ses différences » déclare le président de la République

Houat. — Georges Pompidou, avant d'être élu président de la République, et M. Pierre Messmer, étaient venus à Houat, mais c'était la première fois, vendredi 27 mai, que le petit île du Morbihan accueillait un chef d'État. L'événement se serait produit plus tôt — le 6 février dernier — si les conditions météorologiques n'avaient alors rendu l'île inaccessible à M. Giscard d'Estaing, qui visitait le Bretagne.

De notre envoyée spéciale

expliquer l'utilisation, et en troisième lieu à la mairie où, sur le livre d'or tout neuf il écrit : « Tous mes vœux pour le bonheur et la prospérité des Houatais. »

Tous les Houatais sont là, ou presque. Il y a, en effet, de nombreux de faire venir les enfants de moins de six ans, qui ne sont pas oubliés par le suite, a-t-on évertué. Il y a aussi ceux qui se refusent à participer à cette « kermesse », ceux qui veulent ne rien avoir à voir à quoi que ce soit, même au président de la République.

portera son concours pour le financement de l'écloserie de homards de Houat. Il exprime ensuite sa conviction qu'une « grande partie de l'avenir de la France » repose sur la mer, dont il préside qu'elle sera l'objet d'une politique particulière.

Abandonnant le sujet de préoccupation numéro un de son auditoire, M. Giscard d'Estaing prend un ton plus personnel. Il évoque le « sentiment de solitude » à quoi le pousse sa fonction : « On s'éloigne de la vie familière, quotidienne... Le raison de sa venue ? Être aussi près que possible des « préoccupations » des Français, des Français. Quant à la division de la France, le chef de l'État le juge « excessive ». « Elle fait du mal à la France », dit-il. « Les Français ont un pays qui exagère ses différences et s'efforce, lance-t-il. Après les discours, les chansons, la tradition est respectée. Avant de quitter Houat, M. Giscard d'Estaing

Mitterrand : les relations et d'un premier ministre

Le P.F.U. (Front de l'Unité) a été créé par le P.C.F. et le P.S. (Parti Socialiste) pour présenter une liste commune aux élections municipales de 1977. Cette liste a été présentée dans plusieurs communes, notamment à Paris, où elle a obtenu des résultats significatifs. Le P.F.U. vise à renforcer la coopération entre les forces de gauche et à promouvoir une politique plus cohérente.

● M. Valéry Giscard d'Estaing est arrivé samedi 28 mai, à 2 h 15, à l'aéroport de Hyères-Palmyre en provenance de Lorient.

En compagnie de son épouse et de deux de ses enfants, le président de la République a immédiatement pris la route pour Brégançon à bord d'un DS 19 qu'il conduisait lui-même. Il résidera au fort jusqu'au lundi 30 mai.

● M. Roger-Gérard Schwaartz, député général du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré jeudi 26 mai : « M. Giscard d'Estaing, dans l'acte de sa démission, a été un homme d'État. L'hôte de l'Élysée ressemble au petit roi de Bourges dominé par ses grands féodaux. Trois ans après l'élection présidentielle, aucun des grands soutiens de la majorité ne fait plus confiance à M. Giscard d'Estaing pour conduire celle-ci. Les habits neufs du président Giscard d'Estaing n'ont fait illusion que trois ans. Déjà, MM. Barre et Chirac murmurent comme chez Andersen : « Le roi est nu. » Triste anniversaire. »

● M. Roger-Gérard Schwaartz, député général du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré jeudi 26 mai : « M. Giscard d'Estaing, dans l'acte de sa démission, a été un homme d'État. L'hôte de l'Élysée ressemble au petit roi de Bourges dominé par ses grands féodaux. Trois ans après l'élection présidentielle, aucun des grands soutiens de la majorité ne fait plus confiance à M. Giscard d'Estaing pour conduire celle-ci. Les habits neufs du président Giscard d'Estaing n'ont fait illusion que trois ans. Déjà, MM. Barre et Chirac murmurent comme chez Andersen : « Le roi est nu. » Triste anniversaire. »

● M. Michel Bassi, adjoint de M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée, doit quitter prochainement ses fonctions pour prendre la tête d'un organisme chargé de faire connaître les idées de la majorité dans la perspective des élections législatives. Cet organisme, constitué en association à but non lucratif (loi de 1901) et intitulé « Association pour la démocratie », cherchera à atteindre directement les électeurs par des lettres, des documents divers, l'envoi d'espèces publicitaires et même la diffusion d'émissions de radio « pirates ».

● M. Michel Bassi, adjoint de M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée, doit quitter prochainement ses fonctions pour prendre la tête d'un organisme chargé de faire connaître les idées de la majorité dans la perspective des élections législatives. Cet organisme, constitué en association à but non lucratif (loi de 1901) et intitulé « Association pour la démocratie », cherchera à atteindre directement les électeurs par des lettres, des documents divers, l'envoi d'espèces publicitaires et même la diffusion d'émissions de radio « pirates ».

● M. Michel Bassi, adjoint de M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée, doit quitter prochainement ses fonctions pour prendre la tête d'un organisme chargé de faire connaître les idées de la majorité dans la perspective des élections législatives. Cet organisme, constitué en association à but non lucratif (loi de 1901) et intitulé « Association pour la démocratie », cherchera à atteindre directement les électeurs par des lettres, des documents divers, l'envoi d'espèces publicitaires et même la diffusion d'émissions de radio « pirates ».

M. BASSI ENTREPREND DE FAIRE CONNAÎTRE LES IDÉES DE LA MAJORITÉ

● M. Michel Bassi, adjoint de M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée, doit quitter prochainement ses fonctions pour prendre la tête d'un organisme chargé de faire connaître les idées de la majorité dans la perspective des élections législatives. Cet organisme, constitué en association à but non lucratif (loi de 1901) et intitulé « Association pour la démocratie », cherchera à atteindre directement les électeurs par des lettres, des documents divers, l'envoi d'espèces publicitaires et même la diffusion d'émissions de radio « pirates ».

● M. Michel Bassi, adjoint de M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée, doit quitter prochainement ses fonctions pour prendre la tête d'un organisme chargé de faire connaître les idées de la majorité dans la perspective des élections législatives. Cet organisme, constitué en association à but non lucratif (loi de 1901) et intitulé « Association pour la démocratie », cherchera à atteindre directement les électeurs par des lettres, des documents divers, l'envoi d'espèces publicitaires et même la diffusion d'émissions de radio « pirates ».

● M. Michel Bassi, adjoint de M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée, doit quitter prochainement ses fonctions pour prendre la tête d'un organisme chargé de faire connaître les idées de la majorité dans la perspective des élections législatives. Cet organisme, constitué en association à but non lucratif (loi de 1901) et intitulé « Association pour la démocratie », cherchera à atteindre directement les électeurs par des lettres, des documents divers, l'envoi d'espèces publicitaires et même la diffusion d'émissions de radio « pirates ».

● M. Raymond Barre a réuni, vendredi après-midi 27 mai, au ministère de l'Intérieur, tous les préfets de métropole. À l'ordre du jour de cette réunion, il y a la participation à l'élaboration de la loi de décentralisation. M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, M. Christian Beullac, ministre du Travail, M. René Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, et M. André Rossi, ministre du Commerce extérieur, figurent notamment à la situation économique et financière, ainsi que les problèmes de l'emploi.

● M. Raymond Barre a réuni, vendredi après-midi 27 mai, au ministère de l'Intérieur, tous les préfets de métropole. À l'ordre du jour de cette réunion, il y a la participation à l'élaboration de la loi de décentralisation. M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, M. Christian Beullac, ministre du Travail, M. René Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, et M. André Rossi, ministre du Commerce extérieur, figurent notamment à la situation économique et financière, ainsi que les problèmes de l'emploi.

● M. Raymond Barre a réuni, vendredi après-midi 27 mai, au ministère de l'Intérieur, tous les préfets de métropole. À l'ordre du jour de cette réunion, il y a la participation à l'élaboration de la loi de décentralisation. M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, M. Christian Beullac, ministre du Travail, M. René Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, et M. André Rossi, ministre du Commerce extérieur, figurent notamment à la situation économique et financière, ainsi que les problèmes de l'emploi.

Closure de la 13^e QUINZAINE D'ISRAËL sous la présidence effective de M. Mordechai GALTZ. Ambassadeur d'Israël en France. JEUDI 2 JUIN 1977 de 17 h 30 à 21 h

Remarque avec des dévotionnels qui déléguent leurs fonctions à : Roger ASCOT, Roland BACRI, Robert BADINTER, Jean BLOT, Jacques DEROGY, Daniel GELIN, Patrick GIBARD, Christian JELIN, Joseph JOFFO, Jacques LANZMAN, Victor MALKA, Clara MALBAUT, Jacques NARRET, Zeev OLDENBURG, Christian PINEAU, Léopold POLAKOFF, Vital SEVILLA, Léopold UNGER, Claude VIGIER.

Avec la collaboration du Service Technique pour l'Éducation (STZE) Centre Communautaire de France, 19, boulevard Polignac, 75006 PARIS.

Closure de la 13^e QUINZAINE D'ISRAËL sous la présidence effective de M. Mordechai GALTZ. Ambassadeur d'Israël en France. JEUDI 2 JUIN 1977 de 17 h 30 à 21 h

Remarque avec des dévotionnels qui déléguent leurs fonctions à : Roger ASCOT, Roland BACRI, Robert BADINTER, Jean BLOT, Jacques DEROGY, Daniel GELIN, Patrick GIBARD, Christian JELIN, Joseph JOFFO, Jacques LANZMAN, Victor MALKA, Clara MALBAUT, Jacques NARRET, Zeev OLDENBURG, Christian PINEAU, Léopold POLAKOFF, Vital SEVILLA, Léopold UNGER, Claude VIGIER.

Avec la collaboration du Service Technique pour l'Éducation (STZE) Centre Communautaire de France, 19, boulevard Polignac, 75006 PARIS.

Closure de la 13^e QUINZAINE D'ISRAËL sous la présidence effective de M. Mordechai GALTZ. Ambassadeur d'Israël en France. JEUDI 2 JUIN 1977 de 17 h 30 à 21 h

Remarque avec des dévotionnels qui déléguent leurs fonctions à : Roger ASCOT, Roland BACRI, Robert BADINTER, Jean BLOT, Jacques DEROGY, Daniel GELIN, Patrick GIBARD, Christian JELIN, Joseph JOFFO, Jacques LANZMAN, Victor MALKA, Clara MALBAUT, Jacques NARRET, Zeev OLDENBURG, Christian PINEAU, Léopold POLAKOFF, Vital SEVILLA, Léopold UNGER, Claude VIGIER.

Avec la collaboration du Service Technique pour l'Éducation (STZE) Centre Communautaire de France, 19, boulevard Polignac, 75006 PARIS.

Anticiper l'élection présidentielle

Por BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

Le renouvellement de l'Assemblée nationale, qu'il est lieu en mars ou avril, ne règle pas vraiment les questions qui se posent à la France, et dont beaucoup d'entre elles ont été posées à la fin de l'année 1976 et au début de l'année 1977.

Ne parlons pas de la réforme de l'État face aux épreuves ou aux contestations successives de citoyens infatigables, ni de la défense de notre économie défilée par l'investissement étranger, minée par notre dépendance, en matière première, flouée par l'inflation importée, ni même de la réforme de l'entreprise. Ces grandes questions, demandant un grand élan et le long terme ; nous ne les avons pas résolues.

Le jeu de la France serait entravé si M. Giscard d'Estaing remaniait en cause son mandat présidentiel, non par quelques propos de dernière heure sur objurgation de M. Chirac en mars prochain, mais de la manière la plus claire en démissionnant pour se représenter en même temps qu'il dissoudrait l'Assemblée nationale. Tout le monde y verrait plus clair, y compris le président de la République.

Dans le monde, ce serait enfin l'union et des élections sur le nom du président sortant, de nouveau candidat, ou bien l'effacement du premier tour, non plus dans les élections, mais dans la vie politique. M. Chirac au pied du mur, le chef de l'État y généraliserait l'écrit pour longtemps le candidat impudente de son ancien pramir ministre.

Le jeu de la France serait entravé si M. Giscard d'Estaing remaniait en cause son mandat présidentiel, non par quelques propos de dernière heure sur objurgation de M. Chirac en mars prochain, mais de la manière la plus claire en démissionnant pour se représenter en même temps qu'il dissoudrait l'Assemblée nationale. Tout le monde y verrait plus clair, y compris le président de la République.

Dans le monde, ce serait enfin l'union et des élections sur le nom du président sortant, de nouveau candidat, ou bien l'effacement du premier tour, non plus dans les élections, mais dans la vie politique. M. Chirac au pied du mur, le chef de l'État y généraliserait l'écrit pour longtemps le candidat impudente de son ancien pramir ministre.

Le jeu de la France serait entravé si M. Giscard d'Estaing remaniait en cause son mandat présidentiel, non par quelques propos de dernière heure sur objurgation de M. Chirac en mars prochain, mais de la manière la plus claire en démissionnant pour se représenter en même temps qu'il dissoudrait l'Assemblée nationale. Tout le monde y verrait plus clair, y compris le président de la République.

Dans le monde, ce serait enfin l'union et des élections sur le nom du président sortant, de nouveau candidat, ou bien l'effacement du premier tour, non plus dans les élections, mais dans la vie politique. M. Chirac au pied du mur, le chef de l'État y généraliserait l'écrit pour longtemps le candidat impudente de son ancien pramir ministre.

Le jeu de la France serait entravé si M. Giscard d'Estaing remaniait en cause son mandat présidentiel, non par quelques propos de dernière heure sur objurgation de M. Chirac en mars prochain, mais de la manière la plus claire en démissionnant pour se représenter en même temps qu'il dissoudrait l'Assemblée nationale. Tout le monde y verrait plus clair, y compris le président de la République.

Dans le monde, ce serait enfin l'union et des élections sur le nom du président sortant, de nouveau candidat, ou bien l'effacement du premier tour, non plus dans les élections, mais dans la vie politique. M. Chirac au pied du mur, le chef de l'État y généraliserait l'écrit pour longtemps le candidat impudente de son ancien pramir ministre.

Le jeu de la France serait entravé si M. Giscard d'Estaing remaniait en cause son mandat présidentiel, non par quelques propos de dernière heure sur objurgation de M. Chirac en mars prochain, mais de la manière la plus claire en démissionnant pour se représenter en même temps qu'il dissoudrait l'Assemblée nationale. Tout le monde y verrait plus clair, y compris le président de la République.

Dans le monde, ce serait enfin l'union et des élections sur le nom du président sortant, de nouveau candidat, ou bien l'effacement du premier tour, non plus dans les élections, mais dans la vie politique. M. Chirac au pied du mur, le chef de l'État y généraliserait l'écrit pour longtemps le candidat impudente de son ancien pramir ministre.

Le R.P.R. va intensifier son activité

Le R.P.R. et son président, M. Jacques Chirac, ont de longue date annoncé qu'ils seraient prêts à entrer en campagne électorale avant l'automne. Cette détermination se traduit par la mise en œuvre d'une campagne d'information sur les objectifs du Rassemblement pour la République à venir. Une plaquette, la « Lettre du R.P.R. », sera également éditée, accompagnée d'une sorte de dictionnaire analytique et critique.

Le R.P.R. et son président, M. Jacques Chirac, ont de longue date annoncé qu'ils seraient prêts à entrer en campagne électorale avant l'automne. Cette détermination se traduit par la mise en œuvre d'une campagne d'information sur les objectifs du Rassemblement pour la République à venir. Une plaquette, la « Lettre du R.P.R. », sera également éditée, accompagnée d'une sorte de dictionnaire analytique et critique.

Le R.P.R. et son président, M. Jacques Chirac, ont de longue date annoncé qu'ils seraient prêts à entrer en campagne électorale avant l'automne. Cette détermination se traduit par la mise en œuvre d'une campagne d'information sur les objectifs du Rassemblement pour la République à venir. Une plaquette, la « Lettre du R.P.R. », sera également éditée, accompagnée d'une sorte de dictionnaire analytique et critique.

M. CHIRAC DÉPLORE LA MAUVAISE PRESSE QU'IL A À L'ÉTRANGER

Dans une interview accordée à France-Amérique, hebdomadaire new-yorkais de la communauté française des États-Unis, M. Jacques Chirac déplore que les partis de l'opposition, ses adversaires au sein de la majorité et la presse française, en général, donnent de lui, à l'étranger, une mauvaise image. Il dénonce notamment l'attitude, à son égard, de MM. Michel Poniatowski et Jean Lecanuet, « qui avaient l'ambition, dit-il, sans en avoir manifestement les moyens, d'apparaître comme les nouveaux dirigeants d'une majorité ».

Dans une interview accordée à France-Amérique, hebdomadaire new-yorkais de la communauté française des États-Unis, M. Jacques Chirac déplore que les partis de l'opposition, ses adversaires au sein de la majorité et la presse française, en général, donnent de lui, à l'étranger, une mauvaise image. Il dénonce notamment l'attitude, à son égard, de MM. Michel Poniatowski et Jean Lecanuet, « qui avaient l'ambition, dit-il, sans en avoir manifestement les moyens, d'apparaître comme les nouveaux dirigeants d'une majorité ».

Dans une interview accordée à France-Amérique, hebdomadaire new-yorkais de la communauté française des États-Unis, M. Jacques Chirac déplore que les partis de l'opposition, ses adversaires au sein de la majorité et la presse française, en général, donnent de lui, à l'étranger, une mauvaise image. Il dénonce notamment l'attitude, à son égard, de MM. Michel Poniatowski et Jean Lecanuet, « qui avaient l'ambition, dit-il, sans en avoir manifestement les moyens, d'apparaître comme les nouveaux dirigeants d'une majorité ».

Le R.P.R. va intensifier son activité

Le R.P.R. et son président, M. Jacques Chirac, ont de longue date annoncé qu'ils seraient prêts à entrer en campagne électorale avant l'automne. Cette détermination se traduit par la mise en œuvre d'une campagne d'information sur les objectifs du Rassemblement pour la République à venir. Une plaquette, la « Lettre du R.P.R. », sera également éditée, accompagnée d'une sorte de dictionnaire analytique et critique.

Le R.P.R. et son président, M. Jacques Chirac, ont de longue date annoncé qu'ils seraient prêts à entrer en campagne électorale avant l'automne. Cette détermination se traduit par la mise en œuvre d'une campagne d'information sur les objectifs du Rassemblement pour la République à venir. Une plaquette, la « Lettre du R.P.R. », sera également éditée, accompagnée d'une sorte de dictionnaire analytique et critique.

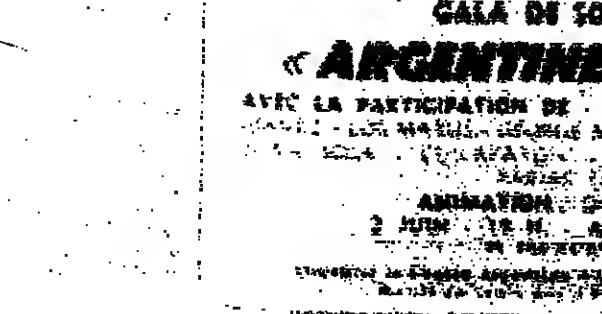
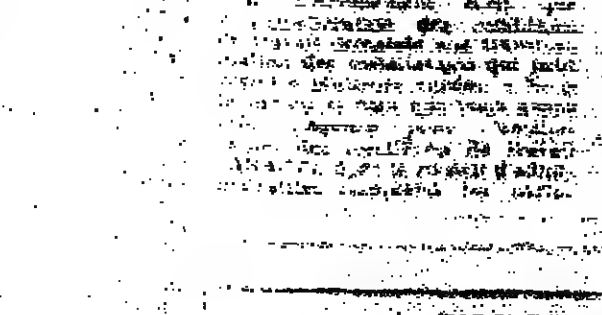
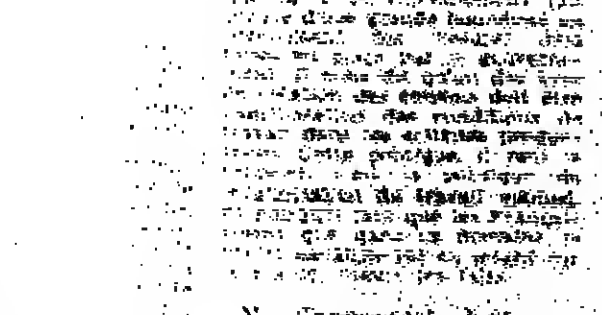
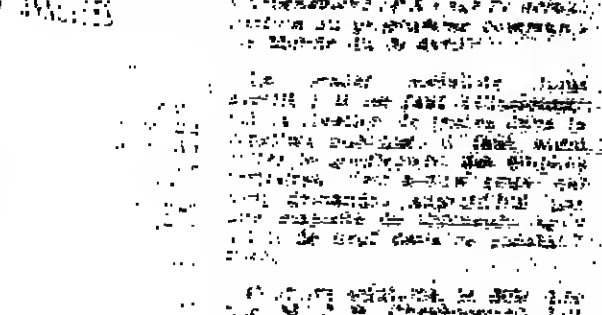
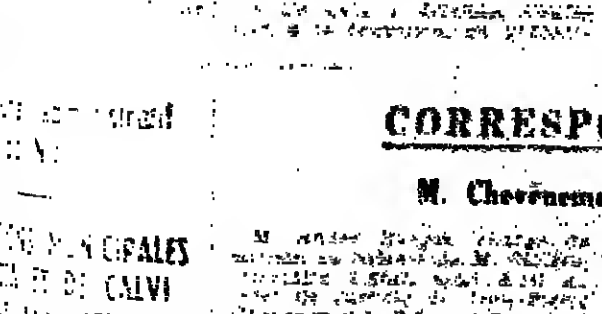
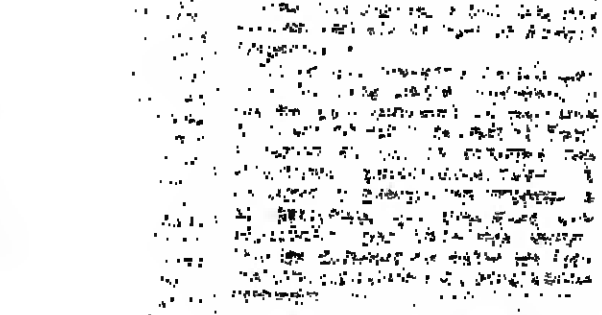
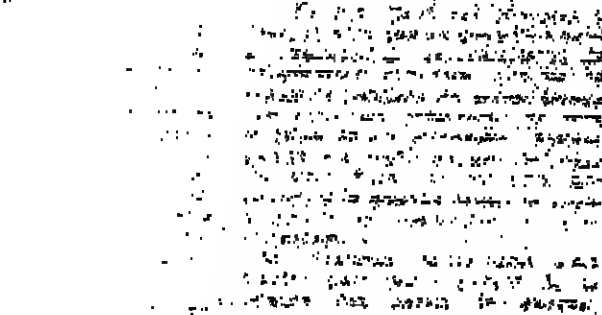
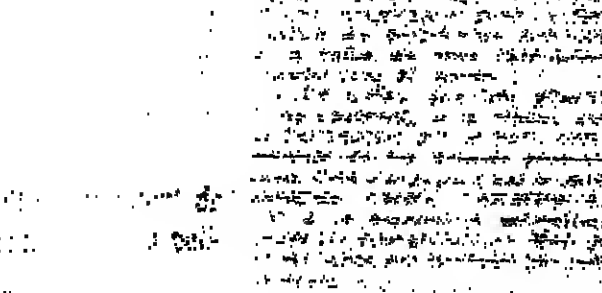
Le R.P.R. et son président, M. Jacques Chirac, ont de longue date annoncé qu'ils seraient prêts à entrer en campagne électorale avant l'automne. Cette détermination se traduit par la mise en œuvre d'une campagne d'information sur les objectifs du Rassemblement pour la République à venir. Une plaquette, la « Lettre du R.P.R. », sera également éditée, accompagnée d'une sorte de dictionnaire analytique et critique.

Le R.P.R. va intensifier son activité

Le R.P.R. et son président, M. Jacques Chirac, ont de longue date annoncé qu'ils seraient prêts à entrer en campagne électorale avant l'automne. Cette détermination se traduit par la mise en œuvre d'une campagne d'information sur les objectifs du Rassemblement pour la République à venir. Une plaquette, la « Lettre du R.P.R. », sera également éditée, accompagnée d'une sorte de dictionnaire analytique et critique.

Le R.P.R. et son président, M. Jacques Chirac, ont de longue date annoncé qu'ils seraient prêts à entrer en campagne électorale avant l'automne. Cette détermination se traduit par la mise en œuvre d'une campagne d'information sur les objectifs du Rassemblement pour la République à venir. Une plaquette, la « Lettre du R.P.R. », sera également éditée, accompagnée d'une sorte de dictionnaire analytique et critique.

Le R.P.R. et son président, M. Jacques Chirac, ont de longue date annoncé qu'ils seraient prêts à entrer en campagne électorale avant l'automne. Cette détermination se traduit par la mise en œuvre d'une campagne d'information sur les objectifs du Rassemblement pour la République à venir. Une plaquette, la « Lettre du R.P.R. », sera également éditée, accompagnée d'une sorte de dictionnaire analytique et critique.



M. Mitterrand : les relations du président de la République et d'un premier ministre de gauche seront difficiles

M. Valéry Giscard d'Estaing a indiqué à la télévision britannique que l'alternance au pouvoir ne peut pas se faire normalement en France en raison de l'alliance de l'opposition avec les communistes. (« Le Monde » du 28 mai). Dans une interview accordée à l'hebdomadaire « Le Point » du 30 mai, M. François Mitterrand revient sur cette question en reconnaissant que, dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche, les relations entre le premier ministre, chargé d'appliquer le programme commun, et M. Giscard d'Estaing seront difficiles. Même si le premier secrétaire du P.S. veut croire que ces difficultés pourront être surmontées, l'éventualité d'une crise institutionnelle ne peut être écartée, surtout dans la mesure où le président de la République n'envisage pas de quitter ses fonctions avant 1981.

M. Mitterrand apporte d'autre part quelques précisions sur ses relations avec le P.C.F. Il confirme qu'il n'entend pas discuter du contenu du programme commun, ce qui irrite les communistes et a conduit le bureau politique du P.C.F. à lancer une campagne dans le pays tendant à faire pression sur le P.S. pour qu'il revole sa position. Cette évolution est d'autant moins probable que, bien qu'il n'en laisse rien paraître officiellement, le premier secrétaire du P.S. a très mal supporté la publication par les communistes du chiffre du programme commun.

La fermeté de M. Mitterrand s'explique sur un autre sujet, celui de la composition d'un éventuel gouvernement de gauche. Fidèle à la position qu'il avait déjà adoptée en avril 1974, M. Georges Marchais envisage une répartition des portefeuilles par tiers entre les trois partis signataires du programme commun.

Au cours de la campagne présidentielle, et notamment à l'occasion de son

face-à-face avec M. Giscard d'Estaing du 19 mai 1974, M. Mitterrand s'était borné à indiquer que le gouvernement de gauche comprendrait des représentants de toutes les formations soutenant sa candidature et donc du P.C.F. Il précise à présent que les propositions de M. Marchais ne le satisfont pas, laissant ainsi entendre que le P.S. compte bien tirer argument de sa suprématie probable quant au nombre des députés lors de la répartition des portefeuilles ministériels.

Le premier secrétaire du P.S. confirme enfin que, si, lors du congrès de Nantes, le C.E.R.E.S. apparaît en progression par rapport aux 25 % qu'il avait recueillis en 1973 à Pau, la direction du P.S. se considère « en position de force ».

Une démission de M. Mitterrand ne pourrait donc être écartée dans cette hypothèse.

THIERRY PFISTER.

importante que celle qui s'an-
nonçait.
Sur la force de dissension
nucéaire, M. Mitterrand pré-
cise :
« Les socialistes sont tradition-
nellement très sensibles à un
certain nombre de données philo-
sophiques et morales qui leur font
rejeter le bombe atomique. Pour
la majorité pour eux, ce qui
compte, c'est le désarmement et
la sécurité collective. Et puis, il y
a ceux, dont je suis, qui se
demandent si l'arme nucléaire
n'est pas notre ligne Maginot : on
se croit abrités, protégés... Nous
demandons au prochain congrès
de confier à une instance quali-
fiée le soin d'écarter dans ce
domaine ».

Après avoir qualifié d'« opé-
rette » le débat entre M. Barre
et Chirac pour savoir qui est le
chef de la majorité, M. Mitter-
rand souligne :

« J'ai pu comme si tout restait
à faire. La droite dispose de
moyens considérables. Elle détient
les principaux médias. Et elle se
servira sans scrupule de toutes
les armes psychologiques. L'ex-
ploitation de mon émission face
à Raymond Barre est à cet égard
typique. Quelque soit qu'on ait
de la qualité de mes interventions
— tout doit me laisser sur ma
faim — j'ai respecté ceux qui
ne souhaitent pas l'arme nucléaire
pour attendre certains secteurs
de l'opinion qui cherchent encore
leur voie, je me suis imposé une
ligne à laquelle j'ai voulu m'atti-
cher. Je ne doute pas qu'il ne faille
Enfin je ne cache pas que mon
rythme de vie politique est sévère,
car beaucoup de moi. De là à se
révolter sur l'hypothèse que je
serais atteint d'un mal « mysté-
rieux », il y a tout de même un
passé ! Ma santé ne dépend pas
de moi. Si elle était mauvaise, je
le dirais. Elle est bonne, pourquoi
le taire ? Je n'ai pas à m'écarter
davantage sur ce sujet ».

LES REPRÉSENTANTS
DE TROIS ASSOCIATIONS
DE RAPATRIÉS
REÇUS AU SIÈGE DU P.S.

Au nom du groupe parlementaire
socialiste, Alain Savary,
député de la Haute-Garonne, et
M. Gilbert Sènès, député de
l'Hérault, ont reçu, jeudi 26 mai,
au siège du parti, un compa-
gnie de M. Jacques Riber, rapa-
tré spécial du P.S. pour les
problèmes des rapatriés, les repré-
sentants de trois associations,
M. Vard et Olivier pour l'Association nationale des Fran-
çais d'Afrique du Nord et d'outre-
mer, M. Trape et M. Perez pour le
Front national des rapatriés et
M. Le Goff pour le Rassemblement
national des Français rapatriés
d'Afrique du Nord.

Au cours de cet échange de
paroles, les représentants des
rapatriés ont notamment réaffirmé
qu'ils souhaitent « le vote rapide d'une
nouvelle loi d'indemnisation fon-
dée sur l'abolition de toute grille,
la révision des modes d'attribution
des plus injustes, sans toutefois
que le règlement des dossiers
puisse en souffrir, l'admission de
la preuve, par tous moyens, des
pertes subies et une revalorisation
des indemnités tenant compte de
la dépréciation monétaire ».

UNE MISE AU POINT
APRÈS L'ÉMISSION TÉLÉVISÉE
SUR LES HARKIS

M. Ahmed Kaberseli, président
du Mouvement d'assistance et de
défense des rapatriés musulmans
d'A.F.N., estimant mis en cause
par la proposition formulée par
M. Saïd Leffard, président de
l'Union nationale des musulmans
français, et Ali Moudou, secré-
taire général du parti des musul-
mans français, au sujet du débat
télévisé consacré le 17 mai, par
Antenne 2, aux problèmes des
harkis, a reproduit en nos
colonnes (le Monde du 21 mai),
l'invocation son droit de réponse et
nous adresse une mise au point
dans laquelle il affirme énergi-
quement que son organisation, « qui
consacre ses efforts, depuis bien-
lôt dix ans, à l'insertion des
musulmans français dans la
communauté nationale, ne peut
laisser tel ou tel se poser en seul
et unique champion de la cause
qu'il défend ».

Coups de tête radicaux

Cette fois ils se sont battus
vendredi après-midi, au café ra-
dical, M. Odiar Barant, élu
quelques heures plus tôt secré-
taire général, a inauguré ses
fonctions en administrant deux
coups de tête à M. Gérard-Mene-
de Fiquelmont. Ce militant était
de ceux qui, depuis le matin,
contestaient bruyamment les nou-
veaux dirigeants de la place
de Valois. Lors du précédent
congrès, il avait revendiqué
l'honneur d'être le Jean-Pierre
Chevènement du parti radical.

Pauvre M. Gérard-Mene-
de Fiquelmont ! Et pauvre parti
radical !

Il est vrai que tout au long
de cette journée, la tension
n'avait cessé de monter. Dès
l'ouverture de la réunion du co-
mité directeur, les adversaires
de M. Jean-Jacques Servan-
Schreiber avaient attaqué, dé-
nonçant les irrégularités qui,
selon eux, avaient entaché le
précédent congrès, s'opposant à
la participation aux instances di-
rigentes des représentants du
Centre républicain (parti « frère »
né d'une scission et revenu au
berceau).

Finalement, vingt-deux des
quatre-vingt-cinq présents
avaient quitté la salle pour
ne pas participer à l'élection du
bureau et du secrétaire général.
Parmi les sortants, fort orolives
en critiques sur les méthodes
employées en la circonstance
par la direction : M. Gabriel
Péronnet, président d'honneur, et
aussi M. Jean-Claude Colli, an-
cien vice-président, délégué aux
énergies nouvelles. Depuis long-
temps on n'avait pas entendu de
tels éclats place de Valois.

Ce n'était rien à côté de ce
qu'on allait entendre l'après-
midi. Une demi-douzaine d'« op-
positionnels » s'étaient mis à
eux journalistes avec l'intention
de perturber le déroulement de
la conférence de presse du pré-
sident du parti. Ils y parvinrent.

Colemment, M. Servan-
Schreiber alla au bout de son
propos. Mais sa voix était à tout
instant couverte par les « Vous
mentez ! », « C'est faux ! », « In-
-

ventions ! », criés par ses adver-
saires. Certains l'apostrophèrent
carrément, se dressant face à lui,
d'autres préféraient ontretienir le
chahut par des huées et des
sifflets. Il y avait là M. Bernay,
président de la fédération de
l'Eura (et auteur d'une assigna-
tion de M. Servan-Schreiber de-
vant le tribunal de grande
instance de Paris), Alain Jois-
sains (Bouches-du-Rhône), Amé-
dée Domenech (Lot-et-Garonne), Jean
Grasset (Paris) et quelques
autres. A peine entendit-on le
président du parti qualifier de
« capitale » la déclaration dans
laquelle M. Barre avait osé
constituer un « cartel électoral ».

A peine l'entendit-on indiquer
qu'il ne répondait à la lettre de
M. Chirac, et à la proposition de
pacte majoritaire qu'après
avoir consulté le bureau du
parti. A peine comprit-on que les
radicaux avaient l'intention d'ac-
tualiser leurs « réponses aux
aspirations des Français ».

Quant à M. Etienne Dailly
— qui comptait négocier par-
mi les opposants les plus déter-
minés au député de Meurthe-et-
Moselle — il fut carrément in-
sulté par ses anciens compa-
gnons d'armes quand ceux-ci
l'entendirent prendre la défense
du président et expliquer que
les bulletins manquant lors du
dernier vote du congrès avaient
simplement été « oubliés » dans
les « reports », mais que s'ils
modifiaient le résultat final c'était
en augmentant l'écart en faveur
du vainqueur.

Au fond de la salle, immédia-
tement après la « conférence »,
le désordre était à son comble.
On se prenait au veston, on se
traillait de « R.P.R. ». Très excité,
M. François Garcia délégué na-
tional depuis le matin, annonçait
que « crac ! » il y avait des
exclusions... Une charrette,
disait-il, une poussette charrette !
M. Barant approuvait. C'est à
ce moment-là que M. Gérard-
Mene de Fiquelmont voulut faire
de l'ironie face au nouveau
secrétaire général : des « char-
rettes » au parti radical !... Il
insista un peu trop... — N.-J. B.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Kiffer pose de nouveau le problème de la sidérurgie lorraine

M. Jean Kiffer, député réfor-
mateur de la Moselle, est revenu
en termes vifs, vendredi 27 mai,
au cours de la séance de ques-
tions orales de l'Assemblée na-
tionale, sur les conséquences de la
crise de la sidérurgie en Lor-
raine. « Il semble maintenant »,
a-t-il dit, qu'on exploite une cer-
taine résignation de la population
pour mener une action insidieuse
tendant à inciter les travailleurs
à fuir vers d'autres régions sié-
rurgiques. Si le gouvernement
n'intervient pas vigoureusement,
des dizaines de milliers de travail-
leurs et de cadres vont quitter la
Moselle ».

M. Claude Coullas, secrétaire
d'Etat auprès du ministre de
l'Industrie, a répondu, en réponse,
des mesures annoncées au cours
du débat qui avait eu lieu sur ce
sujet, à l'Assemblée nationale, le
19 avril.

« En ce qui concerne l'aspect
social du dossier, a-t-il poursuivi,
les représentants patronaux ont
présenté aux représentants des
salariés des propositions sur les-
quelles ces derniers devront faire
connaître leur position le 3 juin.
ou, en tout cas, aux environs de
cette date. S'il est normal que les
associations en cours se déroulent
dans un cadre paisible, le gou-
vernement n'en suit pas moins
leur déroulement avec attention
et il a précisé que leur but devait
être de réduire le plus possible
le nombre des travailleurs licen-
ciés ».

Les épouses d'artisans

Répondant à une question de
M. Lolo Bouvard (réf.-Morbihan)
sur le statut des épouses d'arti-
sans et de commerçants, M. Cou-
llas a indiqué que les consulta-
tions menées par le ministère de

(PUBLIQUES)

Suite de la liste des signataires de l'Appel pour l'Année totale
en Espagne et la fin de la répression, paru dans le Monde
du 24-25 avril :

Paul BRUN - Yves PRAS (enseignants) - Françoise HERVE - J.-F.
MANGIET - Front progressiste (J.-P. NICOLAS) - José-Manuel AGUILAR
DE BIER (économiste) - Union progressiste (Gergé KRIVOSKICK) -
M. LARIBÉ (journaliste) - Yves TALMONT (journaliste) - Isabelle
MARMADE - Joëlle et Alain GAMA (psychiatres) - Vincent EBLE
(droit) - Mme N. Boedella - M. et Mme DUTIN - Henri CHANSON -
Nicolas et Michel GAULT - Claude BOURDET (journaliste) - J.-P.
PALLAIN (professeur) - Patricia CHANROFF (journaliste) - J.-P. PALACIS
(professeur) - Sylvain BERTRAND - E. HEUTTE - Yves HEUTTE -
M. DUNAIGRE - J. LAGRANGE - Annie BESSON - Nicole GUILLE-
RAULT - M. TH. DA ROLD - J.-P. GUILLEREAU - Alex RANCHIER -
Pauline RANCHIER - Geneviève REMOUE - Cécile MICHEZ - BON-
NUAU - Corine DURANEL - P. MILLON - ARTUMONT - C.N.T. (Confe-
dération nationale del trabajo) - Roland DUMAS (avocat).

Continuer à envoyer vos signatures et votre aide au CISE, 198, rue
Saint-Jacques - 75005 - Tél. : 325-55-50 et 51.

M. KANAPA : le président de la République dévoie la politique de la France.

M. Jean Kanapa, membre du
bureau politique du P.C.F., est
élu samedi 27 mai des délégués
du parti de la République
au Piquet sur lesquelles
la zone franc ne résisterait pas à
la mise en œuvre du programme
commun et l'aide au pays du
tiers-monde ne pourrait s'accroître.
M. Kanapa a dénoncé cette
« charge grossière contre le
programme commun », cette « agita-
tion de bas étage ». Il a ajouté :

« On est porté à penser que
c'est la manière pour M. Giscard
d'Estaing de se débarrasser des
responsabilités qui sont
siennes en ce domaine. C'est
en effet lui qui, aujourd'hui, en
portant les possibilités du gou-
vernement de la France
avec des pays comme l'Algérie,
en développant la collaboration
avec l'Afrique du Sud raciste, en
intervenant militairement dans
les affaires intérieures du Zaïre
en subordonnant nos relations
avec le tiers-monde à la poli-
tique de redéploiement des grands
groupes privés, abdique et dévoie
la politique de la France ».

Au tribunal administratif
de Nice

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES
DE BASTIA ET DE CALVI
SONT ANNULÉES

(De notre correspondant.)

Nice. — En suivant les conclu-
sions présentées à l'audience du
tribunal par le commissaire du
gouvernement qui se prononce
en droit, le tribunal admini-
stratif de Nice, présidé par
M. René Roumet, a annulé ven-
dredi 27 mai les élections muni-
cipales de Bastia. La requête
en annulation d'un électeur,
M. Ange-Pierre Agostini, ne
contenait pas moins de dix-neuf
 griefs. Le commissaire du gou-
vernement n'en avait retenu
qu'un, mais essentielle : le dé-
faut de présentation des places
d'identité indépendantes dans
quatre bureaux de vote totalisant
3 888 électeurs.

Or, si on annulait tous les bul-
letins de ces électeurs, la liste de
M. Zaccarelli, radical de gauche,
conservait certes la majorité abso-
lue, mais elle n'obtenait plus le
quart des suffrages des inscrits
nécessaire au premier tour. Cette
liste avait en effet obtenu 7 250
voix sur 11 773 votants et 21 584
inscrits. C'est donc ce motif d'an-
nullation qu'a retenu le tribunal.

Le tribunal a également annulé
les élections municipales de Calvi,
remportées par une liste d'union
conduite par M. Xavier Colonna
indépendant (de gauche). En
estimant que le fait d'ordonner
l'évacuation du public, présent
dans la salle avant la fin du
déroulement, entachait le scru-
tin d'irrégularité, même si les
membres de l'unique bureau de
vote, les scrutateurs, les candi-
dats et leurs délégués étaient pré-
sents.

Le tribunal administratif de
Poitiers a prononcé l'annulation
d'élection de plusieurs conseillers
municipaux dans trois com-
munes du département de la
Vienne : à Cherves (trois invali-
dations), à Mirebeau (une invali-
dation) et à Béruges, où le
tribunal a invalidé le conseiller
en maire. — (Corresp.)

CORRESPONDANCE

M. Chevènement et l'emploi

M. André Burgos, chargé de
mission au cabinet de M. Stoléru,
secrétaire d'Etat, nous écrit au
sujet de l'article de Jean-Pierre
Chevènement (P.S.) sur la situa-
tion du programme commun
(le Monde du 30 avril) :

Le leader socialiste nous
avertit : il ne faut éliminer sur
la création de postes dans la
fonction publique, il faut aussi
éviter le gonflement des emplois
temporaires. C'est-à-dire ceux qui
sont demandés aujourd'hui par
une majorité de chômeurs. Qu'y
a-t-il de neuf dans ce constat ?
Rien.

Pour les solutions, je dois dire
que M. J.-P. Chevènement fait
preuve d'une grande honnêteté en
préconisant des mesures déjà
mises en place par le gouverne-
ment. Il nous dit qu'un des axes
de création des emplois doit être
l'amélioration des conditions de
travail dans les activités produc-
tives. Cette politique, il faut le
rappeler, c'est la politique de
révolution du travail manuel.

Et puisqu'il faut que les Français
voient que dans ce domaine le
projet socialiste est en retard sur
la réalité, disons les faits.

M. Chevènement écrit que
« l'amélioration des conditions
de travail demande une transfor-
mation des installations qui peut
prendre plusieurs années ». Nous
le savons si bien que nous avons
créé l'Agence pour l'améliora-
tion des conditions de travail
(ANACT), dont le conseil d'admini-
stration comprend les parte-

naires sociaux. Nous avons créé
le Fonds d'amélioration des con-
ditions de travail, qui finance des
projets de transformation des
installations.

Les mesures proposées par
M. Chevènement pourraient faire
l'objet soit de décisions ou de
recommandations du gouverne-
ment, soit de négociations entre
le patronat et les syndicats. Mais
pour ce conseil que nous n'avons
heureusement pas attendu, car
la loi sur le repos compensateur,
celle sur la retraite à cotante ans
pour les travailleurs exerçant des
métiers pénibles ne seraient pas
encore votées. Quant à la recom-
mandation ou à la négociation
paritaire, il semble que M. Che-
vènement soit peu informé de la
vie sociale de notre pays.

L'accord d'avril 1976 dans le
bâtiment et les travaux publics,
sur les salaires des travailleurs de
cette branche, celui de mars 1976
sur l'amélioration des conditions
de travail, la dernière convention
d'avril 1977 dans le textile, signée
par l'ensemble des syndicats, ont
montré que la France change
sans avoir besoin du programme
commun. C'est tellement vrai, que
les tenants de ce programme s'es-
soufflent à rattraper le temps.
Actualiser ne signifie pas pré-
parer l'avenir.

Heureusement qu'il y a àjour-
d'hui en France des hommes et
des femmes qui, loin des tribunes
démagogiques, réalisent ce que
d'autres promettent.

Ceux qui veulent bien ouvrir les
yeux s'en aperçoivent.

GALA DE SOLIDARITÉ
« ARGENTINE RÉSISTE »
AVEC LA PARTICIPATION DE : CUARTETO CEDRON - PACO
IBANEZ - LOS MATOS - GEORGE MOUSTAKI - XAVIER RIBALTA
JUAN SOSA - QUILAPAYON - LOS INDIANOS - CHANGO
FARIAS GOMEZ
ANIMATION : DANIEL GELIN
2 JUIN - 19 H. - A LA MUTUALITÉ
24 rue Saint-Victor
Organisé par le Centre Argentine d'Animation et de Solidarité
Billets en vente aux 3 FNAC et au CROUS

ARMÉE

Libres opinions

BIENTOT DEUX MILLE OBJECTEURS INSOUMIS

par PIERRE GROULADE (*)

QUAND il est temps pour un jeune de partir à l'armée, quand il a décidé qu'un cas il n'effectue pas un service militaire, que ce soit pour des raisons politiques, philosophiques ou religieuses (les seules que tolère la loi sur l'objection de conscience), plusieurs choix semblent s'offrir :

1) Il peut viser la réforme et tout tenter pour cela, mais contrairement à une idée reçue la réforme n'est pas une panacée. Elle garde, malgré sa fréquence, un caractère marginal, sinon réservé à une élite.

2) Personne ne peut l'empêcher de quitter le pays, de s'exiler avant l'incorporation, échappant ainsi provisoirement aux recherches de la gendarmerie. Mais pour combien de temps ?

3) Il peut aussi, s'il en accepte toutes les conséquences, se déclarer insoumis. Augmenté cas il encourt le risque de deux années d'emprisonnement, systématiquement appliquées par les tribunaux militaires aux insoumis, qu'ils le soient pour motif politique ou religieux.

4) La loi l'autorise, et c'est ici que je voudrais en venir, à demander l'état d'objection de conscience, si toutefois il est informé de l'existence de ce dernier et dans un délai suffisant (le futur objeteur a un mois pour faire sa demande).

Or il y a, aujourd'hui, en France mille huit cents objeteurs insoumis à l'affection autoritaire qui leur est imposée par décret (dit de Brégonçon, parce qu'il est signé par Georges Pompidou au fort de cette même ville en 1972).

La loi accordée en 1963, à la suite de la grève de la faim de Loula Lecoq et du mouvement d'opinion qu'elle a suscité, a toujours été un compromis entre, d'une part, le volontarisme des succès de réduire la portée politique de l'objection de conscience et, d'autre part, la lutte continue des objeteurs contre les restrictions faites au statut. Ainsi l'intransigence du gouvernement en 1972 le conduisant à décaler l'interdiction de tout droit démocratique à l'encontre des objeteurs, les ramenant de cette manière à une situation d'appel au service national ayant de l'ordre de la discipline militaire. (Même si, en 1968, grâce à leur lutte, les poursuites ont été suspendues et qu'ils étaient instruits par les juridictions militaires furent alors confiées à la justice civile.)

Confronté à l'augmentation des demandes de statut et leur politisation, face à une contestation croissante du service militaire et de l'armée, et devant les grandes manifestations lycéennes de 1973 contre la loi Debré, le pouvoir voulut donner un coup d'arrêt à l'agitation antimilitariste.

Force est de constater qu'il n'a fait que l'exacerber. Dans les casernes, jamais, depuis longtemps, la contestation n'était apparue aussi crûment. Depuis lors, elle n'a fait que se développer malgré la répression. Quant aux objeteurs, leur nombre s'est maintenu, et il ne mené un mouvement d'insoumission et une dynamique de lutte intégrée jusqu'à cette époque. Faut-il rappeler qu'ils ont été, aux côtés des insoumis totaux et de certaines organisations, les « fers de lance » de la campagne contre les tribunaux militaires, où l'armée est à la fois juge et partie ?

Pourquoi dix-huit cents objeteurs sont-ils en situation illégale d'insoumission ? Pourquoi une vingtaine de comités de lutte d'objection se sont-ils constitués et tentent contre le décret de Brégonçon et les effectives autoritaires qu'il impose ?

Je n'insiste pas sur ce décret qui nous prive de tous les droits d'expression, de réunion et d'organisation, droits inhérents à chaque individu qu'aucune raison d'Etat ne peut nier. Ce premier point justifie à lui seul notre acte de désobéissance civile. Dans les faits, chaque objeteur est affecté autoritairement à l'Office national des eaux et forêts, à un bureau d'aide sociale ou au secrétariat d'Etat à la culture. Il y effectue un service bénévole concurrençant une main-d'œuvre salariée alors que, d'après la C.G.T., il y aurait, à l'heure actuelle, un million trois cent quatre-vingt mille chômeurs. Des sections et fédérations syndicales ont d'ores et déjà protesté contre cet état de fait, soulignant la politique antisociale appliquée aux objeteurs.

Comment ne pas comprendre, alors, que les restrictions qui dénaturent le statut des objeteurs, dont l'interdiction de dévoiler les articles de loi s'y rapportant (article L. 50) n'est qu'un aspect ne concernent que ceux-ci ?

Nous agirions plus haut que le pouvoir assimile les objeteurs à n'importe quel appelé soumis aux servitudes militaires. En cela, le décret de Brégonçon marque une volonté de mise au pas de l'ensemble de la jeunesse. Il constitue une offensive contre le principe même de l'objection de conscience, contre le principe même d'une opposition, quelle soit religieuse, philosophique ou politique, au service militaire. Les objeteurs ont conscience de cela : affectés de défense et à ce titre doivent renoncer à tout libre choix de quelque nature. En effet, l'état de défense tel que le définissent les ordonnances de 1959 est un état permanent : il justifie la réquisition « en cas de troubles » de tout citoyen sur son lieu de travail, chaque travailleur est alors passible, s'il quitte son travail, des tribunaux militaires.

Ce qui est en question à chaque procès d'objection insoumis, c'est l'expérience dont ces antimilitaristes ont l'objet d'un service civil par la vertu de leur dévouement et de leur désintéressement, mais dont la fonction idéologique d'embarquement est identique à celle du service armé. Que magnifiques cobayes d'un service civique généralisé que ces jeunes gens prêts, semble-t-il, à venir en aide aux « laissés-pour-compte » du progrès.

La lutte des objeteurs insoumis contre le décret de Brégonçon et les affectations autoritaires touche au problème d'embarquement de l'ensemble de la jeunesse et des travailleurs. C'est en cela qu'elle rejoint le combat contre la militarisation croissante du système capitaliste et qu'elle en est partie prenante. C'est dans ce cadre que les comités de lutte des objeteurs (CLO) tiennent leurs deuxièmes assemblées les 27, 28 et 29 mai, et c'est pour toutes ces raisons que le nombre d'objection insoumis, à la suite de l'incorporation de juin, dépassera les deux mille.

(*) Directeur du journal *Objection*, organe des comités de lutte des objeteurs.

POLICE

PRÉCISIONS SUR DES MUTATIONS

« Aucune mutation dans l'intérêt du service n'a été pour l'instant décidée à l'encontre de deux fonctionnaires de police du commissariat d'Argenteuil (Val-d'Oise) », déclare-t-on, vendredi 27 mai, au ministère de l'Intérieur après les informations publiées dans le *Monde* daté du 26 mai. Faisant état d'un incident au commissariat central d'Argenteuil, le ministre indique qu'une enquête a été ouverte par l'inspection générale de la police nationale et que le rapport à venir « pourra conduire à des mesures administratives à l'égard de M. Pierre-Yves Pradier et de Mme Annie Van Duynslaeger », respectivement secrétaire général et secrétaire générale adjointe du syndicat C.G.T. des inspecteurs et enquêteurs de la région parisienne, « ceux-ci ont été invités à consulter leur dossier ». Après quoi, est-il encore précisé, « il sera décidé s'il y a lieu de classer l'affaire ou de prononcer une mutation dans l'intérêt du service ».

LES JEUNES ALLEMANDS POURRAIENT CHOISIR ENTRE LE SERVICE MILITAIRE ET LE SERVICE CIVIL

(De notre correspondant)

Bonn. — Les jeunes Allemands pourront choisir entre le service militaire et le service national. Le Bundestag a adopté, le vendredi 27 mai, un projet de loi supprimant le « test de conscience » auquel étaient soumis, jusqu'à présent, les objeteurs. La loi entrera en vigueur le 1^{er} juillet prochain.

Ce test, qui devait permettre à une commission d'examiner la profondeur des convictions des jeunes refusant de porter les armes, était devenu, selon le ministère de la défense, une véritable loterie. Il favorisait les jeunes gens cultivés, habitués à s'exprimer aisément. Les jeunes qui n'ont été ni incorporés, ni appelés et qui ne veulent pas faire leur service militaire, devront simplement en aviser par écrit leur centre de recrutement. Pour les appelés et les soldats déjà sous les drapeaux, le « test de conscience » est maintenu, mais les décisions de la commission seront susceptibles de recours devant les tribunaux.

La durée du service civil (dans les services sociaux, les hôpitaux, les eaux et forêts, etc.) est fixée à dix-huit mois contre quinze mois pour le service militaire. En 1976, le nombre des objeteurs de conscience a été de 40 618, et le ministère de la défense s'estime à 37 000 pour cette année. Le gouvernement fédéral s'est réservé le droit de rétablir le « test de conscience » par simple décret. Au cas où les besoins de la défense nationale l'exigeraient. Mais pour l'instant la Bundeswehr n'a besoin que d'un appelé sur deux.

L'opposition chrétienne-démocratique a vivement critiqué cette loi, qui aboutit, selon elle, à supprimer la conscription. Elle a l'intention de porter plainte devant le tribunal constitutionnel.

DANIEL VERNET.

(Publié)
Pour conjuguer vocations économiques et
**PLACEMENT SUR
EN SUISSE**
Il est possible d'acheter un appartement confortable dans une belle région touristique au climat salubre.
Capital minimum FF 35.000
Direction assurée.
Renseignements, location, vente :
JEAN MAISTRE, Case postale 12,
CH-1208 Evryville

Le Ministère de l'Éducation et le Secrétaire d'État à la condition des travailleurs manuels communiquent :

1977: LE TRAVAIL MANUEL ENTRE A L'ÉCOLE. VOS QUESTIONS ET LEURS RÉPONSES

Traditionnellement, le système éducatif et culturel français accorde une priorité excessive à la parole sur le geste, à l'abstraction sur l'expérience. Il tend à rejeter le travail manuel comme valeur éducative.

Aussi la France est-elle un des rares pays modernes où survive un antagonisme entre le travail manuel et l'école. La réforme du système éducatif, telle que l'a définie la loi d'orientation de 1975, qui sera appliquée à la rentrée 1977, et la revalorisation du travail manuel, ont en commun ce souci majeur : réconcilier le travail manuel et l'école.

Cette réforme, qui implique un profond changement des mentalités et des habitudes, concerne tous les enseignants, tous les parents.

C'est à leur intention que M. René HÂBY, Ministre de l'Éducation et M. Lionel STOLERU, Secrétaire d'État à la Condition des Travailleurs Manuels, organisent UNE GRANDE SOIRÉE D'INFORMATION ET DE DIALOGUE, le mercredi 1^{er} juin, de 17 h 30 à 23 h 30, dans le grand auditorium du Palais des Congrès, Porte Maillot à Paris.

une soirée d'information et de dialogue mercredi 1^{er} Juin C.I.P. Porte Maillot.

Des invitations à cette soirée peuvent être obtenues en écrivant au Secréariat d'État au Travail Manuel, 127 rue de Grenelle, 75007 Paris ou en téléphonant au 567.55.44 P. 59.68.58.86.59.67.

ÉDUCATION

LE XX^e ANNIVERSAIRE DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INTERPRÈTES

Traduire pour exporter

L'Ecole supérieure d'interprètes et de traducteurs (ESIT) de l'université de la Sorbonne nouvelle (Paris-III) a organisé à l'occasion de son vingtème anniversaire, les 25 et 26 mai, deux tables rondes - sur le rôle de l'interprète dans le monde moderne et sur celui du traducteur, particulièrement au sein de l'entreprise. L'accroissement des échanges internationaux facilite le développement de la traduction technique et offre de nouveaux débouchés. Mais les traducteurs techniques, de formation littéraire, sont souvent mal intégrés au monde industriel.

Si l'on veut exporter, il faut traduire. Appels d'offre, devis, modes d'emploi, brochures... le traducteur technique est l'un des agents principaux de la commercialisation d'un produit à l'étranger. Ce rôle n'est cependant pas toujours reconnu.

« Traductura traditore » le profession se remet mal des préjugés de l'opinion publique. Les traducteurs sont un peu des laissés-pour-compte. Si, par exemple, dans certains tests d'embauche, on répond « oui » à la question « aimez-vous faire de la traduction ? » cela signifie : manque de créativité.

« Venir à bout du « jargon-maison »

Les traducteurs techniques prennent néanmoins leur place dans la production. Ils sont assemblés. « Il faut qu'on ait confiance en moi puisque j'ai rédigé dans leur langue, les lettres d'embauche de nos directeurs », explique un traducteur d'une grande société française.

Sur place, les traducteurs assurent une rapidité d'exécution - on peut avoir à traduire en vingt-quatre heures, un appel d'offre de plus de cent pages... Et surtout, ils sont les seuls à pouvoir se familiariser avec le « jargon-maison » et à en venir à bout. « Les techniciens ne savent pas s'exprimer clairement », pense M. Solner, chef du bureau de traduction de Siemens-France, notre filiale consulaire d'abord à mettre leur texte d'aplomb et parfois à traduire effectivement ce qu'un auteur aurait voulu dire.

Ces « linguistes » nouveaux venus dans l'entreprise appartiennent à un

autre monde. Les techniciens ont quelques difficultés à les considérer comme des leurs. « J'ai au beau coup de mal à me faire prendre au sérieux », avoue M. Michel Bucher, traducteur technique à la Télémeccanica électrique. « Le traducteur c'est un rêveur pensent les techniciens ». C'est ainsi que Seini-Gobain a pu supprimer il y a quelques années son bureau de traduction pour confier le travail à ceux de ses techniciens qui connaissent une langue étrangère. Ces temps sont révolus, mais le traducteur technique, qui est cependant un diplômé de l'enseignement supérieur, est mal à l'aise dans l'entreprise. Mal payé, mal considéré, sans perspectives de promotion, il ne songe parfois qu'à changer d'emploi. Il cherche sa place dans les organismes : tantôt rattaché à la direction, tantôt au service commercial, aux services des relations publiques.

C'est dans les entreprises les plus dynamiques et les plus importantes que les « linguistes » parviennent le plus aisément à faire valoir leur utilité. Chez Siemens, en Allemagne, le bureau de traduction regroupe près de deux cents personnes. Une banque de données terminologiques programmées sur ordinateur est à leur disposition.

En France, la traduction est rarement considérée comme une priorité de la production. La situation du traducteur s'en ressent : des travaux à exécuter à la dernière minute, la recherche du plus offrant. On fait appel à des cabinets de traduction qui « cessent » les prix. Certains pratiquent des tarifs deux fois moins élevés que ceux des bureaux de la Société française des traducteurs, 45 F au lieu de 90 F la page de version (1).

La nostalgie de la littérature

Le seul débouché des traducteurs reste cependant l'entreprise. « On ne peut vivre exclusivement de la traduction littéraire », dit Florence Herbulot, qui vient de traduire des essais de Virginie Woolf. La plupart des traducteurs - un millier en France environ - tirant donc l'essentiel de leurs ressources de la traduction technique. L'Ecole supérieure d'interprètes et de traducteurs (ESIT) prépare les étudiants à cette activité (2). Elle enseigne une méthodologie de la traduction portant

essentiellement sur le domaine technique. « La traduction littéraire n'est qu'une technique de traduction par d'autres », affirme une traductrice chargée d'enseignement à l'ESIT. Certains, pourtant, laissent apparaître un peu de nostalgie, comme pour eux, la traduction littéraire était la vraie noblesse du métier. « J'en ai jamais fait vraiment, mais c'est ce que j'aurais aimé faire », reconnaît un traducteur technique cependant bien inséré dans son entreprise.

Le malentendu, si fréquent avec les techniciens, vient peut-être en partie de là : le traducteur technique n'est souvent qu'un traducteur littéraire déguisé. On le croit, en tous cas, à voir l'insistance avec laquelle les responsables de l'ESIT ou demandés, au cours de la « table ronde » du 26 mai, que les traducteurs techniques obtiennent des promotions comme tous les autres techniciens, qu'ils puissent même devenir P.-D.G. « Moi, j'ai traduit des textes techniques, j'aime ça », a rétorqué un ancien élève de l'école, au cours des années 60 des recherches sur les machines à traduire. Mais cette passion ne peut se passer de hommes. Pourquoi ne les satisfait-elle pas pleinement ?

CHRISTIAN COLOMBANI.

(1) 1, rue de Courcelles, 75001 Paris.

(2) Centre universitaire Dauphine, place du Marché-de-la-Fraternité-Tar, 13116 Paris. L'école recrute après deux ou trois années d'Université.

A PROPOS DE LA JOURNÉE D'INFORMATION SUR LE « TRAVAIL MANUEL A L'ÉCOLE »

M. Stoleru, secrétaire d'Etat

précise, au sujet de la journée

d'information sur le « travail

manuel à l'école », qui aura lieu le

1^{er} juin, porte Maillot (le samedi

du 28 mai), que « si des invita-

tions ont été transmises par les

chefs d'établissements aux en-

seignants qu'une telle manifesta-

tion intéresserait, l'information

paraîtra dans les journaux. Précise

que, contrairement à ce qui a été

indiqué, cette soirée est ouverte

à tous et qu'il suffit pour obtenir

une invitation de téléphoner à

507-55-45, postes 59-60, 59-61 et

59-67, ce qu'on fait un grand

nombre de lecteurs du *Monde*

« M. Stoleru tient à rappeler

que sont invitées toutes les per-

sonnes intéressées par cette nou-

velle orientation du système édu-

catif et, en particulier, tous les

professeurs et parents d'élèves

qu'il espère que seront nombreux

les lecteurs qui répondront à cet

invitation. Ont d'ailleurs été invi-

tés officiellement les syndicats

d'enseignants et les fédérations

de parents d'élèves. »

UN NUMÉRO DES « CAHIERS DE L'ANIMATION » SUR LES JEUNES ET LA TÉLÉVISION

Rare sont les éducateurs —

commencer par les enseignants —

qui se préoccupent de la formation

des jeunes téléspéctateurs. Plus rare

encore sont les émissions qui tien-

nent compte des préoccupations

de la sensibilité de ce public par-

ticulier. Pourtant les longs déve-

loppements que ces « Cahiers »

consacrent aux recherches menées

en France et à l'étranger prouvent

que la télévision a peut-être un

agent actif de loisir, d'éducation

d'information.

Les éducateurs auxquels s'adres-

se ce premier livret de ce numéro

peuvent être déconcertés par cette

accumulation de points de vue et d'ex-

pressions à laquelle manque une syn-

thèse, mais plusieurs incursions

dans les coulisses d'émissions pou-

vaient les aider à mieux utiliser

leurs activités et à mieux en

autres appelle à l'école du petit

écran.

★ Les Cahiers de l'Animation

no 15-16, premier semestre 1977, 30 F

Institut national d'éducation popu-

laire, service de publication

75100 Marly-le-Roi.

ÉDUCATION

« Propositions »

Université de Vincennes réagit aux attaques de Mme Sautter-Soll

Mme Sautter-Soll, députée de la

seconde circonscription de la

Seine-Saint-Denis, a déposé

une proposition de loi relative

à la suppression des universités

et à la création de nouvelles

universités. Elle a également

déposé une proposition de

loi relative à la suppression

des universités et à la création

de nouvelles universités.

La proposition de loi relative

à la suppression des universités

et à la création de nouvelles

universités a été déposée le

27 mai 1977. Elle a été

renvoyée à la commission de

l'enseignement supérieur.

La proposition de loi relative

à la suppression des universités

et à la création de nouvelles

universités a été déposée le

27 mai 1977. Elle a été

renvoyée à la commission de

l'enseignement supérieur.

La proposition de loi relative

à la suppression des universités

et à la création de nouvelles

universités a été déposée le

27 mai 1977. Elle a été

renvoyée à la commission de

l'enseignement supérieur.

La proposition de loi relative

à la suppression des universités

et à la création de nouvelles

universités a été déposée le

27 mai 1977. Elle a été

renvoyée à la commission de

l'enseignement supérieur.

La proposition de loi relative

à la suppression des universités

et à la création de nouvelles

universités a été déposée le

27 mai 1977. Elle a été

renvoyée à la commission de

l'enseignement supérieur.

La proposition de loi relative

à la suppression des universités

et à la création de nouvelles

universités a été déposée le

27 mai 1977. Elle a été

renvoyée à la commission de

l'enseignement supérieur.

La proposition de loi relative

à la suppression des universités

et à la création de nouvelles

universités a été déposée le

27 mai 1977. Elle a été

renvoyée à la commission de

l'enseignement supérieur.

La proposition de loi relative

à la suppression des universités

et à la création de nouvelles

universités a été déposée le

27 mai 1977. Elle a été

renvoyée à la commission de

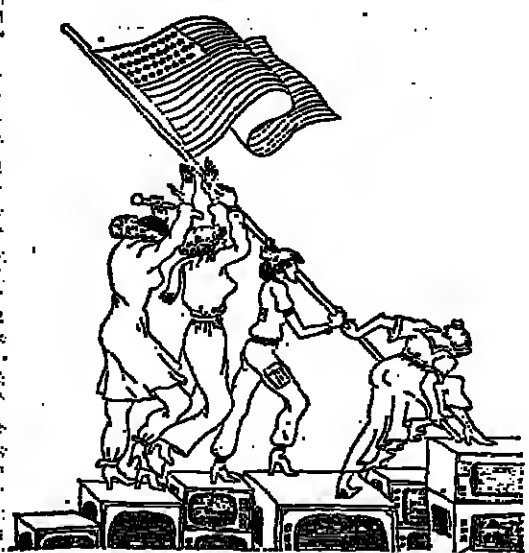
l'enseignement supérieur.

La proposition de loi relative

à la suppression des universités

Rôles inversés, en Amérique

Les suffragettes du petit écran



Debut de Bonafé

La télévision américaine, on connaît « Switch », « Barretta », on sait ce que c'est ou du moins, on croit savoir. Les pays de l'Est exceptés, on ne voit qu'elle sur les écrans de l'étranger. De Bangkok à Mexico en passant par Copenhague, il suffit d'appuyer sur un bouton pour entendre mugir, criser et pérorer des hommes, puis et coups de feu. Ce qu'on ne voit pas, c'est qu'aux Etats-Unis ces séries-là arrivent, cette saison, en queue de peloton dans la liste hebdomadaire des émissions les plus populaires.

Elles ont été complètement éliminées d'abord par « Police Woman », le titre parle de lui-même, puis, dans la foulée, par « Charlie's Angels », les anges de beauté, les anges gardiens des clients d'une agence de détectives privées. L'une d'elles (il y en a trois) est « J.J. », l'ange Fawcett-Majors, une fille lumineuse, coulée dans le bronze et la miel, est en train de détrôner Marilyn Monroe au panthéon des superstars. Elle est de celles, très rares, à qui, du jour au lendemain, les femmes se mettent à ressembler soudain, et son reflet indéfiniment répété, copié, s'accroche désormais, de l'animatrice à la leureuse d'un journal, aux quatre coins de la télé.

Des jounjoux du sex-appeal

« Bonafé », bougonne, sous son chapeau à la Simone Bérani, la réalisatrice, Midge Mackenzies, bel esprit des tics britanniques aux doigts bagués, ces femmes-flics sont d'abord, sont surtout des femmes-flics, des poudrées parlantes, des super-jounjoux qui brandissent leur sex-appeal avant de sortir leur revolver. Peut-être mais, du temps de Mennin, ces messieurs louchaient volontiers de leurs charmes, eux aussi. Rappelez-vous le moumoute de James Bond. Il a fallu qu'on se soit vraiment lassé du genre play-boy pour que Dacler, Kojak et Colombo imposent l'infirmité, le laid et le débrillé. Question de mode. Enfin en entrée dans la ronde de police, les jolies secrétaires d'autrefois, les séduisantes inspectrices d'aujourd'hui arrivent bien par afficher, elles aussi, la rassurante solidité d'une quarantaine tranquillement assumée.

C'est d'ailleurs déjà le cas au tribunal, à la Bourse, à l'hôpital, sur les chantiers, bref, dans tous les arènes fiefs de la réussite masculine, où les femmes se sont talées, à l'antenne, une place de choix. Médecins, magistrats, agents de

change, architectes ou avocats, elles exercent maintenant dans ce qu'on appelle jargon des « soap-opera » (seul échantillon connu en France : « Peyton Place »), des métiers jusqu'ici réservés aux hommes. Il y a encore quelques années, affirmait Madeline David, responsable de ces programmes à la N.B.C., un personnage de femme n'avait qu'à se tenir à l'écart pour travailler à l'extérieur était automatiquement traité de « mauvaise épouse » par un public composé à 80 % de femmes d'intérieur. Dans la journée s'entend.

Il faut distinguer, en effet, aux Etats-Unis, les chroniques quotidiennes de demi-heure en demi-heure, depuis des lustres, sur l'une ou l'autre chaîne, l'écheveau compliqué d'intrigues entremêlées, et les comédies hebdomadaires destinées non plus à émouvoir mais à distraire, le soir, de vastes audiences féminiles. Baptisées du nom de leurs héroïnes ou de leurs interprètes, ces séries donnent à lire, après dîner, de ce sur quoi l'on a pleuré en préparant le goûter. Ainsi, Maud Rhoda, Maud Phyllis ou Mary Tyler Moore trébouche-elles, dans l'illuminé général, sur les peaux de banane de l'adultère, de la maladie, de l'alcoolisme, de l'abandon, des idylles interraciales, de la drogue, du chômage et de l'ambition politique.

Si le drame, alors, tourne à la farce, les ressorts de l'action restent ancrés dans une réalité ramassée, accentuée, forcément stéréotypée par la fiction. Un concentré de réalité, où les catastrophes, les quiproquos, les rencontres et les dangers se télescopent et s'espacent, pour permettre l'intrusion à intervalles très rapprochés des spots publicitaires. Il arrive qu'on s'y perde, qu'on se trompe de décor, qu'on confonde le couteau où l'on vient de prendre le café en se demandant si cette garce de Betty va enfin se décider à épouser le père de son gosse, avec quelle ou vous introduit, sans transition, un message en faveur d'une lessive ou d'une purée. Les Américains, eux, ont l'habitude, ils se guident en son. Entre la séquence et l'annonce, il existe effectivement une différence de ton.

Passé 20 heures, commerçante, productrice à la radio, antiquaire, vendeuse ou candidate au Sénat, les femmes ont tous les goûts. Maud, une intellectuelle de gauche, se perçoit l'air de sortir d'un dessin de Claire Bretecher, et Phyllis propose le plus rétrograde des revanches à son divorce, les veuves, les abandonnées d'un certain âge

inscrites en marge de la société. Elles ne mâchent pas leurs mots — ceux que leur prêtent des scénaristes femmes, les plus souvent — et ne savent pas toujours jusqu'où on peut aller trop loin.

Ce a été le cas pour Fay, séparée de son mari et enchanée de l'être, encore jolies femmes et déjà grand-mère, sa formidable vitalité, sa liberté d'expression et d'esprit, se sont révélées à dévastatrices qu'il e fallu le retirer des programmes : l'opinion ne suivait pas. On aurait peut-être dû retarder tout simplement l'heure de son passage à l'antenne.

C'est ce qui a sauvé Mary Hartman, mordante satire de la mégère à la rencontre du bonhomme promis par les marchands de déodorants et d'aspirateurs, sortie il y a environ dix-huit mois des ateliers de Norman Lear, ce producteur vedette grâce à qui le relief de la société a tellement évolué à l'écran depuis la fin des années 60. Avec Mary, sa frange, ses coiffures et ses fesses naïvetés, il avait reculé très loin les bornes de l'admissible à la télé (si loin qu'ABC n'hésite pas à prévoir pour la rentrée, dès 21 h. 30, une nouvelle série, « Soap », où l'on verra se croiser, sur le pont de deux familles amies, symphonies et travestis).

Importurbable, voilà qu'il récidive, qu'il passe encore les limites, en lançant, à 23 h. 30, un nouveau feuilleton quotidien intitulé « All that glitters » : traduit : « Tout ce qui brille ». Je n'ai jamais rien vu d'aussi osé. Imaginez d'abord une grossière fille emmêlée dans les cheveux d'un homme, des femmes P.D.G., des femmes chefs d'entreprise, de service ou de département : des femmes séduisantes — Farran Fawcett-Majors — à tous les âges de la vie, en blond, en brun et en gris ; des femmes mariées à des hommes ou foyer aujourd'hui débrillés, qui se laissent un peu égarer ; des femmes divorcées, les leurs seules, devenues ministres, obéissent, aussi éprises au lit qu'au bureau, rêvant de se faire épouser.

Un rapt pas comme les autres

Parmi ces hauts cadres, un transsexuel — créature superbe, enlevée, histoire de ramener, la compagnie, par un motif gang familial de mille ans, à un défilé mental d'une vingtaine d'années, se mêle, ses proches. Imaginez maintenant la scène du rapt de cet otage peu commun par ce kidnappateur pas comme les autres. Ou plus exactement le scénario qui suit. Ce n'est ni ridicule, ni scabreux, ni gênant, non. Ce n'est pas drôle non plus, pour le rasant d'un pays latin, c'est exotique, de voir de la complétude, même affaibli, jambes scellées, bras coupés, par ce qu'il se découvre. Elle, très calme, l'air d'expliquer son cas en termes vagues, en termes lecaniens. La mère, évidemment, ne sait pas. Le public pas davantage, un public de couche-tard pourant.

Alors, comme toujours aux Etats-Unis, où les médias estiment devoir se mettre à la portée du plus grand nombre, où l'idéalisme culturel n'a pas droit de cité, Linda, ex-Dick, Jo ou Bob — je ne sais plus — s'efforce d'être plus claire, plus explicite, sort des photos d'identité avant et après son changement d'état civil. En trois répliques, tout est dit, on a compris et — c'est ça l'important — on a admis.

Un rit récurrent, il est vrai, de la vie de ce monde à l'envers, de ce monde où, comme nous le disait Norman Lear, il suffit de distribuer autrement les rôles traditionnels pour en faire éclater l'absurdité. Spectacle déconcertant, dur, provocant, preuve dérisoire de l'identité profonde entre les êtres, sans distinction de sexe. Mère ou femme, ila reculent, et parfois ils révoltent, ajoutant Lear, les mêmes peurs, les mêmes besoins, les mêmes craintes, les mêmes espoirs, les mêmes ambitions. Avant d'insister sur leurs différences, c'est leur ressemblance qu'il fallait souligner.

A une exception près, aucune des femmes que j'ai rencontrées — elles occupent toutes des postes-clés dans les grandes chaînes commerciales — n'aimait ce feuilleton. Ce qui leur déplaisait, c'était, curieusement, ce qui les caractérisait elles-mêmes : l'assurance, la formidable combativité, l'aplomb, l'agressivité dont font preuve (le moyen de faire autrement ?) les femmes décidées à gravir à un à un les échelons d'une hiérarchie dominée, au dernier ressort, par les hommes. Toutes témoignent de la même assurance, du même empressement à se faire valoir, à se mettre en avant, à souligner les difficultés de leur tâche, à adapter leur spectacle, mais à réaliser, en partant des

Barbara Walters, l'animatrice du « Today Show », à 7 heures du matin, sur N.B.C., récolte à prix d'or — 1 million de dollars par an — pour présenter le journal du matin, sur A.B.C. Pas seule, attention ! Rival du célèbre Cronkite, Harry Reasoner — traits marqués, caractère entier, — lui a cédé à contre-cœur (ne gagne-t-elle pas davantage que lui ?) une place à ses côtés. Au début, curieuse et fidèle, son public la suit. Les sondages remontent — ils étaient eu plus bas — et puis retombent. Pourquoi ? En grande partie parce qu'au studio — et cela se voit à braver la vitre — l'atmosphère est à couper au couteau. Elle a tout fait pour l'émousser, y compris lui soustraire son anniversaire en public. Sans succès. Il reste froid, désagréable, exaspéré. Impossibilité de le déborder.

Les rires, notes, on aime assez chez un homme, ça lui donne de l'expression, c'est signe d'expérience, de maturité, cela donne confiance. Chez une femme cela fait peur et pitié. Pour elle, l'ère compte double. Celle qui a remplacé Barbara Walters sur la chaîne rivale — on en a essayé une demi-douzaine avant de se décider — est beaucoup plus jeune, tant qu'à faire, et jolies sans l'être trop. Il ne s'agit pas d'éveiller dès le matin la jalousie des mères de famille traînant savanes, en bigoudis devant leur grille-pain. Blonde, elle a les cheveux argentés, elle est en queue de cheval, histoire de ne pas troubler dans des millions de foyers, le petit déjeuner conjugal.

Dans le saint des saints

Qui qu'elle soit, quel qu'elle fasse, présentatrice, reporter, correspondante à Washington ou à l'étranger, il y a à faire, déplore Marlene Sanders, vice-présidente du département des documentaires à A.B.C., une journaliste destinée à passer à l'antenne reste au premier chef un objet sexuel. Trop fraîche ou trop mûre, trop désirable ou pas assez, terrible handicap à sa crédibilité, sa féminité l'oblige à montrer plus de talent et plus de ténacité que son homologue masculin.

Elles arrivent de loin, celles qui veulent aller loin, c'est vrai. Mais

enfin, elles sont là. Elles laissent volontiers aux confrères les enquêtes sur des sujets dits féminins : mode, santé, enfance, vieillesse et délinquance. Chroniques sportives, elles sont parties à l'assaut des courts et des stades, elles ont réussi à forcer les portes des vestiaires, à faire des épouses d'une équipe de joueurs de hockey, les New-York Rangers. Témoinant de toute l'autorité nécessaire, elles se sont même aventurées — est-ce pensable en Europe ? — dans le saint des saints : le commentaire des matches de base-ball. Art Buchwald, l'humoriste bien connu, n'en est pas encore revenu. Pour que la public a'y habitude, explique, logiquement, la formule a complètement remplacé Miss ou Mrs — Ms Sanders, donc, ne faut-il pas lui en donner l'occasion ?

Un café de trop

Peu de femmes derrière les caméras. Pas assez, mais il y en a. On ne dit déjà plus, elles l'ont exigé, cameraman : ont dit caméra person. Le maniement d'une perche de son ou d'un appareil vidéo, cela s'apprend, cela s'apprend. Rares sont encore les filles tentées par ce genre de métier. Elles y viendront petit à petit. Malgré leur nombre, les femmes figurent, on le sait, avec les citoyens d'origine espagnole, asiatique ou indienne, les Noirs et les habitants des îles Fidji et Hawaï, parmi les minorités défavorisées, les « protected classes », qui doivent bénéficier dans les entreprises d'une formation et d'une promotion privilégiées. Ainsi, pour obéir à la politique des « quotas », donnera-t-on souvent la présidence à une Noire sur une Blanche.

Ne vous y trompez pas cependant si des fortresses jugées jusqu'ici impenables cèdent enfin sous la pression constante, attentive du Women's lib, ce n'est pas sans motif et cela exige de la part des militantes une bonne dose de persévérance et de courage. L'une d'elles m'a particulièrement frappée. Engagée à la N.B.C. il y a plus de trente ans — elle dirige une minuscule service de documentation, — Gloria Gilne a intensifié, avec quinze de ses collègues et l'appui du Comité des femmes pour la légalité de l'emploi, un procès

à la compagnie. Leurs avocates ont obtenu, en février dernier, un règlement à l'amiable et le versement d'une somme colossale (2 millions de dollars) aux demanderesse en dédommagement de la discrimination dont elles se disaient victimes sur le plan de l'avancement, du salaire et de la qualification. Cette reddition a donné le coup d'envoi d'une formidable vague de revendications ; et d'usages grossiers. Irres que A.T. and T., la Bank of America et les Northwest Airlines se sont vues menacées ou obligées de verser d'énormes sommes à leurs employés.

Tout cela a causé d'une tasse de café, la énorme tasse du café, commandée distraitement, sans y penser, il y a six ans, par un producteur de la N.B.C. à sa secrétaire. Cette tasse n'est pas passée. Elle est restée en travers du gosier du jeune employé, my girl, comme on dit à bas, entré depuis dans l'écurie de Norman Lear. Elle s'est agitée, a mené campagne, le mouvement a grossi pour ça réduire, à la suite de quelques brimades, de quelques promesses, de quelques menaces, on peut l'imaginer, à ce noyau d'incorruptibles, de rebelles déterminées à faire triompher leurs droits. Neuf d'entre elles ont été renvoyées avant d'avoir obtenu gain de cause. Elles ont eu beaucoup de mal à se recaser.

Certes, ce n'est pas l'idéal. L'égalité entre les sexes n'est pas pour demain, il s'en faut. Mais si vous parvenez au sommet, ou presque (vice-président, oui. Président, pas question), on s'arrangera, me rassurent l'une de ces très hautes cadres, pour vous neutraliser. Comment ? Très simple : on déplacera le centre de décision de la salle de conférence aux toilettes pour hommes. Et l'on réglera sans vous, dans le secret, coupe de coute, d'une intimité retrouvée, des affaires de votre compétence.

« Que voulez-vous, goupiller ces messieurs, en les propulsant à des postes très en vue, on recommence avec les femmes l'erreur commise avec les Noirs. Elles ne sont pas prêtes : il fallait attendre... »

Jusqu'à quand ?

CLAUDE SARRAUTE.

DEUX COMPOSITEURS SUR FRANCE-CULTURE

Les « frustrés » du transistor

TRES doucement, d'extrême douceur, une voix appelle : « Bertrand ! ». « Bertrand ! », répète la voix, encore étouffée. Puis, plus fort, plus près, de l'autre côté, exaspérée : « Bertrand ! ». Bertrand ne répondra pas de suite ; il travaille à son violon. Le seul jour où il peut s'exercer, Ursula, toujours, l'interrompt à table avant qu'il ait pu l'amour n'attend pas, pour aller dehors où les oiseaux chantent, pour repartir, enfin, avant les gros embouteillages.

Un homme et une femme, tous les deux dans une maison, à la campagne, un dimanche où il fait sévèrement beau, un dimanche espéré à tout le monde, cela s'appelle, en principe, un couple. Jusque-là, tout est normal, banal même. Dans les films qui décrivent ce genre de situations, certains réalisateurs soucieux de « vérité » rajoutent un enfant, photographique de préférence, pour faire plus naturel. Cependant, Bertrand et Ursula, ce n'est pas du cinéma. Entre eux, il n'y a pas un enfant, mais un poste de radio. Tournier ou ne pas tourner le bouton du transistor : voilà le sujet de la pièce tapée par Eugène Kuffler et Philippe Drogoz.

Du théâtre donc, mais du théâtre musical, œuvre de deux compositeurs. Eugène Kuffler et Philippe Drogoz ont présenté Lady Piccolo et le violon fantôme à Avignon, l'été dernier (le Monde du 4 août 1976). Ils jouaient eux-mêmes, tout seuls, et assuraient le double rôle de comédiens et de musiciens.

Ils font maintenant de la radio. Ils ont repris l'histoire de Bertrand et Ursula, pour fabriquer quelque chose de tout à fait pareil et de complètement différent, qui a pour titre : Mais où est passé lady Piccolo ? Ils n'ont pas cherché à adapter leur spectacle, mais à réaliser, en partant des

mêmes structures, un « produit radiophonique » et ce que les Allemands appellent Hörspiel, disent-ils. Ils ont travaillé durant deux mois, en suivant un schéma bien précis. Ils ont dû tout recommencer, car, à Avignon, le mistral soufflait pendant l'enregistrement : « Pour la radio, ce n'était pas possible. Les personnages qu'on avait écrits se reconstruisaient, ils ne sont plus que des voix. Les voix d'Eugène Kuffler et de Philippe Drogoz corrigées, déformées grâce à des filtres : « Pour dissimuler ou, peut-être, pour tirer parti de notre manque de métier. » Ainsi le timbre de Bertrand est-il rendu plus grave : « Je ne sais pas, comme un comédien, poser ma voix très bas », dit-il. Ce « traitement » tire vers la caricature les stéréotypes masculins et féminins. Les voix prennent une autre nature et s'intègrent ainsi à la musique.

Il ne serait pas faux — et il serait plus simple — de dire que, portée à la radio, la pièce devient avant tout une œuvre musicale, un « morceau » sur table de montage, écrit par deux compositeurs, pour eux-mêmes, et pour l'éclatement de l'auditeur nanti d'une chaîne stéréophonique de haute fidélité. Il s'agit bien, en effet, d'un collage d'effets électro-acoustiques et de bruits tout à fait concrets : on entend Ursula monter et descendre un escalier, fermer la fenêtre, claquer la porte, on entend le chant des oiseaux, on souffre du grincement de l'archet maladroit du violoniste amateur, et puis, soudain, entre deux sons de tous les jours, des notes, elles aussi re-traitées, ou mal-traitées, ou bien encore une vieille chanson, ou bien encore un extrait de grand air trop connu.

Tout cela, c'est de la musique. Mais cela comporte aussi une succession d'images qu'il est impossible de ne pas voir, dans leur mouvement. Non, il ne s'agit pas d'une musique de film, mais d'une musique de bande dessinée par les deux compositeurs. Oui, il s'agit vraiment d'une œuvre de théâtre radiophonique.

Le développement de l'histoire transporte moins que l'enchaînement musical, très rapide, très serré : dès les premières minutes s'impose une atmosphère, un climat stultifié, et celui-ci suffit à la narration. Il y a, en définitive, peu de mots dans ce spectacle. Mais il s'agit bien d'un drame, avec ses progressions, ses points culminants, ses ruptures et sa conclusion, ici dérisoire, presque cynique : Ursula et Bertrand, en voiture sur l'autoroute, se disputent encore à cause de la radio. Lui tourne sans cesse le bouton pour arrêter le flot de paroles ou pour changer de station. Elle a besoin de ce fond sonore. Lui ne comprend pas et, surtout, ne respecte pas ce besoin. Leurs seules conversations portent sur les mérites comparés de France-Diffusion et de Radio-Erudition... Mais il abandonnera son violon pour déjeuner avec, pour toute compagnie, le poste de radio que sa femme, assistée en face de lui, avait écouté. (Bruit de concert et de verres entrecroqués.)

Ecouter, il faudrait écouter très attentivement, très intensément cette émission d'une demi-heure. La réfection des deux jeunes compositeurs s'inscrit dans la série « Audiogrammes » produite par le groupe de recherches musicales de l'I.N.A. Eugène Kuffler paraît être une sorte de Claire Bretecher de la radio. Adèle par son compte, elle appuie sur les notes justes, celles qui grinceraient un peu. Pour rire.

MATHILDE LA BARDONNIE.

* France-Culture, vendredi 3 juin, 18 heures (interview des compositeurs le 2 juin, à 18 h.).

L'Islam en dix émissions

LES manuels d'histoire ont retenu que « la science des Arabes fut transmise par les Arabes à l'Occident ». Sur l'origine de cette transmission, rien. Ou plutôt si : l'idée d'un accident heureux, permettant aux Occidentaux de reprendre aux barbares un legs hérité. Les savants de l'invasion arabe, les guerres de religion, la colonisation, ont permis ce grotesque escamotage. En réalité, l'Europe, plongée dans l'obscurantisme, ne doit ses lumières scientifiques qu'à l'extrême culture du monde musulman. A l'époque où la grande affaire était de s'entretenir à coups de masses, les Arabes exploiraient l'astronomie, l'algèbre, le calcul infini, le géométrique et l'optique. C'est à la monumentale imposture qui masque ces réalisées historiques que s'attaque déjà Bernardin de Saint-Pierre en dix émissions, la floraison des sciences dans l'Islam classique (huitième au onzième siècle).

Lundi 30 mai : « La place des sciences exactes dans la civilisation islamique » ; mardi 31 mai : « L'intense activité scientifique de l'Islam médiéval » ; mercredi 1er juin : « La science pratique ou la géographie humaine du monde musulman vers l'an 1000 » ; jeudi 2 : « L'astronomie musulmane à l'époque classique » ; vendredi 3 : « La vision spatio-temporelle de la culture islamique » ; samedi 4 : « L'astrologie, sa fonction, son élaboration en pays d'Islam. Sa diffusion en Europe médiévale » ; dimanche 5 : « L'algèbre, science islamique ? Science arabe ? » ; mercredi 8 : « La tradition de l'analyse infinitésimale chez les Arabes » ; jeudi 9 : « L'essor de l'optique en pays d'Islam au Moyen Âge » ; vendredi 10 : « Instruments scientifiques de jadis — objets d'art islamique d'aujourd'hui ».

X. D.

* Du 30 mai au 10 juin, France-Culture, 8 h. 30.

RADIO-TELEVISION

REPRISE DE « LA SAGA DES FRANÇAIS »

Avec plus d'un an de retard

Le 30 mai, Antenne 2 présente à une heure tardive, sous la titre « Fiches de vœux », un coup de sonde dans la monde éditoriale d'une administration possédée par sa propre logique. Cinquième émission de « La Saga des Français », « Fiches de vœux » marque la reprise d'une série importante, entreprise en 1975 par Michel del Castillo et dont la diffusion a été maintes fois — mystérieusement et honteusement — perturbée, retardée, arrêtée même.

On se rappelle peut-être : la Combat d'Ulysse, de Michel Parrot, « Si près d'ici » de Michel Frenel, « La Mer à 33 kilomètres » de Jean-Louis Muller, et surtout « La Rumeur » de Michel Parnat, diffusée aux Dossiers de l'écran. « Fiches de vœux » de Simone Vannier devait être programmée en novembre 1975. La voici, avec plus d'un an de retard, suivie par d'autres, dont les premières, « Au bout de la vallée longue » de Guy Olivier, « Des travaux et des jours » de Michel Parnat, « Paulo » de Claude Ventura, « Au jour le jour » de Maurice Falicov, seront diffusées respectivement les 13, 20, 27 juin et le 4 juillet.

Le droit au regard

On ne peut que s'en réjouir. « La Saga des Français » fut une des premières initiatives intéressantes d'Antenne 2. Marcel Julien l'avait lancée fin 1974, en même temps que « Le Grand Échiquier » de Jacques Chancel, « La République et cent ans de Harris et Séduir », et des séries plus courageuses encore offertes à Jean-Paul Sartre et à Maurice Clavel. On sait l'histoire de certaines d'entre elles. « La Saga des Français » n'avait pas l'audace (d'intention) des émissions de Jean-Paul Sartre, elle s'inscrivait dans une longue tradition télévisuelle, celle du reportage d'auteur. Avec « Les Femmes aussi », « L'Age », « Arguments », « L'État », « Le droit au regard », des réalisateurs sur les faits, et ce regard était préoccupé par le social, par « l'écriture », aussi — on appelle parfois ce genre « documentaire de création ».

Le propos de Michel del Castillo était double : « maintenir le document en vie », « répertorier et, dans la mesure du possible, promouvoir des langages télévisuels », écrit-il dans un texte où il s'explique et explique les difficultés qu'il a rencontrées (un texte dont la direction d'Antenne 2 tient à lui laisser la responsabilité).

Dix heures

« où tout n'est pas rose »

Ces regards subjectifs sur la réalité française : ici, une famille d'aristocrates écroulée à son château comme à un radeau ; là, une infirmière-religieuse dans le quotidien d'un hôpital ; là encore, une

petite ville minière qui meurt dans l'herbe qui repousse ; là, des adolescents, des délinquants, autant de reportages, d'enquêtes rigoureuses, données comme des « essais » ou des « nouvelles », tortement écrites, traversées par des larmes, violemment marquées par des individualités. On a reproché à Michel del Castillo de déformer la réalité et de choisir des situations conflictuelles. Il a cru à la télévision, à la recherche, à l'écriture, à l'engagement, au choix. Il avait, aujourd'hui, ne pas avoir été un « homme réaliste ». Le procès d'intention qui m'a été fait depuis le premier jour est le secret de Polichinelle, dit encore Michel del Castillo. Je ne veux faire qu'une réponse : il est indubitable que le choix des sujets et des réalisateurs exprime mes sympathies profondes. Cela constitue dix heures de télévision en deux ans et demi. Faut-il compter le nombre d'heures où nous est présentée une réalité sans conflits et sans crises ?

Où, dix heures — où tout n'est pas rose —, où les questions surgissent, les inquiétudes avec les espoirs, les « petites phrases » de gens, leurs fois différentes, est-ce trop ? Michel del Castillo est retourné en Provence après cette expérience qu'il qualifie d'« amère ». La « Saga » reste, on jugera. Tout n'est pas parfait, rien n'est indifférent.

Le bonheur en moins

« Fiches de vœux » devait s'appeler « Le Bonheur en moins », Simone Vannier y a pensé trop tard. C'était, résumé en une formule, tout ce qu'elle avait à dire sur l'administration. À la Source, près d'Orléans, les employés des P.T.T. (il y a surtout des femmes) ne vivent pas dans l'enfer, les bureaux sont clairs et les appartements confortables, les conditions de travail sont acceptables. Seul manque...

Simone Vannier a enquêté pendant deux mois dans des centres de tri avant de commencer son émission ; elle a choisi Orléans parce que c'était justement un centre modèle. Mais, entre le béton et la télévision, les courses prises sur le temps de travail et les vacances au camp des P.T.T., il n'y a place que pour l'acceptation haïssable de la sécurité à perpétuité ou la sourde révolte. Deux couples, M. et Mme Le Poitevin, M. et Mme Paquet. Les premiers ont presque trente ans d'ancienneté ; les seconds, dix ans. Simone Vannier a regardé surtout les femmes, différentes — pour l'instant, Chantal Paquet, qui est au point limite de son ennui, ou centre profond d'un malaise difficile à exprimer, à traduire, sera peut-être fière d'elle et des P.T.T. dans quelques années. On n'est pas dire : elle n'a pas la choix. C'est ça, l'administration : l'espoir se réduit aux fiches de vœux envoyées sans y croire, chaque année, à la direction. Les mutations sont rares : il faut des années, presque une vie. Simone Vannier n'a pas

voulu occire seulement l'administration ; elle a suggéré aussi la processus d'aliénation et la place de la responsabilité personnelle. Pensée en filigrane et qui ne vient peut-être que par le refus violent du téléspectateur — extérieur — devant l'obscure réalité de réaction. On ne saura pas tout de Chantal Paquet classant ses 1250 fiches par jour : elle est murée en elle-même, et Simone Vannier n'a pas osé pousser les portes de sa poudrière, par pudeur elle-même. Cela donne un film on peut dire, un peu froid, extérieur, mais qui traduit l'atmosphère grise des noyades individuelles.

Une caméra silencieuse

La caméra de Simone Vannier est une caméra discrète, silencieuse, pas d'écriture, la « ja » ne vient jamais s'interposer (on n'a pas le droit de se projeter, dit Simone Vannier : je voulais laisser place à toute la réalité), un choix volontaire dont elle a pesé les risques : une certaine dureté. Son émission reste trop près du documentaire traditionnel et par là s'inscrit à l'inverse des films de la « saga ». Il y manque à la fois l'intimité et le ton. « Fiches de vœux » est peut-être la seule émission où la réalité est mise en scène, celle qui enquête dans la recherche éigée de l'honnêteté, de la distance proposée au téléspectateur pour mieux contrôler la réalité, se cachent parfois des narcissismes non avoués. « Paulo », l'émission de Claude Ventura, découverte passionnante d'une femme, une religieuse, une infirmière, irriter dans ce sens. On y reviendra.

CATHERINE HUMBLLOT.

* Lundi 30 mai, A 2, 21 h, 55.

MONOGRAPHIE D'UN CLOCHARD

Refus en solo

« O » N s'aime bien comme on est. « Le village de Béthusy-Saint-Pierre, vit sur ses traditions d'antagonisme. Par habitude, rouges et blancs se font face, sans trop se soucier des motifs de la discorde. Une machine rationnelle ou chacun trouve, d'entrée, sa place. Mais à la lisière des champs et de la forêt l'une un territoire dépolitisé : la décharge publique, où se consomment pêle-mêle les déchets communs. Tout irait bien si une silhouette ne vacillait entre les ordures : Carrara, l'homme aux rats.

sation. Il donne à entendre que la question reste sans réponse.

Intellectuel, Carrara, ou troglodyte lorté dans le ventre de la Terre, déconne de temps comme de la politique ? Ses propres explications semblent d'avance truquées par le jeu de l'interlocuteur. Comment pourrait-il parler sa langue lorsqu'on lui présente un micro, un organe de branchement sur l'oreille sociale ? Aussi ses mots sonnent-ils creux. Il ne déçoit pas l'attente et disserte sur la liberté, la nature et le brucanage. Une prestation de bon sauvage.

Entre ces deux espaces — celui, domestique, du village, et celui de la décharge, ensauvage — les mots circulent sans communiquer. Refusant de s'inscrire dans le réseau d'échanges, Carrara est la démanigance qui irrite le langage socialisé. Il n'a des postures, de l'incompréhensible, s'amalgame à la crasse explosive, et ce parasitisme exaspère autant qu'il suscite la compassion.

Plus que dans l'image, l'ort de Christian Paureille réside dans la mise en scène de ces discours incompatibles. Celui, polyphonique — du village, qui ne cesse de chercher une prise, de réintégrer ce qui lui échappe, et celui du marginal qui se dérobe à toute codification. Carrara refuse même, par répulsion envers les formidaires, de toucher sa retraite de la Sécurité sociale. S'il fait l'histoire de son existence, ponctuée de refus d'obéissance, c'est avant tout l'étrangeté qui frappe ; à la lettre, la marge est incompréhensible. Pourtant, elle ne s'élève pas dans l'exaltation. Paureille ne sombre pas dans la facilité d'une apologie de la clochardité.

Endemement, le grand souci du village est que Carrara prenne soin de lui-même. Il ne le fait pas assez. Aussi l'écriture-t-on d'attentions médicales. L'ambulance pénètre sur la décharge et le clochard insoufflé se retrouve pour un moment « humanisé ». Epouillé, lavé, soigné, débarrassé de tous les signes de son étrangeté, le rollé choqué par les infirmités. La société est bonne : elle ne veut pas que Carrara soit mangé par les rats. Elle ne veut plus qu'il persiste à porter ses hardes. À dire vrai, elle ne désire pas non plus qu'il continue à hanter les abords du village. Pour son bien.

Les bons sentiments ont fini par l'emporter sur la mauvaise volonté et l'ignorance : aujourd'hui, Carrara jouit des délices d'un asile de vieillards, aux frais de l'État. Heureux, n'en doutons pas, de ne plus avoir à se préoccuper de lui-même, de pouvoir enfin prendre le temps de se regarder mourir.

XAVIER DELCOURT.

* Jeudi 2 juin, TF 1, 22 h, 30.

Les films de la semaine

● HARVEY, de Henry Koster. — Dimanche 29 mai, TF 1, 17 heures.

James Stewart, flanqué d'un grand laptin blanc imaginaire — il est la seule à le voir et lui parle au grand ahurissement de son entourage — apporte avec lui le souvenir des comédies de Frank Capra. Satire soucieuse d'un petit monde provincial et des traitements psychiatriques.

● LES VIKINGS, de Richard Fleischer. — Dimanche 29 mai, TF 1, 20 h, 30.

Un grand mélodrame historique où passe le souffle de l'épopée grâce à la vigueur de la mise en scène. Des combats magnifiquement réglés, une violence lyrique qui emporte. Mise en valeur esthétique des paysages naturels par la photographie de Jack Cardiff. Ce n'est pas une imagerie hollywoodienne mais, du grotesque au grandiose, la « peinture » d'un artiste.

● AU NOM DE LA LOI, de Maurice Tourneur. — Dimanche 29 mai, TF 1, 22 h, 30.

Un policier amoureux d'une femme mystérieuse et mêlée aux agissements d'une bande de trafiquants de drogue. Atmosphère romanesque et technique à l'américaine et belle création de Marcelle Chantal.

● BEBERT ET L'OMNIBUS, d'Yves Robert. — Lundi 30 mai, A 2, 17 h, 5.

Après le succès de *En Guerre des boutons*, Yves Robert a fait de Petit Gibus, un des jeunes personnages de ce film, le héros enfant d'une comédie où il fait tourner, par ses fantasmes, son goût du jeu et son imagination, les adultes en bourrique. Verve, truculence et tendresse dans un spectacle familial.

● SHOW BOAT, de George Sidney. — Lundi 30 mai, TF 1, 17 heures.

Un théâtre flottant sur le Mississippi, les amours de la tendre Magnolia et du trop séduisant Gaylord Ravenal sur des refrains qui ont fait le tour du monde depuis que le roman d'Edna Ferber a été transformé en comédie musicale. Mise en scène à grand spectacle et couleurs éclatantes. Dans le personnage de Julie la mâtresse, Ava Gardner, dès qu'elle apparaît, éclipse tous ses partenaires.

● FRIC-FRAC, de Maurice Lehmann. — Lundi 30 mai, TF 1, 20 h, 30.

Aux côtés d'Arletty et de Michel Simon, créateurs de la pièce célèbre d'Edouard Bourdet, Fernandel a remplacé le délicieux Victor Boucher. À part cela, c'est une transposition fidèle, les effets comi-

ques portent bien et les expressions argotiques feront rire, une fois de plus, d'autant que les acteurs sont éblouissants.

● FORTUNAT, d'Alex Joffé. — Lundi 30 mai, FR 3, 20 h, 30.

Le postulat selon lequel Michèle Morgan peut tomber dans les bras de Bourvil est facilement accepté grâce à la vérité humaine des personnages et à l'émotion de ce drame — dont le véritable sujet est la paternité d'occasion — si tué sous l'occupation. Les quolibets — de trop discrètes sans doute — de ce film de Joffé ont été méconnues lors de sa sortie en 1950.

● LE PISTOLERO DE LA RIVIERE ROUGE, de Richard Thorpe. — Mardi 31 mai, FR 3, 20 h, 30.

Un adolescent qui veut briller, l'arme en main, contre un shérif tireur d'élite. Dans les votes du western classique, avec tous ses clichés, mais d'une grande efficacité dramatique.

● LE PAYS D'OU JE VIENS, de Marcel Carné. — Jeudi 2 juin, A 2, 15 heures.

Carné perdu dans le rose bonbon d'un conte de Noël fait surtout pour Gilbert Bécaud qui joue un double rôle de sosie, et, naturellement, chante. Quelques souvenirs du « réalisme poétique » dans un univers dont les artifices auraient convenu, en fait, à une comédie musicale façon Jacques Demy. Mais c'était en 1956 et la « nouvelle vague » n'existait pas.

● UNE BONNE PLANQUE, d'Alberto Lattuada. — Jeudi 2 juin, FR 3, 20 h, 30.

Dans un hôpital italien, l'austérité et la charité d'une religieuse en robe blanche se heurtent à l'idéologie et à l'humanisme « rouges » d'un jeune homme considérant l'établissement comme son domaine. Une comédie dramatique — malheureusement passée inaperçue — où le réalisme émotionnel de Lattuada fait apparaître la vibration sociale de l'Italie contemporaine.

● LES PETITES MARGUERITES, de Vera Chytilova. — Vendredi 3 juin, A 2, 22 h, 50.

Une loufoquerie digne des Marx Brothers. Agressivité et ravages destructeurs de deux filles qui font les folles et les mal élevées dans le monde sans conscience de la consommation Vera Chytilova a traité de manière burlesque un sujet sérieux, pour faire réfléchir. Mais réfléchir à quoi ? À la difficulté de

vivre en Tchécoslovaquie en 1966 ? On peut s'amuser du joyeux vandalisme des petites marguerites sans pour cela comprendre des intentions qui se sont perdues au fil des ans.

● BOULEVARD DU RHUM, de Robert Enrico. — Dimanche 6 juin, TF 1, 20 h, 30.

Reconstitution de grands traits des années 20, du côté de l'Amérique de la prohibition et des Antilles. Brigitte Bardot, inattendue et drôle en vamp de cinéma muet, fait rêver Lino Ventura qui l'arrache à son monde de fiction pour vivre avec elle des aventures réelles. Pas mal de références cinématographiques, des morceaux de bravoure, mais un manque de rigueur dans le scénario et la mise en scène font que la fantaisie paraît parfois laborieuse.

● LES GAÏETES DE L'ESCADRON, de Maurice Tourneur. — Dimanche 6 juin, FR 3, 22 h, 30.

Les cocasseries d'un vaudeville militaire où l'on retrouve la verve satirique et l'humour du grand prêtre de Georges Courteline avec ses célèbres personnages : le capitaine Burturel, l'adjudant Fléot, Pricot, Vandergrue, la Guillemette et Croquebol, la cantinière de service. Films d'acteurs habitués du comique trouper tels Raimu et Fernandel, on verra un Jean Gabin jeune qui n'avait pas encore trouvé sa mythologie.

● TRENTES-SIX HEURES AVANT LE DÉBARQUEMENT, de George Seaton. — Lundi 6 juin, TF 1, 20 h, 30.

Une intrigue d'espionnage-fiction s'attache par ses péripéties mais qui transforme l'histoire (le débarquement allié de juin 1944) en roman-feuilleton. Sans style original. Se laisse voir, néanmoins, le génie de Seaton.

● L'ETAU, d'Alfred Hitchcock. — Lundi 6 juin, FR 3, 20 h, 30.

Piége peut-être par le roman de Leon Iris Topaz, où l'on détecte de vilains communistes jusque dans l'entourage du gouvernement du général de Gaulle, Hitchcock a fait ici le contraire du Rideau d'acier. Il a cultivé tous les clichés du film d'espionnage anti-rouge, exalté les bons Américains et les Français qui travaillent avec eux contre les castristes de Cuba et les socialistes parisiens de Moscou. Déplaisant et de toute façon, mal ficelé malgré quelques séquences où se manifeste la patte du maître du suspense.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h : Le journal d'Yves Mourousi ; 20 h : Le journal de Roger Gicquel (le dimanche). Jean-Claude Bourrier reçoit un invité à 19 h 45 ; Vers 23 h, TF 1 décline, par Jean-Pierre Pernaut, Pour les jeunes : « Les Infos », de Claude Pierrat (le mercredi 17 h, 15).

A 2 : 13 h : Journal (le samedi à 12 h 30 : magazine Sport et d'été) ; 18 h 45 (saut samedi et dimanche). « Flash » : 20 h, es vers 25 h : Journal.

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER : Informations toutes les heures ; 5 h, Bon pied, bon œil ; 7 h, C. Hazard, R. du Maurier ; 9 h, C. Hazard, R. du Maurier ; 10 h, Chansons à histoires (samedi : Questions pour un samedi) ; 11 h, Anne Gaillard ; 12 h, Variétés ; 13 h, Journal de Jean Lévêque ; 14 h, Le temps de vivre (samedi et dimanche, L'oreille au coin) ; 17 h, Radioscope ; 18 h, Salimbanque ; 19 h, Journal ; 20 h, Marche ou rétro (samedi) ; La tribune de l'histoire (dimanche) ; Le masque et la plume ; 22 h, Le Pop-Club.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Informations à 7 h (cult. et mus.) ; 7 h 30 (cult. et mus.) ; 8 h 30 (cult.) ; 9 h, (cult. et mus.) ; 11 h, 12 h 30 (cult. et mus.) ; 13 h (cult.) ; 15 h 30 (mus.) ; 18 h (cult. et mus.) ; 19 h (cult.) ; 19 h 50 (mus.) ; 23 h 55 (cult.) ; 0 h (mus.).

EUROPE 1 : Informations toutes les heures ; 3 h, J.-P. Allain ; 6 h 40, Philippe Gildas ; 9 h, Journal de Christine Collange ; 9 h 06, Denise Fabre ; 10 h, 30,

Religieuses

et philosophiques

FRANCE-CULTURE (le dimanche) : 7 h 15, Harmonie ; 8 h, Orthodoxie et christianisme oriental ; 9 h 30, Processions ; 10 h 15, Évangile ; 11 h 45, La Fédration liturgique de droit humain (le 29) ; Le Grand Orient de France (le 5) ; 10 h, Messe.

Radioscolaires

FRANCE-INTER : 17 h, Jacques Chancel reçoit Jean-Claude Loiseau (lundi), Hubert Monrolier (mardi), Victor Leduc (mercredi), Yehudi Menuhin (jeudi), Yves Le Paire (vendredi).

Tribunes

et débats quotidiens

FRANCE-INTER : 11 h, Les invités d'Anne Gaillard répondent aux questions des auditeurs sur le thème de la domination (lundi), les allergies respiratoires (mardi), la drogue (mercredi), l'orientation dans les lycées et collèges (jeudi). FRANCE-CULTURE : 12 h, 5,

Religieuses

et philosophiques

FRANCE-CULTURE (le dimanche) : 7 h 15, Harmonie ; 8 h, Orthodoxie et christianisme oriental ; 9 h 30, Processions ; 10 h 15, Évangile ; 11 h 45, La Fédration liturgique de droit humain (le 29) ; Le Grand Orient de France (le 5) ; 10 h, Messe.

Radioscolaires

FRANCE-INTER : 17 h, Jacques Chancel reçoit Jean-Claude Loiseau (lundi), Hubert Monrolier (mardi), Victor Leduc (mercredi), Yehudi Menuhin (jeudi), Yves Le Paire (vendredi).

Tribunes

et débats quotidiens

FRANCE-INTER : 11 h, Les invités d'Anne Gaillard répondent aux questions des auditeurs sur le thème de la domination (lundi), les allergies respiratoires (mardi), la drogue (mercredi), l'orientation dans les lycées et collèges (jeudi). FRANCE-CULTURE : 12 h, 5,

et en jour le jour

EUROPE 1 : 19 h, Jean-Pierre Fourcade (le 29), Jean-Pierre Chevènement (le 5).

R.M.C.

19 h, Raymond Barre (le 5).

TF 1 : 22 h 25, René Haby, avec les représentants du Syndicat national de l'enseignement technique (le 31).

Les émissions de TF 1 diffusées en continu dans la région parisienne sont relayées tous les jours, sauf le dimanche, par FR 3 de 12 h 15 à 18 h 30.

Journal de la semaine

Revue de poche — Séminaires — La source

La formule et le format de poche pourraient bien offrir des chances nouvelles aux revues, du moins à certaines d'entre elles : celles, de plus en plus nombreuses, qui traitent dans chacune de leurs numéros d'un thème, et sont plutôt des collections de recueils collectifs, et celles — souvent les mêmes, d'ailleurs — dont la périodicité est espacée. Cet espacement même, l'objet de leur recherche, leur prix nécessairement élevé, se conjuguent pour leurs lecteurs à peu près fatalement, dans la forme des revues traditionnelles, une diffusion qui franchisse largement le cercle où elles sont élaborées, alors qu'elles peuvent trouver une audience inespérée et un public neuf si elles sont, en outre, dans le mouvement du livre de poche.

C'est en tout cas le pari qu'a risqué courageusement Christian Bourgois en intégrant dans sa collection « 10-18 » des revues que leurs éditeurs abandonnaient ou se disposaient à larguer, et aussi en donnant carrière à de nouvelles (1).

Evidemment, la solution implique des sacrifices, plus sensibles pour certaines. Ainsi la *Revue d'esthétique* : comment ne pas regretter une qualité de présentation, de mise en pages, d'illustration, qui était la sienne ? Que, feuilletant un numéro intitulé *Pensée*, le lecteur éprouve de la surprise ou quelque humeur à n'y pas apercevoir une seule reproduction, pas l'ombre d'un trait, d'une forme, rien que de la typographie et du papier gris, mais il se déridera sûrement en découvrant au sommaire l'article de Gilbert Lascoux : « Éléments d'un dossier sur le gris ». Verra-t-il de l'humour dans celui de Marie-José Baudinet : « Instabilité de la peinture » ? A peine, car il s'agit d'une ville qu'on ne lui présente nullement des descriptions, comparaisons et commentaires sur des peintures et des peintres, mais une réflexion sur « le peintre » : une tentative d'élucidation des questions que nous pose la peinture contemporaine, inséparable de sa propre et inéluctable interrogation sur elle-même. Réflexion en vue d'une théorie, du moins de ses éléments, de ses linéaments. Et ce que nous voyons, nous, dans cet avatar de la *Revue d'esthétique*, dont la permanence se manifeste dans la direction, la présence d'Étienne Souriau, de Michel Dufrenoy, d'Olivier Revault d'Alloune, c'est d'abord la nécessaire poursuite d'une vie renouvelée, et probablement plus largement ouverte.

Pour *Cause commune*, c'est une véritable résurrection. On avait accueilli dès sa naissance — tant de temps déjà ! — la revue animée par Jean Duvignaud et quelques autres, vouée à une recherche sociologique originale, et plutôt d'érudition. Sans même remonter à cette préhistoire, Jean Duvignaud rappelle qu'on a beaucoup reproché à *Cause commune* son « catastrophisme ». Au moins n'était-il guère encore à la mode. En tout cas, il tient que ce catastrophisme-là était « largement justifié ». La revue n'y est pour rien : « Les sociétés politiques, sociales, politiques, ce que nous interprétons... »

Les voici donc, ces sociétés, dans leur « pourrissement ». Paul Virilio analyse la « délation de masse » et Duvignaud décrit, dans un véritable essai, le processus d'autodestruction (où persiste sputteriquement cela « qui cherche, qui attend dans la clarté d'un matin secret »). Pourrissement, destruction, saisi par J.-M. Palmier dans un lieu privilégié, Berlin, dont les ruines ont pour double, pour spectre, les ruines de Weimar : *Berliner Requiem*.

Autre lieu, fort différent : la place Saint-Sulpice. Élan, apparemment, n'y pourrait, ne s'y détruit, et si quelque chose, en vérité, s'y « épuise », c'est moins le lieu lui-même que la tentative de mettre le puits à sec. Georges Perec, deux jours de suite, prend l'affût pour remarquer ce qui, précisément, ne se remarque pas : « Ce qui se passe quand il ne se passe rien, sinon du temps, des gens, des voitures et des nuages ». Ce relevé cinématographique, qui dans ce qui « ne se passe rien », essaye de ne rien laisser passer, piège l'objet, le fixe, le cerne, l'analyse, l'insistant, produit un texte de « voyage » (celui de Robbe-Grillet, bien entendu) qui louches malgré lui du côté du surréalisme.

C'est un spectacle au second degré pour le lecteur, qui ne cesse d'y faire lui-même des remarques. Par exemple : les femmes, ou bien elles attendent, ou bien elles mangent. Jamais les deux à la fois. Ce qui, confirmant notre propre observation, nous conduirait volontiers à conclure hardiment que, leur appétit réjouissant et l'émotion de l'attente n'ont rien de commun, les femmes ne sauraient à la fois croquer une tarte et le mermot.

Incertitude, néanmoins, de l'observation scientifique : « Une fille à courtesses nantes dévorées au baba. Et ce sont des baba ? Ça ressemble à un baba. » Alors, c'est plutôt un cake. Car dévorer un baba — spongie gorgée de rhum sirup —

peux — cela se pratique peu dans la rue, et c'est en tout cas un exercice périlleux qui ne pourrait laisser aucun doute au témoin.

À propos de femmes, l'observateur en voit beaucoup dans le premier temps, surtout de la première journée. On sent qu'elles réagissent sur sa rétine tout autrement que les autobus. Elles sont « jeunes », « élégantes » ; même quand l'adjectif manque parce que l'adjectif réprime la tendance à la subjectivité et se contraind à l'abstraction, à l'absténance. Au point de n'y plus tenir et d'enregistrer soudain de « belles oisives ». Or, dans les deux premiers temps, plus de femmes du tout. Ce n'est évidemment pas qu'il en passe moins, ou de moindre attrait : c'est que le « voyeur » est fatigué.

Observation critique : il commande souvent un vieux maro, une genétière, un bouquet, quantité de cafés, plus tout ce qu'il ne nous dit pas. Nécessité professionnelle, le lieu de l'observation en trois journées et neuf tableaux étant, à une exception près, un bistrot. Dernière observation sur ces observations : certaines d'entre elles sont de pures visées imaginaires.

« Les Imaginaires », tel est justement l'objet du dernier recueil de *Cause commune*, ensemble très instructif et excitant, dont le registre est fort étendu — du sacré à la technologie, en passant par la bande — qui n'est pas la bande dessinée, mais celle du billard ; le but par l'oplique. Toutes recherches qui mettent bien en lumière que l'imaginaire, l'imagination, ce n'est nullement ce qui est hors de la vie, mais tout au contraire, comme en avait dit Jean Duvignaud, enracinement au cœur de la vie.

Revue nouvelle enfin, les *Cahiers Jusseur*, qui sont la voix publique de l'université Paris-VII et font connaître, au dehors, les travaux et recherches élaborés dans le domaine des sciences de l'homme. C'est un plaisir de n'entendre pas les spécialistes parler de « sciences humaines », « Voyages ethnologiques », dans le *Cahier I*, vers des contrées et des hommes inconnus : la vallée de l'Aisne, la Gascogne. Nous quittons cet exotisme pour celui des civilisations, qui sont aussi d'urbanisme, ou pour la mathématique. Le second *Cahier*, et le dernier paru, publie l'essentiel de deux colloques où

se confrontent les « mises en cause » des études relatives au tiers-monde.

Les *Cahiers Jusseur* nous donnent l'occasion de nous acquitter : il y a quelque temps déjà que nous voulions nous arrêter à d'autres cahiers, c'est-à-dire au premier d'entre eux, dont le but est analogue, dans le même lieu : publier ce qui « se passe » dans l'U.E.R. « Sciences des textes et documents » de l'université Paris-VII. Il ne s'agit pas seulement de mettre au jour les travaux des étudiants mais, par là même, d'en changer la nature : non plus « devoirs » soumis à « correction », mais textes proposés à des lecteurs, tout comme les propres écrits de ceux qui les enseignent et auxquels ils payent d'ailleurs très spontanément leur dette.

Exemplaire de cette initiative, l'étude de langue médiévale qui associe deux étudiants, Danielle Mukherjee et Joël Forêt, à Bernard Cerquiglini, chargé de cours. On aura une idée de l'étendue du champ de ces travaux qui vont de la *Quête du Graal* à Céline (avec des « notes » de Julia Kristeva), en passant par Baudelaire (Jean Deleury) ou Flaubert (Jacques Seebacher). Quatre enseignants. Les douze étudiants du *Cahier* sont donc très largement majoritaires, comme dans le comité de rédaction « tournant » de la publication qui dirige Julia Kristeva. Bien entendu, nul électionnisme hasardeux dans cette diversité qui se centre notamment sur les « textes psychanalytiques » (séminaire de P. Pochet) et d'apprentissage et psychopathologie du langage (séminaire de Julia Kristeva). Ce premier numéro est un bon commencement.

N'omettons pas le titre de ces cahiers (2), qui est un chiffre — 33/4 — code sans doute transparent, s'il évoque seulement pour nous cela qui, à coup sûr, leur est le plus étranger : la décennie qui pèse plus lourd à elle seule que tout le siècle.

La parenté est évidente avec un autre nouveau cahier : les études publiées sont toutes issues de recherches de groupe de l'école normale, et, « par-delà la diversité des sujets », elles manifestent une nette convergence des problématiques et des méthodes. Travaux de jeunes hellénistes, dont l'objet est

- (1) 10-18, Union générale d'éditions.
- (2) Université de Paris-VII, 2, place Jusseur 1571.
- (3) École normale supérieure, 45, rue d'Ulm 1571.
- (4) Payot.

la poétique des Grecs, saisie ici à travers des textes poétiques (Homère, Eschyle) et dans la théorie poétique (Platon, Aristote). On suppose — on le souhaite — que cette publication, d'une présentation très soignée, sera périodique, à tout le moins persistante, et que son titre annonce une suite de recherches sur « Écriture et théorie poétiques » (3).

Revenons aux revues de poche pour saluer trop brièvement — nous le retrouverons — l'apparition de *Libre* (4) dont le champ désigné est vaste : « Politique, anthropologie, philosophie ». Le premier terme l'emporte dans ce numéro initial, même avec le rapport-opposition Fourier-Sade. Mais surtout, outre un regard sur la Chine des derniers mois, porté par Claude Cadart (censeur : homonymie, ou égard à la suite), le centre dur est une commémoration de l'insurrection hongroise, située dans la vérité par Maurice Lévi, Claude Lefort et Constantin Costaridis. Celui-ci souligne le silence obstiné de la « gauche » des guillemets (de lui) et de la « nouvelle gauche » : « Indice, assés, s'insiste... des motivations spatio-temporelles de ceux qui se prennent pour des révolutionnaires ». Insurrection qui, pour Costaridis, est « la source ». S'est-il souvenu du film de Benjamin : une source née d'un viol et d'un meurtre.

SOMMAIRE

— Les *Cahiers de l'Est* (éd. Albatros) publient « Quelques notes sur 1950 », de François Fejd ; et un *vingt ans après*, de l'écrivain roumain Paul Goma : « Nous étions nombreux à avoir été arrêtés, condamnés » pour la Hongrie. »

Dans les *Études* (15, rue Monsieur, 75) un observateur qui signe de T. X décrit « L'hiver de Prague » ; normalisation du gel ; répression de la contestation ; question des druits de l'homme.

— *Politique aujourd'hui* 114-16, rue des Petits-Hôtels, 10^e consacre son dernier cahier à « L'étouffement des libertés en République fédérale d'Allemagne : description des mécanismes de la répression et position des intellectuels, des Églises, des syndicats, des partis politiques à l'égard de cette répression ».

— Les deux derniers numéros de *Traverses* (Éditions de Minuit) : le manuscrit et ses significations « anthropologiques », notamment le tatouage ; pareillement pour le bestiaire, souvent symbolique, qui fait l'objet du dernier cahier.

On consultera le numéro 7 de la *Revue française de psychanalyse* (RFP) consacré à « Psychanalyse et langage ».

GÉNÉALOGIE

Classification

L'IDEE générale d'une méthode de mise au net des documents découverts lors de la recherche à été présentée dans une récente chronique (1) : nous abordons aujourd'hui la question de la collection des tableaux d'ascendance, nous réservant de montrer ultérieurement comment dresser lesdits tableaux, puis comment coter et disposer ceux des collatéraux.

La base de la classification est fixée arbitrairement à la dixième génération, qui correspond en moyenne, pour la France, à la limite des connaissances que l'on peut atteindre dans la plupart des cas.

A la dixième génération, le de cune est cinq cent douze ancêtres. On ouvre donc cinq cent douze tableaux (virtuels) numérotés de un à cinq cent douze, chacun d'eux ayant pour fonction de recevoir les informations de toute la branche patrimoniale de l'ancêtre correspondant. Les ascendants des générations plus proches sont inclus dans ces tableaux, mais, évidemment, un seul tableau est la neuvième génération, un sur quatre à la huitième, un sur huit à la septième, etc. ; un sur cent vingt-huit à la troisième et un sur deux cent cinquante-six à la deuxième.

De ce fait, le père du de cune est classé comme lui dans le tableau n° 1 (ainsi que tous ses ascendants agnatiques) et sa mère dans le tableau n° 257 (ainsi que tous ses ascendants agnatiques). A la troisième génération, l'ancêtre paternel et l'ancêtre maternel sont automatiquement inclus dans les tableaux numérotés de un à 512, respectivement les tableaux 129 et 383.

Pour les bisaulx, ils trouvent évidemment leur place dans les tableaux existants, cependant que — les numéros attribués étant alors de 1 sur 64, — les bisaulx se retrouvent en 65, 193, 321 et 449 (de même les trisaulx courent les tableaux 33, 97, 161, 225, 289, 353, 417 et 481).

Il en va de façon analogue pour les générations antérieures.

Voici qui peut paraître bien compliqué. Aussi, afin de retrouver les cotes sans aucune peine, il est prévu de réaliser un synopsis.

Pour ce faire, il est composé d'utiliser une fois encore un classeur à feuilles mobiles. Sur la première page, on indique les cotes de 1 à 512 ; sur la deuxième, de 513 à 1024 ; sur la troisième, de 1025 à 2048, etc., jusqu'à la 8^e et dernière qui va du numéro 505 au numéro 512. Chaque ligne est numérotée de un à 512, et de cune par le jeu des liaisons, les ancêtres étant inscrits sur celle-ci au fur et à mesure de leur découverte.

En addition, il est prévu une table (ou un fichier) alphabétique des patronymes et de la cote qui leur est attribuée. Il est alors très facile de retrouver l'un ou l'autre des numéros sur le synopsis, puis les numéros se suivent de page en page. La cote des nouveaux tableaux se déduit facilement de la position où sont placés les ascendants retrouvés.

Nos lecteurs objecteront alors sans doute que, sur telle ou telle branche, il est parfois possible, avec beaucoup d'opiniâtreté et un peu de chance, d'atteindre la onzième et même la quinzième génération. La classification se complète alors de la façon suivante :

Tout chercheur sait que chacun des cinq cent douze ancêtres du de cune (à la dixième génération) a lui-même trente-deux quartiers à la quinzième génération. Nous créons alors des cotes complémentaires au niveau de cette dernière.

A chacune des cotes précédemment attribuées est adjointe une lettre capitale (les vingt-six de notre alphabet auxquelles sont ajoutées les cinq dernières lettres de l'alphabet cyrillique, différentes par la graphie et la prononciation).

Les cotes d'un patronyme déjà coté conservent évidemment leur tableau, soit par exemple 113. Les nouvelles cotes prennent alors pour origine la quinzième génération : 113 A, 113 B, etc. Les ascendants de la quinzième génération ont en conséquence les tableaux 113 et 113 P, 113 Q et 113 X, et ainsi de suite.

Des synopsis complémentaires sont alors dressés aux endroits où ils sont devenus nécessaires.

PIERRE GALLERY.

(1) Voir le Monde du 2 mai 1977.

HUMEUR

Pitié pour les célibataires !

DEUX choses l'une... ou bien il y a trop de monde sur la Terre, ou bien il n'y en a pas assez. Ou bien encore — et que nos malins nous le disent clairement — nous ne sommes pas assez nombreux, nous, les Français, les chrétiens, les Blancs, contre eux, les métèques, les sauvages, les autres.

Pourtant, je n'ai jamais vu l'impression de manquer de voisins. Nous nous entassons à l'aise de quarante-cinq dans des classes exigües, lorsque l'attente à l'école s'élargit, nous ne pouvons pas entrer dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne pour les cours inégaux — l'y ai même perdu un imperméable, attrapé par le foule qui se pressait autour de moi dans un couloir, alors que l'essayer d'attendre quelque chose. Je reçois d'ailleurs d'une copie corrigée par un tel ou tel professeur étaient accolés par notre masse. Et, dans le miroir comme sur les routes, la congestion est quotidienne. Des dizaines de milliers de jeunes gens ne trouvent pas d'emploi, attendent d'être recrutés par la façon chimérique.

On nous parle de la densité de la Hollande — quatre fois supérieure à la nôtre — comme d'un exemple, alors que les Hollandais se réjouissent dans les Cevennes et le Lubéron des qu'ils en ont la possibilité. Où irons-nous lorsque la France sera pleine ?

« Une seule personne »

Je m'étonne alors que les célibataires soient pourchassés comme des galeux, et attendent le plus dynamique d'entre nous, qui crée, enfin — à l'instar de M.L.F. — le M.L.C. le Mouvement de libération des célibataires. A cet égard, nous pourrions organiser des grèves relâchées, des barages sur les routes, des occupations de locaux administratifs — avec destruction d'archives et de matériels de bureau, des émeutes, nous ne pouvons pas, nous des attentats au phosho — contre les biens de la population.

Cognec-Jay, par exemple, — enfin, tout ce qu'il est à la mode d'entreprendre pour se faire aujourd'hui entendre par les ministères. Avec l'arrivée en masse des jeunes mœurs de dix-huit ans, notre nombre s'est considérablement accru.

Du côté des restaurateurs, où l'on nous place toujours à des tables minuscules, entre le porte des cuisines et celle des toilettes, et où l'on installe sans horreur un second voyageur soigné, le cas échéant, à l'hôtel, où nous occupons par tradition les chambres sous les toits avec des divans en guise de lit, près de celles des employés, qui se lèvent et se levait à des heures impossibles, derrière des cloisons qui ne nous épargnent aucun de leurs ridicules et se gorge, et bien que, lorsque le soir tombe, nous sommes seuls dans une chambre pour deux personnes, avec un grincement à la réception que me femme ne saurait tarder, jusqu'au cinquième, pas plus tard qu'au soir, je me suis fait rabrouer par l'ouvrière à qui je tendais mon ticket :

— Vous n'êtes qu'une seule personne !

Mais c'est le ministre des finances qui perdrait notre assasinat. Au nom de quoi, le le demande ? C'est pourtant nous, les hommes célibataires, qui payons le plus d'impôts et de taxes et de toute nature : roquette ou échot d'appartenance, compléments de gaz et électriques, postes téléphoniques pour une seule personne... Avec l'aspirateur qui nous est nécessaire, le fer à repasser, le cuisinier, le volteur, le téléviseur et le radio, nous donnons autant de travail aux ouvriers que si nous étions deux. Et eux, bienheureux, ou eux employés de maison bien dévoués car, si nous étions mariés, nous leur ferions bien évidemment travailler pour nous, comme il se doit.

Ainsi, nous sommes coupables. Mais quelle est notre faute ? Nous avons prié, tout simplement, de ne pas convoyer en fusées nos,

tandis qu'aujourd'hui nous les capotons se déchirent et divorcent. Mesurons les hommes mariés, donnez l'exemple, nous vous imiterons. Montrez-nous que le mariage vous a rendus heureux.

Et qui vous dit, monsieur le ministre des finances, que le ne vous pas me merler ? Peut-être qu'une incapacité physique m'en empêche, qui me désole déjà bien assez sans que vous soyez en droit de me punir par une amendes. Puntissez plutôt le hasard qui ne m'a pas fait à la ressemblance de Barba Bleue !

Narcisses insatisfaits

Mais voilà. On nous le dit : nous sommes très immorales, c'est-à-dire de notre égoïsme, n'est-ce pas ? Nous ne pensons qu'à nous, narcisses insatisfaits. Or, nous avons vu ? Bien au contraire, c'est nous les célibataires qu'on trouve le plus d'hommes et de femmes dévoués à la cause publique, plus libres de leur temps pour s'occuper des autres.

Nous ne manquons pourtant pas d'illustrations de nos idées : Jeanne d'Arc, Michel-Ange, Pascal, Van Gogh et quelques autres. Mais dans les domaines des célibataires se sont illustrés pour le plus grand gloire de leurs concitoyens.

A l'époque où les moyens contraceptifs laissent les hommes et les femmes pleinement responsables de leur sexualité, le ne comprends pas qu'on m'oblige, moi qui n'ai pas d'enfant, à payer pour ceux que d'autres ont engendrés par pur plaisir ou par pure bêtise. Et le demande justice.

Si le pouvoir n'y prend pas garde, nous allons bientôt connaître, en France, le même bouillonnement qui règne dès aujourd'hui en Californie, où les journaux locaux sont pleins de petites annonces comme celle-ci : « Homosexuels cherchez femme pour mariage blanc, en vue diminution et partage des impôts ».

JEAN WETZ

PRISONS

La Suisse à l'ombre

VICTOR HUGO disait qu'on ne pouvait bien connaître une société sans avoir vu ses prisons. Celles de Suisse française sont maintenant parfaitement transparentes, plus que ses banques, grâce à un guide touristique peu commun et d'une originalité certaine : le Guide touristique des plus belles prisons romaines.

Il s'agit d'un dossier tout à fait remarquable, presque unique dans sa présentation, réalisé par un groupe d'ex-détenus. Lesquels ne se contentent pas de décrire la vie quotidienne dans les diverses maisons d'arrêt, prisons et pénitenciers de Suisse romande, mais posent également des questions sur la délinquance, la répression, la justice, voire l'impensable : une société sans prison ? Pour une loi, ce ne sont pas des spécialistes criminologiques ou psychiatriques qui analysent ou expliquent un vécu qui n'est pas le leur, mais les délinquants eux-mêmes.

On avait déjà, après le pamphlet de Jean Ziegler, que le Suisse avait mal à ses banques, on apprend maintenant qu'elle a mal à ses prisons. Il faut donc lire ce guide pour connaître un peu particuliers, richement illustré, drôle, insolent, il constitue un merveilleux commentaire et un éclaircissement à ce qu'on lit, dans les informations pénales, Louis Chaillet, chef de la police de sûreté du canton de Fribourg. « La Suisse, petit pays sans littoral maritime, est très liée de ses colonies pénitentiaires : ce sont les seules colonies qu'elle ait et qu'elle aura jamais ».

ROLAND JACCARD.

* Éditions Adversaires, Genève. Diffusion à Paris : Ed. Parallèles, 47, rue Saint-Benoît, Paris 13^e.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.

Céramus : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvage.

Imprimerie de « le Monde », 5, rue de Valenciennes, PARIS-IX.

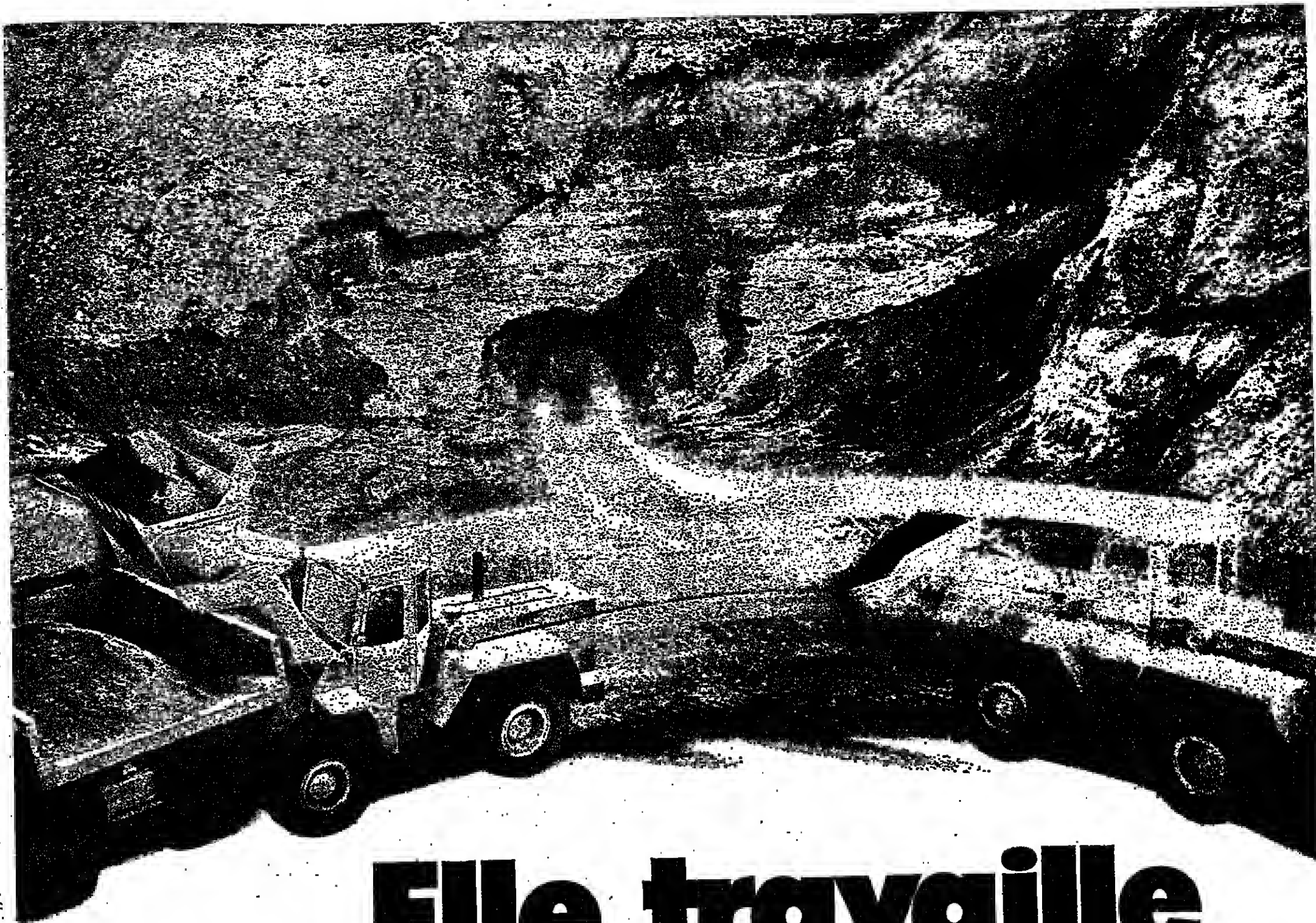
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

Le jeune champion du monde affirme de plus en plus sa supériorité. Il vient de remporter le journal de Las-Palmas, aux Canaries, après avoir gagné douze parades en n'ayant coaccédé que trois fautes. Il donnera mercredi 27 juin, à 20 h. 30, en compagnie de Mikhaïl Tahl, une séance de parties simultanées à l'hôtel



DE LUZENE CLINZBOURG
s le vertige des camps



Elle travaille 25 heures par jour.

Grâce à son rendement élevé obtenu notamment par sa grande maniabilité et par des temps de cycles très courts, la chargeuse sur pneumatiques à châssis articulé MF 55C allonge la journée de travail.

La force d'arrachement exceptionnelle des chargeuses articulées Massey-Ferguson, associée à une extrême rapidité de cavage et de déversement, explique la place prépondérante qu'occupe Massey-Ferguson dans le secteur des matériels de travaux publics.

La MF 55C est l'un des neuf modèles de chargeuses sur pneumatiques de la marque.

Celles-ci appartiennent à une gamme complète de plus de quarante matériels de travaux publics.

Avec des produits offrant une telle avance technique, distribués et entretenus par les réseaux établis de longue date dans 190 pays, il est peu surprenant que notre activité des matériels de travaux publics ait augmenté de 60% au cours des deux dernières années.

Tout cela s'additionne dans une journée de travail. Vos tâches rudes qui doivent être menées efficacement, confiez-les à Massey-Ferguson.

MF
Massey Ferguson

EXHECS

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : la Walkyrie (sam. 18 h., 20 h. 30) ; le Ring (dim. 15 h., 18 h.). — Comédie-Française : le Mariage de Figaro (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.). — Opéra-Comique : le Mariage de Figaro (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.). — Opéra-Comique : le Mariage de Figaro (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.).

Les salles municipales

Châtelet : Volp (sam. 14 h. 30 et 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.). — Comédie-Française : le Mariage de Figaro (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.). — Opéra-Comique : le Mariage de Figaro (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.).

Les autres salles

Aire-Libre Montparnasse : Comblan (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.). — Comédie-Française : le Mariage de Figaro (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.). — Opéra-Comique : le Mariage de Figaro (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.).

Palace : T.S.F. (sam. et dim. 20 h. 30) ; le Ring (dim. 15 h.). — Comédie-Française : le Mariage de Figaro (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.). — Opéra-Comique : le Mariage de Figaro (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.).

La danse

Voir Chaillet et Théâtre de la Ville. Théâtre de la Cité internationale : le Mariage de Figaro (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.). — Opéra-Comique : le Mariage de Figaro (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.).

Les concerts

La Concorde : les Ménestriers (chansons et danses du Moyen Âge et de la Renaissance (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.). — Opéra-Comique : le Mariage de Figaro (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.).

LE MONDE Informations Spectacles
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 28 - Dimanche 29 mai

Théâtre de la Ville : le Mariage de Figaro (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.). — Opéra-Comique : le Mariage de Figaro (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet : le Mariage de Figaro (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.). — Opéra-Comique : le Mariage de Figaro (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.).

Les exclusivités

ADOPTION (Rég. v.o.) : Saint-André des Arts. (20) 323-46-18. LES AMBASSADEURS (Fr.-Tun. v.o.) : Studio de la Harpe. (20) 323-46-18.

LE REGARD (Fr.) : Le Saïna. 5 (323-46-18). ROCKY (A. v.o.) : Colisée. 8 (323-46-18).

Jazz, rock, folk et pop

American Center : Téléphone (sam. 20 h. 30). Théâtre de la Ville : le Mariage de Figaro (sam. 20 h. 30) ; le Mariage de Figaro (dim. 15 h.).

LA TÊTE DE NORMANDE SAINT-ONGE (Can.) : Studio des Ursins. 5 (323-46-18). TOUCHE PAS À MON COPAIN (Fr.) : Studio des Ursins. 5 (323-46-18).

Les films nouveaux

TROIS FEMMES, film amant-ami de Robert Altman (v.o.) : Studio des Ursins. 5 (323-46-18).

30^e FESTIVAL DE Cannes

Un palmarès... Les films en compétition... Les films hors compétition...

Le cinéma français en chiffres

Le cinéma français en chiffres... Le nombre de films... Le nombre de spectateurs...

ÉLYSÉES LINCOLN - HAUTEFEUILLE
14-JUILLET BASTILLE - 14-JUILLET PARNASSE
sélection officielle
FESTIVAL DE CANNES
GERARD DEPARDIEU MARGUERITE DURAS
LE CAMION
un film écrit et réalisé par MARGUERITE DURAS

NORMANDIE - REX - BRETAGNE - UGC ODÉON
HELDER - MISTRAL - MAGIC CONVENTION
PARAMOUNT MAILLOT - PARLY 2
ARTEL Rosny - ARTEL Créteil

«Sincère, émouvant et drôle à la fois. Une des plus belles déclarations d'amour d'un homme à la femme. Vous l'aimerez.» FRANCE-SOIR
«Allégre et grinçant, brillant et cruel. Un bon, très bon, excellent Truffaut.» PARIS-SCOP
«Le film ravira ceux qui aiment les histoires drôles et ceux qui adorent les histoires pour pleurer.» L'AURORA
«Un des meilleurs Truffaut, un des plus vrais, un des plus réussis.» LE FIGARO
«Le pire film de Truffaut... l'amour avec deux femmes, l'amour par téléphone, l'amour avec la baby-sitter, la femme nue sous l'imperméable...» L'EXPRESS
«Voici, depuis "La Nuit Américaine", le meilleur film de Truffaut.» LE POINT
«Charles Denner est sublime.» LE NOUVEL OBSERVATEUR
«C'est un film sur l'amour et comme tous les bons films de Truffaut, celui-ci aide à vivre.» LE MONDE
«Truffaut passe la rampe comme jamais. Il faut entendre les vagues de rire dans la salle.» LE MATIN DE PARIS
FRANÇOIS TRUFFAUT
L'HOMME qui aimait LES FEMMES

CONCORDE PATHÉ - GAUMONT MADELINE - SAINT-GERMAIN VILLAGE
MONT-PARNASSE 83 - GAUMONT SUD - LES NATION - CLICHY PATHÉ
OLYMPIC ENTREPOT - TRICYCLES Asnières - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiois
CYRANO Versailles - ARTEL Rosny

SELECTION OFFICIELLE CANNES 77
La Dentellière
un film de CLAUDE GORETTA
Isabelle Huppert, lumineuse et indéchiffrable, bouleverse à fleur de peau dans une composition magistrale qui la propulse au sommet de sa profession... Robert BENAYOUN LE POINT

INSTITUT

Académie française a décerné ses prix d'histoire

Les bourses Jean-Water-Jolibois... Les prix d'histoire de l'Académie française...

STUDIO CUJAS
VOL AU DESSUS DU NID DE COUCOU
HOTEL DU NORD
LA CINÉMA...
TÉLÉPHONE 323-46-18

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

A PROPOS DE...

LE PASSAGE DES LIGNES HAUTE TENSION PRÈS DE MONTBELIARD

Qui défend le ciel ?

Les atteintes à l'environnement prennent des formes de plus en plus variées : usines qui crachent des fumées, plages salées ou parcs mal entretenus, urbanisme sans bornes ni scrupules, bruits des avions, sites enlaidis.

Saint-Julien-lès-Montbéliard dans le Doubs : cent vingt habitants jaloux de leurs fermes du dix-huitième siècle, de leur environnement de verdure, de leur tranquillité préservée malgré la présence toute proche de zones industrielles. Ils protestent contre le passage dans leur ciel d'une ligne électrique à haute tension, contre la gigantesque terrasse qui s'est élevée sur les pentes potagers et qui maintenant s'élève au-dessus du clocher du temple dans le paysage familier aux dix-huit villages alentour.

En septembre dernier, quand ils ont vu s'élever les pylônes, les habitants de Saint-Julien ont envoyé une pétition au ministre de l'Industrie et de la Recherche ; ils ont écrit aussi au député régional de l'environnement. Ce dernier s'est étonné auprès de l'É.D.F. de n'avoir pas été consulté avant le début des travaux. Le dossier était, semble-t-il, égaré entre Dijon et Besançon. Le député régional de l'environnement en a redonné à son ministre qui, devenu maintenant ministre de la culture et de l'environnement, a fini par répondre, au début du mois de mai, à l'appel de l'assurance de ses sentiments distingués. Il a précisé aux habitants de Saint-Julien-lès-Montbéliard qu'il n'avait rien à faire. La maire de Saint-Julien, il est vrai, a signé une autori-

sation « autorisée » à 9 heures du soir, dit-on au village.

Il est vrai que la réglementation a été respectée, car si la délégation régionale de l'environnement n'a pas souvenir d'avoir reçu le dossier de l'É.D.F., l'É.D.F. est en mesure, pour ce qui le concerne, d'indiquer la date à laquelle elle a expédié ce dossier. Donc, comme on dit en la Suisse Helvétique, « est en ordre ». Tant pis si les habitants de Saint-Julien n'ont pas pu imaginer à temps les bouleversements qu'apporterait la ligne électrique dans leur paysage. Tant pis s'ils n'ont pas pu faire prévoir l'argument selon lequel cette ligne, qui doit être encore renforcée dans l'avenir, aurait pu tout aussi bien suivre un tracé tout proche de l'auto-oute A 36.

Déjà traversé par un oléoduc, deux autres lignes à haute tension du nord, et menacé du sud d'être empiété par le doublement de l'A 36, Saint-Julien peut paraître se consoler en étant l'île aux P.T.T., qui prétendent implanter leurs poteaux métalliques dans le village.

La « lutte » du village lui aura au moins permis de trouver une belle formule pour illustrer son combat perdu d'avance. « Il n'est pas nécessaire de valoriser les pouvoirs des municipalités et aucun dialogue ou contact n'est possible en fait. Et si les erreurs toujours possibles de part et d'autre sont aujourd'hui l'indifférence ou la mauvaise foi du plus fort et leur correction systématiquement impossible à temps, par la faute d'une viscosité administrative étirée. »

CLAUDE FABERT.

Rhône-Alpes

FEU VERT POUR LA CONSTRUCTION DE LA CENTRALE DE CREYS-MALVILLE (Isère)

Le Journal officiel du 28 mai publie le décret (signé le 23 mai) autorisant la création par la société Nersa d'une centrale nucléaire à neutrons rapides de 1 200 mégawatts sur le site de Creys-Malville (Isère). Ce décret précise que Nersa devra se conformer à diverses dispositions en vigueur, notamment celles qui concernent l'application du code de travail, les rejets radioactifs, les appareils à pression et le régime de l'eau. La société Nersa (Nuclear Energy Research and Safety) a pour président M. J. P. Vigne et pour directeur M. J. P. Vigne. Elle est contrôlée par le Commissariat à l'Énergie Atomique (C.E.A.) et le Commissariat à l'Énergie Nucléaire (C.E.N.). La construction de cette centrale est prévue pour débuter en 1978 et se terminer en 1982. Elle sera la première centrale à neutrons rapides en France.

Ile-de-France LA VILLE DE PARIS LANCERAIT UN EMPRUNT DE 300 MILLIONS

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a annoncé jeudi 28 mai devant les membres du Cercle républicain, dont il était l'invité, que la ville de Paris lancerait un emprunt de 300 millions de francs. L'emprunt serait destiné à financer la construction de la ligne de métro RER (Réseau Express Régional) et à moderniser les équipements de la ville. M. Chirac a déclaré que la ville de Paris était en mesure de garantir cet emprunt et qu'il était certain qu'il serait souscrit en totalité.

SPORTS

Les Internationaux de France

JAUFFRET BATTU A ROLAND-GARROS

Une surprise cuisante pour les espoirs français, a été enregistrée, vendredi 27 mai, sur le central de Roland-Garros : François Jauffret, notre n° 1, a été éliminé en quatre-vingt-deuxième de finale des Internationaux de France. Cette mésaventure lui est arrivée sur le central, au cours d'un après-midi caniculaire, des mains du modeste Sud-Africain John Yell. Vingt-neuf ans, ce jeune homme (1,70 m, 65 kg, 2-6, 5-7, 6-4), qui avait réussi deux fois plus tôt à retourner son match contre l'Allemand Gebert — lequel avait surtout joué à petit bras — au moment de gagner — ne put résister à l'exploit. Privé mystérieusement de son arme maîtresse, le coup droit, qui naguère lui permettait de « suivre » à la volée, où il excellait, il était à la portée de n'importe lequel de ces joueurs de bonne classe que les rencontres professionnelles aguerrissent. Le corps droit, qui naguère lui permettait de « suivre » à la volée, où il excellait, il était à la portée de n'importe lequel de ces joueurs de bonne classe que les rencontres professionnelles aguerrissent. Le corps droit, qui naguère lui permettait de « suivre » à la volée, où il excellait, il était à la portée de n'importe lequel de ces joueurs de bonne classe que les rencontres professionnelles aguerrissent.

PRINCIPAUX RESULTATS
SIMPLES MESSEURS — Ramet (Mar.) b. Borovick (Tch.), 6-3, 6-2, 6-2; Pinner (All.) b. Bertram (Arg.), 6-2, 7-5, 6-1; Zuparelli (Ita.) b. P. F. 2-6, 3-6, 6-3, 6-2; Lewis (N.-Z.) b. El Shafey (Ég.), 6-2, 6-4, 6-1; Gehring (Aust.) b. Munoz (Esp.), 6-2, 6-3, 5-1; Elter (Aut.) b. Bessia, 6-2, 6-3, 6-1; Yell (S.-Afr.) b. Jauffret (Fr.), 6-4, 7-4, 2-6, 5-7, 6-4; S. P. (F.) b. V. 6-2, 6-3, 6-1; B. P. Bonicelli (Ita.), 6-4, 5-7, 6-1.

Football
Le championnat de France

LENS REUSSIT LE MATCH NUL A NANTES

Lens, qui a fait match nul avec Nantes, et Nancy, vainqueur de Sochaux, conservent, après la victoire du Club français, la première division, leurs chances de prendre part la prochaine saison à la Coupe de l'Union européenne. Il reste à connaître le résultat de la rencontre de Nîmes ce samedi 28 mai.

RESULTATS
«Saint-Etienne b. Laval... 3-1
Nancy b. Sochaux... 2-0
Nantes b. Angers... 2-0
Troyes et Nice... 2-2
Metz b. Bordeaux... 4-3
Metz b. Lyon... 4-2
Rennes b. Angers... 4-2
Paris-S.G. b. Valenciennes... 3-0
Reims b. Marseille... 3-0
Clermont... 1-1
2. Bastia et Lens... 4-4; Nancy, 4-2; Saint-Etienne, Metz, Nice et Lyon, mention de 5 % du prix du pétrole, transférées aux investisseurs qui auront acheté les logements. Cependant en matière d'accès à la propriété, les pro-

LA VIE ÉCONOMIQUE

M. Barrot annonce une relance des prêts immobiliers conventionnés

De notre envoyée spéciale
Dijon. — C'est M. Jacques Barrot, secrétaire d'État au logement, et non M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Équipement, qui a terminé vendredi 27 mai le congrès de la Fédération nationale des constructeurs-promoteurs. Dans son discours, le secrétaire d'État a tenté de calmer les inquiétudes immédiates et à plus long terme exprimées par M. Jean Boissier, président de la F.N.P.C. (« Le Monde » du 27 mai), et a annoncé une relance des PIC (prêts immobiliers conventionnés).

Cette relance comporte trois mesures : 1) Une augmentation de 0,50 % du taux pour l'accession (de 8,75 à 9,25 % de la première à la cinquième année, de 10 à 10,5 % de la sixième à la dixième année, de 12 à 12,5 % pour les dix dernières années); cette disposition se traduira par une augmentation de 50 francs des mensualités de remboursement et devrait inciter les banques à accorder des prêts qui ne sont pas soumis à l'encadrement du crédit. Jusqu'ici, la bonification ne suffisait pas à équilibrer ces opérations en raison de la cherté de l'argent.

2) L'actualisation des prix après la conclusion du marché de gros. L'acheteur prendra en compte 75 % (au lieu de 50 %) de la variation des indices pondérés départementaux, ce qui allègera sensiblement les dépenses du promoteur.

3) Le marché des PIC localisés sera ouvert aux investisseurs personnes physiques, qui pourront bénéficier de prêts se montant à 80 % du prix de vente (au lieu de 60 %) pour les occupants et la propriété de leur habitation principale.

Cinquante-six mille logements bénéficiant de ces prêts pourront être construits en 1977. Pour mille six cents primes seront accordées. M. Barrot s'est également déclaré prêt à étudier avec les promoteurs les modalités d'une politique de résorption des inventaires, qui pourraient être transformés en logements locaux, éventuellement conventionnés dans le cadre de la réforme du logement.

Les décrets d'application de cette réforme, dont le contenu inconnu à terme les promoteurs, doivent, selon M. Barrot, contribuer à unifier le marché du logement. « Je refuse l'accusation de renforcer un monopole (celui des S.L.M.) parce que nous faisons le contraire », a-t-il déclaré. Le ministre a encore précisé que, dans le secteur localisé, les promoteurs privés pourront construire des logements et les vendre ensuite à des investisseurs individuels s'engageant par voie de convention pour trente-quatre ans à respecter les conditions de loyer et de gestion réglementaires. Les conventions individuelles s'engageant par voie de convention pour trente-quatre ans à respecter les conditions de loyer et de gestion réglementaires. Les conventions individuelles s'engageant par voie de convention pour trente-quatre ans à respecter les conditions de loyer et de gestion réglementaires.

Un certain nombre d'étudiants en médecine ont décidé de mettre fin à leur prére, notamment dans les C.E.U. de Cochin, de Necker, de Saint-Antoine et de la Pitié-Salpêtrière. Les représentants des comités de prére, comme le ministre de la Santé, ont obtenu une double assurance : la reconnaissance de la rémunération des gardes de chirurgie, la prise en compte des suggestions destinées à améliorer leurs conditions de stage dans les établissements hospitaliers. Le ministre a tenu à préciser aux délégués des étudiants que la commission Fougère constituait des propositions de réforme et non un projet de gouvernement.

Le projet de loi de la C.E.E. sur l'augmentation de 22 %

La politique familiale

La politique familiale

Libres opinions

frontières à la solidarité

PRADY (*)

La découverte de gaz à Lannemezan est « modeste »

La découverte de gaz à Lannemezan est « modeste »

La découverte de gaz à Lannemezan est « modeste »

La découverte de gaz à Lannemezan est « modeste »

La découverte de gaz à Lannemezan est « modeste »

La découverte de gaz à Lannemezan est « modeste »

La découverte de gaz à Lannemezan est « modeste »

La découverte de gaz à Lannemezan est « modeste »

EQUIPEMENT

TOURISME

EN TROIS ANS

Les Hôtels Méridien ont été déficitaires de 70 millions de francs

La Société des Hôtels Méridien (S.H.M.) reste une charge financière pour Air France. M. Pierre Giraudet, président de la compagnie aérienne, vient de le reconnaître (Le Monde du 27 mai). Dans une réponse parue au Journal officiel du 24 mai, le ministre de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire a déclaré que la S.H.M. à la demande de M. Ferdinand Icart, député (P.R.) des Alpes-Maritimes.

Dans les établissements où la S.H.M. a pris, depuis 1972, des participations, les déficits enregistrés sont importants. À Nice, à Paris, à Tours, ainsi qu'en Guadeloupe et en Martinique, les hôtels Méridien ont perdu 27,6 millions de francs en 1976, 17,3 millions en 1975 et 25,3 millions en 1974, soit 70,1 millions en trois ans. Tous sont restés « dans le rouge », à l'exception de celui de Tours, qui a été légèrement bénéficiaire en 1975 (0,1 million de francs). Celui de Nice s'avère être le plus déficitaire, puisqu'il enregistre, en 1976, une perte de 10,1 millions de francs.

« Les mesures de redressement entreprises permettent d'envisager une gestion bénéficiaire des hôtels de Paris et de la Martinique dès l'exercice 1977 », annonce le ministre, qui se déclare plutôt optimiste sur l'évolution de l'état de santé de la S.H.M. En effet, le groupe Méridien a atteint désormais la taille minimale d'une chaîne hôtelière internationale (cinq mille quatre cents chambres). À Paris, plus fort et leur correction systématiquement impossible à temps, par la faute d'une viscosité administrative étirée.

Le ministre conclut : « Air France ne prévoit plus d'accorder de nouvelles cautions dans l'avenir à sa filiale, dans la mesure où le développement de la chaîne Méridien est assuré désormais exclusivement par des contrats de gestion ou de franchise qui n'entraînent, pour la S.H.M., la prise à sa charge d'aucun investissement nouveau. »

Permis annulé dans le Var. Le tribunal administratif de Nice a annulé, le mercredi 26 mai, le permis de construire déposé par la S.C.I. « Les Résidences de Castellon », qui voulait construire quelque trois mille logements sur le territoire de la commune de Baudouin, sur les hauteurs dominées par le lac artificiel de Sainte-Croix, dans le Var, dans la zone d'aménagement du Verdon.

Estimant qu'un tel projet ne pouvait que porter atteinte au site l'un des plus beaux de la zone, le commissaire du gouvernement avait fait valoir qu'il ne s'agissait que d'une « opération à court terme » qui n'avait pas sa place dans une zone où doivent être protégées par priorité les ressources naturelles. — (C.O.R.)

PÊCHE

LES-PROFESSIONNELS JAPONAIS JUGENT « INACCEPTABLE » L'ACCORD CONCLU AVEC MOSCOU

(De notre correspondant.)
Tokyo. — Le Japon et l'Union soviétique ont signé vendredi 27 mai à Moscou un accord sur les quotas de pêche que les Japonais pourront prendre entre juin et décembre 1977 dans la zone des 300 milles soviétique. Un premier accord provisoire était intervenu le 20 mai concernant la délimitation de la zone. Il ne concernait que les opérations de pêche, laissant pendant la question territoriale des quatre îles occupées par l'U.R.S.S. depuis la guerre et revendiquées par le Japon.

Si les Japonais ont été assez satisfaits d'avoir réussi à séparer cette question de celle du problème de la pêche, ils le sont beaucoup moins des négociations sur les quotas. Les Soviétiques ont limité les prises nipponnes pour la seconde moitié de l'année à 850 tonnes (soit 45 % du tonnage pris en 1976).

L'Agence de pêche, comme dans les milieux professionnels on estime que cet accord est inacceptable. La réduction des prises va contraindre au chômage de nombreux pêcheurs et entraver la fermeture d'usines. — F. P.

TRANSPORTS

LE SÉNAT AMÉRICAIN RENFORCE LES RÈGLES DE SÉCURITÉ SUR LES PÉTROLIERS

Le Sénat a approuvé, le 26 mai, par un vote à main levée, un texte de loi obligeant les pétroliers de plus de 20 000 tonnes desservant les ports américains à posséder une double coque.

Cette obligation, qui s'appliquera, à partir de juillet 1983, aux navires mis en chantier dès 1980, avait été proposée par l'administration, à la suite de plusieurs collisions aux États-Unis à la fin 1976 et au début de cette année. D'autre part, la législation adoptée par le Sénat prévoit qu'à partir du 30 juin 1978 les pétroliers de plus de 20 000 tonnes devront être équipés de deux radars et de systèmes permettant d'éviter les collisions.

Le texte a été transmis à la Chambre des représentants, où il devrait être adopté sans modifications importantes. — (A.F.P.)

Japan Airlines

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LE DIALOGUE NORD-SUD

Quel nouvel ordre international ?

II. — Libérer Spartacus

par JOSEPH KI-ZERBO

L'ordre international à faire naître devra prendre le contre-pied du système actuel. Mais comme on ne peut pratiquer le « tabula rasa », il faudra marier l'idéal, le rationnel et l'argut. (Voir « le Monde » du 28 mai.)

Il nous apparaît donc de créer les conditions d'un vrai dialogue. D'abord au niveau du discours conceptuel. A cet égard, si les pays industrialisés ont leur force de frappe dans l'analyse du concept du nouvel ordre, ils peuvent le confier aux pays du tiers-monde, dont la voix porte parfois difficilement au sein de leur propre espace national. Bien sûr, le président Bonafina ne réclame pas des droits d'auteur sur l'idée de nouvel ordre lancée par l'Algérie. Raison de plus pour que le discours ne soit pas dévié de son but original. Pour cela, il faut que les interlocuteurs soient de vrais partenaires dotés de forces comparables. Il n'y a pas de dialogue possible entre le pot de terre et le pot de fer, entre David et Goliath, entre la souris blanche et le diplotocou.

D'où est impératif de la « self-reliance » nationale sous-régionale et continentale, sur lequel le projet RIO (1) met à juste titre l'accent. Sauf pour les produits énergétiques, les pays industrialisés sont autonomes à 85 ou 90 % pour les matières premières. Ils sont exportateurs de denrées alimentaires et cherchent à garantir la stabilité de leur approvisionnement. Quant aux pays africains, ils sont demandeurs de céréales, sauf de riz, dans certaines régions où la production de vivres a régressé au niveau des années 60. L'attitude de repli tactique de la « self-reliance » n'est pas de l'auto-suffisance, mais de l'autonomie, qui sont d'ailleurs impossibles ou mortels. C'est une prise de distance par rapport aux mécanismes de domination extérieure.

Cette autonomie peut être atteinte aussi par la syndicalisation des nations prolétaires, non seulement pour se défendre, mais aussi pour avancer ensemble, par exemple par le commerce, l'organisation de leur propre recherche, l'échange d'expertise technolo-

giques, l'élaboration d'un autre modèle de consommation, donc de production, basé sur les besoins essentiels de la majorité, et où la culture serait une des composantes organiques du développement. Mais si la violence, surtout institutionnelle et structurelle, est imposée... Le statut juridique n'est-il pas surtout l'expression d'un rapport des forces à un moment donné, même s'il invoque des valeurs transcendantes ? A bien des égards, un contrat n'est qu'un reflet. A la limite on ne parle pas de contrat dans la jungle. Les prix des denrées du commerce mondial ne sont que le reflet d'une équation de forces où le volant de stockage et parfois la diplomatie de la canonnière interviennent pour à tout. Si cela est vrai, n'a-t-on pas intérêt à améliorer le rapport des forces avant de négocier ?

Le POINT présentait, dans l'un de ces numéros, le leader de la C.I.T. comme le troisième personnage français, après le président de la République et le leader socialiste, et avant le premier ministre. Ce même leader de la C.I.T. était classé avant le ministre de l'Intérieur. Cette position des leaders syndicalistes n'a pas été obtenue, que le sache uniquement autour du tapis vert, ou par acte sous seing privé passé devant notaire. C'est grâce aux pays militants de l'O.P.E.P. et singulièrement au plus digne d'entre eux, l'Algérie, que chacun parle aujourd'hui d'un nouvel ordre comme une réforme ou une révolution nécessaire. La vision d'un monde où il y aura des adversaires égoïstes aveugles du nouvel ordre international, au Nord ou au Sud.

Une autre conscience

An. total quel est le but ? Parlons de co-responsabilité, de libération, de justice. Ces objectifs intègrent les trois dimensions de l'éthique, du rationnel et de l'humain. Car à moins d'être omnibus, le culte myope et égoïste de

TROIS JOURS POUR RÉUSSIR

(Suite de la première page.)

En fait, à leur grande surprise, les Dix-Neuf ne constatent aucun changement dans l'attitude des huit pays industrialisés. Ils publient donc à la veille du « sommet » de Londres, une déclaration s'éloignant de cette attitude négative et évoquant la gravité des conséquences qui résulteraient d'un échec de la conférence.

Cet avertissement a-t-il été compris ? Le 8 mai, dans la déclaration publiée à l'issue de la rencontre de Londres, les sept pays industrialisés ont déclaré qu'ils s'engageaient à ce qu'ils feraient « tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer la réussite de la C.E.E. ». Aucune proposition nouvelle n'a pourtant été présentée. Si bien qu'à l'ouverture de la conférence finale de Paris, le fossé entre les Huit et les Dix-Neuf paraît rester aussi grand.

Face aux pays en développement, convaincus que leur situation est moralement intolérable et de plus en plus dangereuse, économiquement et politiquement, les pays industrialisés demandent l'impression d'être paralysés dès qu'il s'agit de passer aux actes. Par leurs difficultés économiques persistantes, leur graine d'attente au système libéral de marché qui a fait leur prospérité, leur méfiance à l'égard des capacités des P.V.D., leur répugnance à céder à ces pays une part de leur pouvoir de décision, les Dix-Neuf, pourtant, n'ont pas perdu espoir.

Is savent, comme le communiqué du récent « sommet » de Londres l'a rappelé, que « l'économie mondiale ne connaît une croissance soutenue et acceptable que si les pays en développement participent à cette croissance ». Ils redouteraient la disparition du cadre partiellement favorable que leur offrirait la conférence Nord-Sud — à l'abri des courants passionnels qui agitent trop souvent à leur gré les grandes instances internationales — et espèrent qu'il en restera au moins un organisme compétent pour le questionnement de l'énergie. Enfin, un nombre croissant de pays occidentaux sont résolus à aller de l'avant. Les Scandinaves, la majorité de la C.E.E. et, sans doute aussi, désormais, les États-Unis, sur lesquels les premiers exercent une constante pression, et dont le nouveau président, M. Jimmy Carter, a fait récemment des déclarations qui témoignent d'une véritable prise de conscience de l'ampleur du problème. Les Américains doivent, selon lui, chercher à « inspirer, persuader et diriger » dans le cadre d'une politique fondée sur la reconnaissance du fait qu'aujourd'hui « un monde pacifique ne peut exister si un tiers de sa population est riche tandis que les deux autres tiers ont faim ».

Il semble donc que l'heure ait sonné pour les États-Unis de san-

ter le pas. Du succès de la conférence de Paris dépendra, leurs, dans une large mesure, l'image du président Carter dans le monde, laquelle sera largement fonction de son attitude sur un nouvel ordre économique et social.

Il y a aussi de la solidité des relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite, élément modérateur non seulement des pétroliers mais aussi de l'ensemble des pays en développement, relations dont l'étriquetage constitue l'une des priorités de la politique américaine. On peut penser, à cet égard, qu'à Washington le président Carter a fourni ces jours derniers quelques assurances au prince Fahd.

Il y a donc des chances sérieuses qu'à Paris, M. Vance fasse la perçée que les diplomates et les experts de la C.E.E. ne peuvent réaliser. Les Dix-Neuf paraissent, au demeurant, prêts à se contenter de résultats limités s'ils sont significatifs d'une mise en mouvement d'une large mesure. La question du vieux système économique international.

Ce dont ils ne sauraient se satisfaire, en revanche, c'est de nouvelles promesses non suivies d'effets. Les Américains se déclarent prêts à élargir toutes les formes d'aide au développement, à soit bilatéralement soit multilatéralement (au travers d'organismes tels que la Banque mondiale et le Fonds monétaire, qu'ils contribuent dans une large mesure). Ils se déclarent même résolu — ce qui constituerait la perçée recherchée — à négocier loyalement des accords de stabilisation des cours de quelques matières premières et la constitution d'un fonds commun pour financer les stocks réguliers nécessaires. En revanche, leur secrétaire d'État adjoint aux affaires économiques, M. Richard Cooper, vient de proclamer que, du point de vue des États-Unis, une heureuse conclusion de la conférence de Paris devrait signifier le fin des discussions sur deux revendications de certains pays en développement : un moratoire général sur les dettes extérieures et l'indexation des prix des matières premières sur l'inflation des pays industrialisés.

À la veille de la conférence du 30 mai, une telle déclaration a produit l'effet d'une douche froide sur la plupart des représentants des P.V.D. Dernière pression avant le compromis jugé inévitable.

JEAN SCHWABER.

© M. André Rossi, ministre des affaires étrangères, a déclaré, le 27 mai, en clôture du séminaire des agents des chambres de commerce et d'industrie chargés du commerce extérieur, que la France n'avait pas seulement pour objectif d'équilibrer sa balance commerciale, mais qu'elle avait l'ambition d'arriver à un excédent.

Libres opinions

Pas de frontières à la solidarité

par GENEVIÈVE PRADY (*)

SUR l'échiquier du dialogue Nord-Sud, les pays en voie de développement s'alignent-ils avancés de quelques pions et réussit à ramporter le mécanisme de stabilisation des matières premières et les fonds d'aide spéciale aux pays les plus démunis ? Certes, ces mesures ne sont pas en cause la système de division internationale du travail, imposé par les pays occidentaux, ni la suprématie économique, technologique, militaire, des grandes puissances : le financement du développement reste confié aux États-Unis, etc. ; pourtant, nous prenons acte, avec intérêt et satisfaction, du renversement de tendance au sein des pays industrialisés, face aux revendications du tiers-monde. A l'ouverture de la conférence sur la coopération économique internationale, nous insistons pour qu'un tel principe soit officiellement donné à leurs demandes les plus essentielles.

Soutenir ce oui, ce n'est pas soutenir les gouvernements occidentaux qui, par l'octroi d'un pouvoir d'achat supplémentaire aux pays pauvres, assurent leur développement économique. C'est reconnaître la force des peuples des pays en voie de développement dans les luttes internationales. Il ne s'agit pas d'une simple mesure économique, mais d'un levier politique. C'est pourquoi, outre l'aide aux pays les plus démunis, outre la généralisation du système prévu par les accords de Lomé et les accords globaux sur les matières premières, il importe que soit adopté un moratoire des dettes pour les pays en grande difficulté, en se basant sur les critères du respect de la déclaration universelle des droits de l'homme.

Par-delà ces mesures, ce sont, sans plus tarder, des évolutions durables qu'il faut adopter dans les instances nationales et internationales appropriées, face au problème de l'approvisionnement du développement. C'est la gestion internationale des richesses, le code des investissements, l'impôt mondial de solidarité visant à assurer à tout homme le droit minimum au bien-être, à la santé, à l'éducation.

Au moment où se prennent des décisions qui intéressent les relations internationales de la France, il est grave que les pouvoirs publics cachent aux Français leurs répercussions sur leur vie quotidienne et les nouveaux arbitrages nécessaires au niveau des finances publiques. Qui sait, par exemple, ce que représentent les 60 milliards de francs, dette des pays en voie de développement à l'égard de la France ? Ce qu'il en coûterait à la France de participer au financement des stocks réguliers des dix-huit produits de base, dont le montant total est estimé à 13 milliards de dollars par la CNUCED ?

Plus fondamentalement, le consommateur du café et l'ouvrier agricole du tiers-monde, tous deux exploités dans la botte épiscopale sur le café, ont-ils les moyens de percevoir leur solidarité ? De même, le travailleur du textile de Roubaix et le travailleur du textile de Hongkong, tous deux jouets des transferts internationaux de capitaux ? Cette information conditionne l'ouverture d'un débat politique de plus en plus urgent sur les relations du peuple français avec les peuples du tiers-monde.

Tout courant d'opinion dans ce sens d'exprime dans de nombreuses villes françaises, à travers différents groupes, parfois appelés « tiers-mondistes », parce qu'ils ont pris conscience que la crise est plus aiguë encore pour les peuples du tiers-monde que dans les pays occidentaux et qu'ils refusent de mettre des frontières à la solidarité.

* Présidente du Mouvement 1% tiers-monde - pour un impôt mondial de la solidarité.

DÉMOGRAPHIE

La politique familiale à la dérive

(Suite de la première page.)

Paul-Il, à cette occasion, rappelle que dans ce pays où l'on croit au haut de la politique familiale, la majorité des futurs médicos terminent leurs études, la site farcie de mathématiques, mais sans avoir jamais vu une femme enceinte ou un accouchement.

Il est à peine besoin d'évoquer la suite. Pour les dix millions d'habitants de l'agglomération parisienne élargie, guère plus de trente mille places dans les crèches. Elle court, elle court, la pauvre, vers laquelle la politique immobilière poursuit depuis vingt ans le réveil de l'enfant à 5 heures, du matin, et de le confier en toute hâte à la

conciérge, qui elle-même s'en débarrasse sur une voisine, elle-même sur une autre... On se débrouille ; mais à quel prix ? Et encore faut-il qu'ils ne soient pas malades, car el leur mère est tenue de rester auprès d'eux (même les crèches les refusent, dans la plupart des cas), c'est l'absentéisme dénoncé à cris perdus par les milieux convalescents pourvus en nurses et autres pères ou mères domestiques. Plus prosaïquement, c'est encore, souvent, le licenciement...

Coma dépressé

La vérité, si indolument dénoncée par Carole Sander dans un petit ouvrage percutant (1), c'est qu'en dépit de tous les discours incantatoires, et par l'effet d'une dépression profonde et tenace à l'endroit des enfants, tout se passe comme si l'on entendait décourager à tout force ceux et celles qui, pour soutenir la famille, ont fait, ou font, des sacrifices. D'ailleurs, comment distinguer politique de la famille et politique de la femme ? En 1974 avait été institué, justement d'assombrir la condition féminine, création dont on ne cessait de se rengorger : la France donnait l'exemple au monde ébloui. Et puis brusquement, sans qu'on sache bien pourquoi, ce secrétariat à paru fâcheux et François Giroud fut poliment prié de s'occuper des musées.

Tout de même, nous dira-t-on, dans cette peinture plutôt sombre, vous passez trop vite sur l'allocation de frais de garde, justement par mois, acquittées par les entreprises mais prélevées sur le prix du travail. C'est dire que la contribution mensuelle maximale de chacun est bloquée à 324,80 F, le salaire serait cent fois supérieur... et si, pour justifier le principe d'un plafond dans le cas de l'assurance maladie, on peut, à la rigueur, mettre en avant cette notion d'assurance, elle n'a strictement rien à faire sur le plan de la politique familiale ; or un point de cotisation sur la partie déplacée des salaires rapportée à 3 milliards de francs, un point sur la totalité des salaires en rapporte plus de 6... Sans doute, réplique-t-on, mais les cotisations sont actuellement payées par les entreprises dont l'équilibre financier est établi en fonction de cette charge. Ainsi, en 1968, M. Debré avait-il voulu décharger les cotisations en en réduisant le taux ; mais six mois après il devait renoncer à cette mesure qui mettrait en péril les entreprises distinguant surtout de hautes salaires. C'est vrai. Mais qu'est-ce

qui interdit d'imposer à chacun une contribution personnelle de solidarité pour redonner un véritable souffle à notre politique familiale ? Rien. Sinon la crainte confusément ressentie par ceux qui s'obstinent à faire toute la lumière sur le répartition de la charge socio-fiscale globale entre les Français.

Cette crainte, les experts de la Communauté économique européenne l'ont déjà faite, et leurs constatations sont atterantes : la part des impôts sur le revenu et sur le patrimoine est dérisoire en France par rapport à ce qu'elle est chez la plupart de nos voisins. Mieux (et l'on peut dire), en 1970, elle aurait même régressé.

Part de l'impôt sur le revenu et sur le patrimoine par rapport au total des impôts et cotisations obligatoires (source : budget européen) 1970 1975

France 14,9 18,4
Italie 20 23,7
Allemagne Fédérale 30,7 31,6
Belgique 31,5 40
Royaume-Uni 41,4 43,2
Danemark 58,9 59,9

Ces chiffres se passent de tout commentaires.

En réalité, une politique familiale digne de ce nom n'est nullement hors de portée d'une société qui se prétend ou se veut « libérale et avancée » et qui n'a que le mot réforme à la bouche. Protéger efficacement la future mère contre le licéisme, instituer un droit au travail à mi-temps ou aux deux tiers-temps pour les parents de jeunes enfants, permettre à l'un ou à l'autre de ces parents de rester auprès de leur enfant malade parce que c'est leur devoir, verser à la mère qui désire travailler une allocation de frais de garde beaucoup plus importante et, d'une façon générale, concevoir un système de prestations familiales moins dérisoire, rien de tout cela n'est « impossible » si l'on a le courage de faire appel à une véritable solidarité nationale et de mettre les Français en face de leurs responsabilités fondamentales.

Ce que l'on propose au Parlement sous le couvert d'une réforme de notre politique familiale répond-il à ces exigences élémentaires ?

JEAN-JACQUES DUPEYROUX.

Prochain article :

DES RÉFORMES A CONTRE-SENS

EUROPE

LE PROJET DE BUDGET DE LA C.E.E. EST EN AUGMENTATION DE 22 %

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission vient d'adopter le projet de budget de la Communauté pour l'année 1978. Le montant total des engagements proposés s'élève à 12 512 millions d'unités de compte (66 milliards de francs), à comparer à un budget de 10 347 millions d'unités de compte (57,4 milliards de francs) en 1977, soit une progression de 22 %. Le Parlement européen et le conseil des ministres de la C.E.E. vont se saisir de ce projet.

Les augmentations des dépenses les plus importantes y concernent l'agriculture, le Fonds régional, le Fonds social et les actions industrielles. Les dépenses agricoles représentent encore 62 % du budget total ; les dépenses de soutien des marchés (section garantie du Fonds agricole) atteindront 7 735 millions d'unités de compte (43,6 milliards de francs), soit 13 % de plus qu'en 1977. Mais il faut savoir que, sur ce total, 1 560 millions d'unités de compte (8,7 milliards de francs) seront des dépenses résultant des variations des monnaies dans la Communauté et ne sont pas conséquent pas à proprement parler agricoles. — Ph. L.

(1) Carole Sander, *La Société contre l'enfant*, Stock, 1977.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SÉCURITÉ DU TRAVAIL

APRÈS LE DÉCÈS D'UNE OUVRIÈRE À CLERMONT-FERRAND Les conditions de travail à Amisol ont déjà fait douze victimes

accuse la C.G.T.

Clermont-Ferrand. — Après la dé-
cès de Mme Incarnation Porcel,
cinquante-neuf ans, ancienne ou-
vrière d'Amisol — usine clémontoise
de traitement de l'amiante, fermée
depuis le 13 décembre 1974 pour
« raison économique » — et symbo-
liquement occupée par les salariés,
la C.G.T. a décidé de lancer une
vaste campagne d'information.
Elle accuse le patronat de
l'amiante et les pouvoirs publics
d'être responsables des douze décès
survenus, depuis la fermeture de
l'entreprise, parmi le personnel de
l'usine. Elle demande que les anciens
salariés d'Amisol bénéficient d'exa-
mens médicaux plus systématiques
et plus approfondis. Elle réclame
également le reclassement de ses
soixante personnes qui restent en-
core à l'heure actuelle sans travail.
Vendredi 27 mai, une chapelle ar-
dente a été dressée place de Jaude,
à Clermont-Ferrand. La veille, une
délégation d'anciens ouvriers et ou-
vrières d'Amisol s'était rendue à la
préfecture pour remettre au préfet
de région un sac d'amiante. La
C.G.T. a décidé d'envoyer à tous les
élus de la région un sac d'amiante
accompagné d'une lettre d'expli-
cation. Elle est soutenue dans son ac-
tion par la Mission ouvrière de Cler-
mont-Ferrand, qui regroupe, au Cen-
tre de la ville, tous les militants chré-
tiens.
Pierre de Jaude, un responsable
régional de la C.G.T. précise : « Les
conditions de travail, à Amisol,
étaient si déplorables que — fort
tardivement — la chambre patronale
de l'amiante les avait condamnées.
Mais nous les avions dénoncées
bien avant cela, tant auprès du
patronat qu'auprès des pouvoirs
publics. Nos revendications n'ont
jamais été entendues et, aujourd'hui,
il y a déjà douze morts. L'amiante
les a tués, mais ceux qui, jusqu'à
maintenant, ont fermé les yeux ont
eu aussi leur part de responsabilité ».

CONJONCTURE

LA HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL EN AVRIL (en %)

	EN UN MOIS (avril 1977 comparé à mars 1977)	EN SIX MOIS (avril 1977 comparé à octobre 1976)	EN UN AN (avril 1977 comparé à avril 1976)
ENSEMBLE	1,3	4,4	9,5
ALIMENTATION (y compris les boissons)	1,6	6,2	12,8
Produits à base de céréales	0,6	2,1	9,9
Viandes de boucherie	0,3	3,4	9
Poissons et charcuterie	0,7	-1,1	4,4
Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande	1,1	6,9	9,3
Produits de la pêche	1,4	7,9	14,1
Lait, fromages	1	2,9	8,9
Œufs	-2,2	2,9	10
Corps gras et beurres	1,3	5,1	8,6
Légumes et fruits	2,2	12,2	28,4
Autres produits alimentaires	0,7	6,5	11
Boissons alcoolisées	1,7	4,2	8,1
Boissons non alcoolisées	1	26	51,3
PRODUITS MANUFACTURÉS	1,1	3,7	7,1
1) Habillement et textiles	1,2	6,3	7,2
Vêtements de dessus	1	3	6,4
Autres vêtements et accessoires	1,2	3,5	7,0
Articles chaussants	1,6	4	8,2
Autres articles textiles	1,2	3	6,5
2) Autres prod. manufacturés	1,1	3,6	7
Mobilier et tapis	1,3	3,1	6,8
Appareils ménagers électri- ques et à gaz	1	1,7	5,1
Autres articles d'équipement du ménage	1,2	2,5	7,5
Savons de ménage, produits d'entretien et produits d'entretien	1,1	6,3	6,5
Articles de toilette et de soins personnels	0,6	1,6	—
Véhicules	0,3	2,2	7,3
Papiers, librairie, jouets	0,7	3,7	6,2
Photo, optique, électro-sona- mique	0,4	6,3	1,6
Autres articles de loisir	1	2,9	6,6
Combustibles, énergie	2	10	13,7
Tabacs et produits man- ufacturés divers	0,3	1,9	5,7
SERVICES	1	4	10,1
Services relatifs au logement	1,2	5,4	10,5
dont : loyers	2,6	5,1	9,4
Soins personnels, soins de l'habillement	0,9	2,2	9,8
Services de santé	-0,2	3,2	9,6
Transports publics	1,4	2,8	7,3
Services d'utilisation de véhi- cules privés	1,2	1,8	7,8
Hôtels, cafés, restaurants, can- tines	1,2	4,6	11,6
Autres services	1	6,2	9,8

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

ELECTRICITÉ DU SÉNÉGAL - SENELEC

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Dans le cadre du développement des moyens de desserte en énergie électrique de la basse vallée du Fleuve Sénégal, Electricité du Sénégal lance un appel d'offres international en vue de la réalisation d'une ligne à haute tension 30.000 volts :

- ligne principale en 3x140 mm² Almélec 51 km
- dérivation en 2x140 mm² Almélec 24 km

3) Postes de transformation :

- postes sur poteau 18 unités
- postes pied de poteau 7 unités
- poste maçonné haut en grille 1 unité
- poste maçonné bas en grille 3 unités

FINANCEMENT : Prêt Banque Africaine de Développement et Autofinancement.

ENTREPRISES PARTICIPANTES : Originaires de tous pays, Africains et Européens.

SOUSSIONS : Rédigées en français et en trois exemplaires avec l'appui des références techniques et des prospectus.

Elles doivent être placées sous double enveloppe cachetée, portant la mention :

« Appel d'Offres International - Lignes 30 KV Saint-Louis »

Les offres doivent parvenir à la Direction Générale de SENELEC, 25, rue Vincent, S.P. 96 - DAKAR, le 15 juillet avant 18 h. 30 (G.M.T.).

Le dossier de l'appel d'offres est à réclamer au Service Technique de SENELEC, à l'adresse ci-dessus, où des renseignements pourront être fournis aux entreprises intéressées.

COMMERCE INTERNATIONAL

Le GATT se saisit d'une plainte japonaise contre les États-Unis

De notre correspondant

Genève. — Le Conseil du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) vient de charger un groupe spécial de travail d'établir un rapport à la suite d'une plainte japonaise contre une décision américaine sur le matériel électronique nippon. Ce groupe de travail, présidé par un expert néo-zélandais, doit se réunir les 3 et 4 juin et présenter le 20 juin, afin de faire connaître aussi rapidement que possible ses conclusions, son rapport étant attendu pour la fin du mois.

Le tribunal des douanes des États-Unis avait, le 12 avril dernier, à la suite d'une plainte de la société Zenith, demandé l'application de droits compensateurs sur les produits électroniques japonais, estimant que ces produits bénéficiaient dans leur pays d'origine d'un remboursement des taxes indirectes (le Monde du 14 avril). Les Japonais, qui ont exporté leur dernier produit, le « Zenith », dans la mesure même où cette décision pose comme principe que le remboursement des taxes indirectes constitue une subvention et est donc passible de l'application des droits compensateurs. Les Communautés attendent du gouvernement américain qu'il assure le respect de ses engagements dans ce domaine. Si cette mesure n'était pas rapportée dans les meilleurs délais, elle risquerait de s'étendre rapidement à d'autres produits, menaçant ainsi de proche en proche l'ensemble des échanges internationaux. Les partenaires des États-Unis ne sauraient demeurer passifs devant un tel développement.

ISABELLE VICHNIAC.

Les eurodevises

UNE LETTRE DE M. RUEFF

M. Jacques Rueff nous écrit :
Le Monde du 25 mai a publié, sous le titre : « M. Rueff et les Eurodevises », une lettre de M. Marc Lasserre qui me fait grief d'imputer au marché des eurodevises une responsabilité dans l'inflation (Le Monde du 10 mai).

Je n'aurais pas manqué de discuter le point de vue de votre correspondant s'il n'apparaissait avec évidence que l'erreur fondamentale du principe formulé il y a de nombreuses années par Hartley Withers : « Loans make deposits », c'est-à-dire : « Les prêts font les dépôts ».

Je ne peux donc répondre à votre correspondant qu'en le priant de réfléchir à ce rudiment de toute théorie de la création monétaire.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Manufacture : des dettes de 300 millions de francs.** — Les dettes à court terme de Manufacture s'élevaient, au 31 décembre 1976, à 300 millions de francs. Le chiffre, établi par le Comité de défense des créanciers de Manufacture, se décompose en 140 millions de francs de créances pour les fournisseurs, 80 millions de dettes bancaires et 80 millions de dettes privilégiées (fiscals ou sociales). Le Comité de défense affirme que ces chiffres excluent les dettes à moyen ou long terme.

● **La Compagnie générale de constructions téléphoniques (C.G.C.T.), filiale du groupe I.T.T.,** pourrait acquiescer la quasi totalité des actions de la société Claude. Actuellement, le capital est détenu par la C.G.C.T. (56 %) et les Fabriques réunies de lampes électriques — filiale commune aux groupes Philips et Thomson (35 %). Les difficultés financières de Claude et la mésaventure entre ses actionnaires avaient conduit la C.G.C.T. à chercher un acquiescent, ayant finalement renoncé, I.T.T. a décidé de conserver Claude. Une remise en ordre de la firme passait cependant par une « simplification » de la répartition du capital. I.T.T. et Philips sont parvenus à un accord qui n'attend plus que l'approbation du groupe Thomson. Lorsque l'accord sera définitif, le groupe I.T.T. offrira aux autres petits actionnaires de la société

Claude (9 % du capital) la possibilité de vendre leurs actions aux mêmes conditions que celles qu'ils offrent aux groupes Thomson et Philips.

Étranger

● **Vers une réglementation du secret bancaire en Suisse.** — La Banque nationale suisse et l'Association nationale des banquiers ont conclu un accord réglementant le secret bancaire, a indiqué M. Léo Schuermann, directeur général de la Banque nationale. Les détails de cet accord seront rendus publics le jeudi 2 juin, au cours d'une conférence de presse.

(PUBLICITE)

ROYAUME DU MAROC

OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB KENITRA

AVIS RECTIFICATIF A L'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 21/77

La date de la remise des plis relatifs à l'Appel d'Offres International N° 21/77 - Fourniture et pose de canalisations sous pression de petit diamètre (100 à 400 mm) sur une superficie de 62.000 Ha (2°, 3° et 4° tranches) initialement fixée au 1-6-1977 à 18 heures a été reportée au 4 Rajeb 1397 (1-7-1977) à 11 h. 30.

(PUBLICITE)

ROYAUME DU MAROC

OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB KENITRA

AVIS RECTIFICATIF A L'AVIS DE CONCOURS INTERNATIONAL N° 1/77

La date de remise des plis relatifs à l'avis de concours international N° 1/77 - Fourniture de matériel mobile d'irrigation par aspersion sur une superficie de 62.000 Ha (2°, 3° et 4° tranches) initialement fixée le 2-6-1977 à 12 heures a été reportée au 5 Rajeb 1397 (2-7-1977) à 12 heures.

A L'ÉTRANGER

Les banques américaines relèvent leurs taux d'intérêt

(Suite de la première page.)

Rien ne justifie, a dit en substance ce dernier, cette décision : les liquidités sont abondantes, a-t-il fait remarquer, alors que demande de prêts reste modérée et que les besoins de financement du Trésor continuent à être intérieurs à ceux des prévisions. Comme pour accompagner ses propos d'une vague menace, M. Lence a rappelé que, le mois précédent, l'administration avait forcé l'industrie sidérurgique à renoncer, au moins partiellement, à certaines hausses de prix qu'elle envisageait.

C'est le renchérissement du loyer de l'argent à court terme, et par conséquent des conditions auxquelles elles se financent sur le marché monétaire, qui a amené les banques à relever d'un demi-point en l'espace de quinze jours leur taux de base. Le taux directeur en la matière est celui des « fonds fédéraux » (Federal funds) que se prêtent entre elles les banques pour de très courtes échéances (quarante-huit heures). Le taux de cet argent au jour le jour était vendredi situé entre 5 3/8 et 5 7/8, soit presque un point au-dessus de ce qu'il était il y a quelques semaines.

A la suite de l'augmentation soudaine de la masse monétaire constatée au début du mois d'avril, le président du Système de réserve fédéral, M. Arthur Burns, dont l'influence est restée au moins aussi grande depuis l'arrivée au pouvoir de M. Carter, a commencé à rencherir le taux d'intérêt. Tout indique que M. Burns pour sa part considère comme parfaitement conforme à sa politique la décision des banques de tirer les conséquences des nouvelles conditions régnant sur le marché. C'est donc à lui, en bonne logique, que M. Lence aurait dû s'en prendre.

Une nouvelle phase ?

On retrouve dans les points de vue contradictoires, déduits d'une part par le Système de réserve fédéral (Institut d'émission) jouissant, au contraire de ce qui se passe en France, d'une réelle indépendance) et d'autre part, par l'administration, un débat que l'on connaît bien en France. Celui qui oppose, M. Raymond Barre, perçu comme M. Burns d'une politique d'argent cher pour lutter contre l'inflation, à ceux qui ne se préoccupent que des répercussions immédiates d'une telle politique sur le compte d'exploitation des entreprises. Mais le controversé est sans doute brochant par des considérations étrangères au raisonnement économique (selon lequel il est bien évident que l'abaissement du loyer de l'argent ne peut être qu'une conséquence du succès reporté dans le combat contre l'inflation). L'administration Carter, en butte aux critiques de plus en plus ouvertes de la gauche du parti démocrate (ceux que l'abaisse au appel les « libéraux ») pour sa politique budgétaire jugée trop conservatrice, désire sans doute montrer qu'elle ne nourrit aucune tendresse particulière envers les banques pour qui le renchérissement du taux de l'intérêt n'est pas affaire de haute politique, mais d'abord et avant tout affaire de gros sous.

(PUBLICITE)

ROYAUME DU MAROC

OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB KENITRA

AVIS RECTIFICATIF A L'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 22/77

La date de remise des plis relatifs à l'Appel d'Offres International N° 22/77 - Fourniture et pose de canalisation sous pression de gros diamètres (500 à 1.600 mm) sur une superficie de 62.000 Ha (2°, 3° et 4° tranches) - initialement fixée au 1-6-1977 à 18 h. 30 a été reportée au 4 Rajeb 1397 (1-7-1977) à 11 h. 30.

SUR LES MARCHES DES CHANGES

Une livre plus discutée Un dollar virtuellement affaibli

moins sensible depuis le printemps 1976 ne s'est encore économisée, comme prévu, d'un renversement de la tendance baissière du taux d'intérêt. A part quelques brèves périodes de remontée, les taux courts n'ont pratiquement pas cessé de fléchir aux États-Unis depuis leur sommet, atteint en août 1974. La volonté des entreprises de réduire le part de leur endettement à court terme et les incertitudes persistantes de la conjoncture sont certainement pour beaucoup dans cet état de choses. Sommes nous au début d'une nouvelle phase caractérisée par une tendance haussière du loyer de l'argent ? C'est la question qui se pose.

Si la réponse était positive, elle ne manquerait pas d'avoir d'importantes répercussions internationales. L'écart entre, d'une part, le taux d'eurodollar (déterminé par l'évolution du marché monétaire américain) et, d'autre part, le taux d'eurodollar français, a pu être réduit sensiblement sans que la stabilité du franc vis-à-vis du dollar en pâtisse. Il est actuellement d'environ 3 à 3,5 points (le taux de l'argent au jour le jour à Paris étant à 9 1/4). C'est encore un écart important, puisque traditionnellement il est de l'ordre de 2 à 2,5 points. Mais on peut se demander, en la fragilité du franc étant ce qu'elle est, on n'approche pas de limites du supportable.

Il est difficile de savoir si les autorités monétaires américaines ont voulu aussi réagir à l'accroissement du déficit de la balance commerciale des États-Unis, qui a atteint, au mois d'avril, le montant considérable de 2,62 milliards de dollars (voir ci-dessous). L'administration, pour sa part, estime que les États-Unis peuvent parfaitement soutenir plusieurs années de déficit de leur balance de paiements courants. Selon le secrétaire au Trésor, M. Michael Blum, il faut contribuer, ce faisant, à améliorer la situation économique et financière du reste du monde.

PAUL FABRA.

(PUBLICITE)

ROYAUME DU MAROC

OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB KENITRA

AVIS RECTIFICATIF A L'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 21/77

La date de la remise des plis relatifs à l'Appel d'Offres International N° 21/77 - Fourniture et pose de canalisations sous pression de petit diamètre (100 à 400 mm) sur une superficie de 62.000 Ha (2°, 3° et 4° tranches) initialement fixée au 1-6-1977 à 18 heures a été reportée au 4 Rajeb 1397 (1-7-1977) à 11 h. 30.

(PUBLICITE)

ROYAUME DU MAROC

OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB KENITRA

AVIS RECTIFICATIF A L'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 22/77

La date de remise des plis relatifs à l'Appel d'Offres International N° 22/77 - Fourniture et pose de canalisation sous pression de gros diamètres (500 à 1.600 mm) sur une superficie de 62.000 Ha (2°, 3° et 4° tranches) - initialement fixée au 1-6-1977 à 18 h. 30 a été reportée au 4 Rajeb 1397 (1-7-1977) à 11 h. 30.

(PUBLICITE)

ROYAUME DU MAROC

OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB KENITRA

AVIS RECTIFICATIF A L'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 22/77

La date de remise des plis relatifs à l'Appel d'Offres International N° 22/77 - Fourniture et pose de canalisation sous pression de gros diamètres (500 à 1.600 mm) sur une superficie de 62.000 Ha (2°, 3° et 4° tranches) - initialement fixée au 1-6-1977 à 18 h. 30 a été reportée au 4 Rajeb 1397 (1-7-1977) à 11 h. 30.

MARCHE DE L'OR

	HAUSSE	BAISSE
Or en barre	124,50	124,50
Or en lingot	124,50	124,50
Or en poudre	124,50	124,50
Or en sautoir	124,50	124,50
Or en bijoux	124,50	124,50
Or en monnaie	124,50	124,50
Or en lingot	124,50	124,50
Or en poudre	124,50	124,50
Or en sautoir	124,50	124,50
Or en bijoux	124,50	124,50
Or en monnaie	124,50	124,50

Les principales

	HAUSSE	BAISSE
Or en barre	124,50	124,50
Or en lingot	124,50	124,50
Or en poudre	124,50	124,50
Or en sautoir	124,50	124,50
Or en bijoux	124,50	124,50
Or en monnaie	124,50	124,50
Or en lingot	124,50	124,50
Or en poudre	124,50	124,50
Or en sautoir	124,50	124,50
Or en bijoux	124,50	124,50
Or en monnaie	124,50	124,50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
2. PROCHE-ORIENT
3. ISRAËL : les résultats définitifs des élections du 17 mai.
3. AFRIQUE
- 4-5. MAROC : les coopérants français arrêtés vont être expulsés.
- 4-5. POLITIQUE
6. Les trois premières ondes du séisme de M. Voléry Gis-cord d'Esting.
6. ARMÉE
- LIBRES OPINIONS : « Bien-tôt deux mille obéissants in-soumis », par Pierre Gros-lodé.
- 6-7. EDUCATION
- Conflit dans une école privée de moniteurs-éducateurs en Lozère.
- 7-8. JUSTICE
8. RELIGION
- L'occupation de Saint-Nicolas-de-Chardonnet.

LE MONDE AUJOURD'HUI

- PAGES 9 A 16
- Au fil de la semaine : Deux di-agnos sur la France, par Pierre Vianon-Ponté.
 - Lettre de Mavrin, par Dimi-tri T. Anali.
 - Revue des revues, par Yves Pionneau.
 - RADIO-TELEVISION : Reprise de « La Saga des Français », par Catherine Humbly. Deux compositeurs pur France-Cul-ture, par Mathilde Le Bar-donne. Rôles inversés en Amérique : les suffragettes du petit écran, par Claude Sarraute.
 - 18-19. ARTS ET SPECTACLES
 - Le 30^e Festival de Cannes.
 - 20. EQUIPEMENT
 - Le Séminaire international de téléthérogaphie de Mor-seille.
 - 20. D'UNE REGION A L'AUTRE
 - A PROPOS DE... : le por-tage des lignes à haute tension près de Montbeliard.
 - 20 A 22. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
 - INDUSTRIE : après le dé-cès d'un ouvrier à Clamont-Ferrand, les conditions de travail à Anisot ont déjà fait deux victimes, accuse le C.G.T.
 - 23. LA SEMAINE FINANCIERE

LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (11 à 16)
Aujourd'hui (8) ; Carnet (8) ; Journal officiel (8) ; Météo-rogie (8) ; Météo croisée (8).

Un attentat à l'explosif a détruit aux trois quarts l'une des deux ailes de la résidence, sur la rive ouest du golfe de Saint-Florent, près de Bastia (Corse), de M. Maurice Rheimis, membre de l'Académie française, commis-saire-priseur et écrivain, dans la nuit du 26 au 27 mai. L'attentat, commis à l'aide de quatre charges explosives, est intervenu alors que la maison était inoccupée. Quatre jours auparavant, M. Maurice Rheimis s'y trouvait en com-pagnie de M. Pierre Salinger, journaliste, afin de préparer un festival de musique qui doit avoir lieu cet été, du 28 au 31 juillet, à Saint-Florent.

Un promoteur condamné à un an de prison. — Ancien pro-moteur à Sézanne (Marne), M. Georges Fenaux, cinquante-six ans, a été condamné, jeudi 25 mai, à un an de prison et 10 000 francs d'amende pour une escroquerie immobilière portant sur la somme de 4 millions de francs. M. Fenaux, qui a comparu le 11 mai dernier devant le tribu-nal correctionnel de Châlons-sur-Marne, avait entrepris en 1967 à Sézanne une première opération immobilière d'un montant d'en-viron 6 millions de francs. Ne dis-posant que d'un capital de 75 000 francs, M. Fenaux com-petit pour financer l'opération. Quand il commença à manquer de liquidités pour faire face aux dépenses, le promoteur décida de lancer une seconde opération im-mobilière afin d'obtenir de nou-veaux prêts immédiatement utili-sés à couvrir les « trous » de la première opération. Puis, de la même façon, il créa un peu plus tard une troisième opération, jon-glant ainsi avec les comptes des sociétés constituées, l'argent des acquéreurs de logement, les prêts et les hypothèques.

Le numéro du « Monde » daté 28 mai 1977 a été tiré à 556 453 exemplaires.

A B C D E F G H

LES PRISES D'OTAGES AUX PAYS-BAS

« Nous voulons rentrer chez nous et y vivre libres » déclarent les jeunes nationalistes moloquois

Assen (province de Drenthe). — Aucun fait nouveau ne s'étant produit ce samedi matin 23 mai dans l'affaire de la double prise d'otages aux Pays-Bas. A Smilde, le commando nationaliste sud-moloquois détient encore cinq enseignants après la libération, vendredi, des cinq jeunes élèves de l'école. A Glimmen, les extrémistes continuent de retenir prisonniers les quelques cinquante pas-sagers du train qu'ils ont incendié.

Les militants du mouvement nationaliste sud-moloquois ont tenu une conférence de presse ven-dredi après-midi à Assen. Ils ont précisé que leur organisation se situait désormais « dans une perspective socialiste ». Ils ont rejeté par avance toute la responsabilité d'une issue fatale sur le gouvernement de M. Den Uyl, « qui se refuse à toute négociation véritable » avec les commandos.

Ces « châtiments » les jeunes Sud-Moloquois, « ne sont pas composés de gangsters mais simplement d'hommes qui veulent rentrer chez eux et y vivre libres », a le porte-parole du mouvement a conclu :

« Que chacun rentre chez soi libre, Moloquois et otages ; voilà ce que nous demandons, voilà ce que nous espérons ».

On continue de s'interroger sur les conditions dans lesquelles les enfants ont été libérés. Le caractère opportuniste, pour ne pas dire providentiel, de l'épidémie qui n'indispose pas moins les écoliers suscite bien des interrogations. M. Van Agt, ministre de la justice, a démenti catégoriquement que les autorités aient mêlé à la nou-velture l'arrivée à l'école d'une substance susceptible de provoquer ces troubles (nos dernières éditions datées du 23 mai). Une autre hypothèse est per-jetée : certains se demandent si le gouver-nement néerlandais n'a pas voulu donner aux extrémistes moloquois l'occasion de libérer les enfants sans perdre la face... En tout cas, contrairement aux craintes qu'on avait pu éprouver au début de la matinée de vendredi, le mal mystérieux dont souffraient les écoliers semble s'être rapidement dissipé.

Deux communautés indifférentes l'une à l'autre

La communauté moloquoise a manifesté dans sa majorité, en plusieurs circonstances, une dis-crète réprobation à l'égard du coup de force des deux com-mandos, mais elle s'est surtout efforcée de ne pas modifier son comportement quotidien. Les élé-ments les plus jeunes en général les plus ardents à défendre la cause nationaliste, ont vaqué à leurs occupations comme si de rien n'était, ou presque, et se sont montrés de toute attitude pro-vocative.

Situation paradoxale : c'est sans doute à l'absence de dialogue vé-ritable entre les deux commu-nautés que l'ordre public doit de ne pas avoir été troublé. Depuis longtemps, en effet, Néerlandais d'origine et Sud-Moloquois ont pris l'habitude de vivre côte à côte, sans haine à coup sûr, sans mépris, mais sans être le plus grand nombre, mais aussi sans chaleur, sans échanges véritables, sans s'intéresser vraiment les uns aux autres, à de rares excep-tions près. Chacun monologue, dit sur le compte de l'autre des choses qui ne sont pas nécessairement méchantes ou fausses, mais qui restent sans écho et qui courent plus de ponts qu'elles n'en jettent.

La communauté moloquoise aux Pays-Bas — quelque trente-cinq mille personnes — est regroupée en grande partie dans la région de Groningue. On compte plus de cinq cents Moloquois à Smilde, sur trois mille habitants. En dehors de quelques cas particu-liers, ce sont des Indonésiens qui ont combattu sous l'uniforme néerlandais et qui n'ont jamais voulu rallier le régime de la nouvelle République indonésienne. Les parents se sont installés aux Pays-Bas dans des conditions matérielles les plus souvent accep-

tables, après l'échec de la créa-tion d'un « Etat libre des Mo-loquois du Sud », en 1950. Les enfants ont été élevés dans un grand et n'ont jamais connu d'autre réalité quotidienne, si ce n'est par des récits familiaux. Dès leur plus jeune âge, ils ont été en classe avec des petits Néerlandais. Ils devraient, en lo-gique, être mieux intégrés que leurs parents à la société néer-landaise. Or ils le sont manifestement beaucoup moins.

C'est la prise de conscience de cette colère adolescente et de cette nostalgie pour l'idée d'un pays lointain, que pour son souvenir que sont nés les commandos de dé-cembre 1975 et de mai 1977. Leur revendication de fond reste l'in-dépendance des Moloquois du Sud, que le gouvernement de La Haye ne veut ni ne peut naturellement exiger de Djakarta.

En attendant, les jeunes na-tionalistes moloquois — les dis-crètes « Indes de l'Indonésie » — encore volontiers cette fois-ci comme les le reconnaissent volon-tiers un an et demi — veulent parler d'eux, quand ils sont le ju-ré d'un concours, ou quand ils se font entendre lors de la fête de l'indépendance des deux communautés. Ils ne man-quent jamais d'expliquer aux journalistes qui les questionnent que, sans ces coups d'éclat, la prise de conscience de leur exis-tence, jusqu'à leur existence. Plus-sieurs d'entre eux, ne cachent pas leur sympathie pour d'autres mouve-ments nationalistes, basques et bretons en particulier, même s'ils sont plus discrets sur les liens qu'ils peuvent entretenir avec eux.

La situation d'origine euro-péenne n'a jamais manifesté à l'égard des collectivités molo-quoises d'animosité, de mépris ou de crainte. Le mot de « racisme » est d'ailleurs à peu près absent des discours que les Moloquois eux-mêmes ont prononcés lors de leur rencontre avec les journalistes européens. Mais les Néerlandais de souche ont imposé aux Moloquois, par la force de leurs idées, leurs habi-tudes, leur culture. Les parents moloquois s'y sont pliés d'autant mieux que les premières années de leur immigration, la dépendance à l'égard des Pays-Bas une confiance totale et que leur ascension sociale passait par leur intégration à leur nouvel environnement.

Se sont-ils « rattrapés », par une sorte de phénomène de compensation, en élevant leurs enfants dans le souvenir et le culte de l'Indonésie ? Ils le croient, du moins, et ils le disent. Ils croient à l'existence d'un espoir d'une recon-quête « alimentée de temps à autre par les souvenirs du régime de Djakarta ». Nombreux sont ceux qui, les Moloquois, ont été et restent sur les vieux Moloquois une partie de la res-ponsabilité des événements de 1975. Ils ont été et restent, à l'égard des Pays-Bas, une confiance totale et que leur ascension sociale passait par leur intégration à leur nouvel environnement.

Le régime de Djakarta dénie toute importance au mouvement indépen-dantiste armé en Irian-Jaya, expli-quant les troubles par des rivalités entre tribus. Un gouvernement révo-lutionnaire provisoire de la Papoua-Occidentale a été constitué dans la clandestinité. Il possède deux missions d'information à l'étranger, l'une à Dakar et l'autre, depuis le 1^{er} mai, à Stockholm. Selon ce mou-vement, l'armée indonésienne main-tient en permanence de quinze mille à vingt mille soldats en Irian-Jaya, pour tenter d'étouffer la guérilla, forte, selon les dirigeants, de dix mille hommes, et de reprendre le contrôle du massif montagneux cen-tral, situé au sud-ouest de la capi-tale, Jayapura. C'est dans cette zone de guérilla que se trouve la vallée de Balim, où ont été signalés les der-niers troubles. La lutte armée a commencé en 1965, deux ans après le départ des Hollandais de leur an-cienne colonie et leur remplacement par les troupes de Djakarta. Les adversaires du régime indonésien ont, pendant longtemps, pu trouver refuge en Papouaie-Nouvelle-Guinée, la partie orientale de l'île, qui est indépendante, mais, sans doute, à la suite de pressions de Djakarta, le régime de Port-Moresby est de-venu sévère à leur égard.

Un étudiant sud-moloquois ré-pond d'un ton où perce l'impa-tience : « Oui, justement, ils sont en Hollande ; ils ont des maisons de Hollande et veulent dans des voitures hollandaises, et s'ils par-

lent leur vraie langue, personne ne les comprend ».

Les incidents qui ont eu lieu à l'occasion du rétrograde des Moloquois qui habitaient depuis fort longtemps la cité d'urgence de Gelderland, non loin du lieu actuel de la prise d'otages, témoi-gnent de cette incompréhension. La dispersion des membres de cette mini-communauté locale, très mal installée mais habituée à vivre ensemble, a créé des dif-ficultés.

La double prise d'otages a changé la double prise d'otages ? Appa-remment, peu de chose. La police locale, qui connaît bien les éven-tuels « points chauds », a été chargée d'assurer une très discrète protection de la minorité molo-quoise, pour faire face à toute éventualité. Il ne semble pas, au sixième jour de l'opération, que cette précaution ait été indispen-sable. Mais nul ne prendrait ici le risque de la juger superflue si, comme en 1975, le coup de main des commandos devait faire des victimes.

La libération des écoliers de Smilde n'a pas été saluée de déclarations enthousiastes ou méprisantes à l'égard des commandos. D'abord, parce que la prudence reste de mise ; ensuite, parce que les Moloquois ont le sentiment que les deux communautés, si elles ne se réunissent pas, ne constituent pas tout le problème. Un nouveau sentiment se fait jour, c'est celui que rien ne sera plus le même, et que tout peut encore recommencer « après ».

Un étudiant moloquois montre gravement le document rose qui lui tient lieu de passeport et qui établit sa qualité de « citoyen étranger » aux Pays-Bas, c'est le statut qu'il a demandé, ainsi que presque tous ses amis. Ce n'est pas un châtiment, mais ce n'est pas le nôtre », conclut-il, chaleureu-sément approuvé à la ronde dans ce petit café de Groningue où, curieusement, la clientèle euro-péenne alterne avec ceux des habitués moloquois en fonction du plat du jour. « Nous rêvons d'un ailleurs », comme tout le monde, mais notre ailleurs, ce n'est pas un club de vacances, c'est l'appelle Amboine, Buru, Timor, et c'est chez nous », a conclu BERNARD BRIGOLLEUX.

Le gouvernement britannique procédera à une large consultation avant de construire un nouveau surrégénérateur

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement britannique n'est pas encore prêt à engager le pays dans une « éco-nomie du plutonium ». Certes, les écologistes sont très loin de rem-porter une victoire totale, mais ils obtiennent tout au moins dans l'immédiat une satisfaction substan-tielle, après l'annonce, ven-dredi 23 mai, aux Communes de la décision gouvernementale d'or-ganiser une enquête publique avant que puisse être arrêté le principe de la construction d'un réacteur surrégénérateur de taille commerciale (C.F.A., Commercial Fast Reactor).

M. Peter Shore, ministre de l'environnement, est parvenu à cette conclusion après avoir étu-dié le rapport établi l'an dernier par la commission royale d'en-quête sur la pollution industrielle, présidée par le physicien nu-cléaire Sir Brian Flowers.

A l'encontre de la plupart des enquêtes publiques, celle qui sera consacrée au surrégénérateur comportera un caractère très spécial. Il ne s'agira pas seule-ment de déterminer les répercus-sions immédiates que la construc-tion d'un tel réacteur pourrait avoir en tel ou tel point du territoire. C'est le principe même de la po-litique à suivre dans le do-maine de l'énergie qui va être remis en cause. Selon M. Shore, il s'agit là en effet de problèmes des sources futures d'énergie se ayant des implications « éton-nantes ». Le ministre a pré-cisé que durant le cours de cette année le gouvernement

publiera un Livre vert sur la po-litique énergétique afin de stimu-ler l'indispensable débat au sein du public.

Depuis bien des mois, l'Autorité de l'énergie atomique pressait le gouvernement d'entreprendre la construction d'une première cen-trale surrégénératrice de 1 300 MW près de la station expérimentale de 250 MW déjà installée à Dounreay, dans le nord de l'Ecosse. Toute décision dans ce domaine est maintenant ajour-née pour une durée indéterminée.

Le rapport Flowers n'a valu certes pas condamner de façon absolue le recours à une politique énergétique fondée sur le plu-tonium. Il avait cependant formulé de très sérieuses réserves touchant la sécurité de cette méthode, ses conséquences sur l'environnement, les risques de prolifération nucléaire, et même les possibilités de terrorisme politique. Sa con-clusion essentielle était que le gou-vernement ne devrait pas s'avancer plus loin sur cette voie avant une très large discussion.

Il est probable que si les autorités londoniennes se sont senties en mesure d'adopter les conseils de prudence données par Sir Brian Flowers et ses collè-gues, elles le doivent au fait que, grâce au pétrole de la mer du Nord notamment, le problème des sources futures d'énergie se pose de façon un peu moins aiguë en Grande-Bretagne que dans la plupart des autres pays industrialisés. — J. W.

L'ARABIE SAOUDITE CONTRIBUERA POUR 2,9 MILLIARDS DE DOLLARS A LA NOUVELLE FACILITE DE CREDIT DU F.M.I.

Washington. — Le gouverne-ment saoudien aurait, selon le Washington Post, accepté de porter une contribution de l'ordre de 2,9 milliards de dollars au Fonds d'aide aux pays déficitaires que le Fonds monétaire international s'efforce de mettre sur pied. Le Fonds monétaire international s'efforce de mettre sur pied, à Washington, le prince Faisal, chef du gouvernement saoudien, qui a accepté de porter une contribution de l'ordre de 2,9 milliards de dollars au Fonds d'aide aux pays déficitaires que le Fonds monétaire international s'efforce de mettre sur pied.

POMMES DE TERRE GRATUITES

Un scandale s'est levé à la une de l'humanité ce samedi : des tonnes de pommes de terre détrempées pèle-mêlé avec des débris à la décharge publique de Tournon, dans l'Ardèche. Et notre confrère d'insister : « Le gâchis est permanent dans ce système. Un jour ce sont les fruits, un autre les pommes de terre ».

Heureusement, grâce à l'in-tervention des élus locaux, les stocks restants seront distribués gra-tuitement à des associations de la région. « Il y a dans les entre-pôts frigorifiques de la société Delmas Frères quelques ton-nes de pommes de terre, des entrecoupes depuis le début de l'hiver et qui n'ont pas trouvé d'acheteurs. Il suffit d'aller les prendre ».

Faisons les élus locaux pour cette bonne action. Je-tions cependant que l'humanité n'aurait pas la photo-graphie du scandale — intitulée « Des U.S.A. à la décharge », d'informations complémentaires. Comment diable ne pas se demander pourquoi une société a im-porté autant de tonnes de pommes de terre de l'étranger ? Ne craignait-on pas alors une pénurie après la sécheresse de l'été ? Comme il n'y a pas eu pénurie, l'im-portateur qui a payé et stocké ces tonnes de terre, mais n'a pas réussi à les vendre, les donne ou les jette. Un beau système... A. G.

EN STYLE ET EN... TOUTES DIMENSIONS
R. BERBIEGIER
961.14.97
72 rue de la République
95100 ARGENTEUIL

Après la publication du rapport Fox

LE GOUVERNEMENT AUSTRALIEN VA PROBABLEMENT AUTORISER L'EXPORTATION D'URANIUM

L'Australie, qui possède, avec les Etats-Unis et le Canada, les plus importantes réserves d'uranium naturel du monde occidental, avec des réserves estimées à plus de 400 000 tonnes, va probablement, après quelques années d'hésitation, ouvrir ses portes à l'exportation.

Après l'annonce faite mardi 23 mai par le premier ministre, M. Malcolm Fraser, des conditions qui seraient mises à ces exportations (le 25 mai, le rapport final de la Ranger Uranium Environmen-tal Enquiry — connu comme le rap-port Fox du nom du président de la commission qui l'a rédigé — se dé-clare favorable à la mise en ex-ploitation de certains gisements d'uranium. Rendus publics le 25 mai, ces conclusions, attendues par les pouvoirs publics, qui avaient sus-pensé depuis 1972 la signature d'un nouveau contrat d'exportation, devraient permettre au gouverne-ment de donner un « feu vert » à l'exportation d'uranium.

Le rapport Fox insiste sur les pré-cautions à prendre en matière de protection de l'environnement, ainsi que pour respecter les droits et les traditions des populations aborigè-nes qui habitent dans les régions riches en uranium. Il demande que soit établie une autorité de l'uranium à tout moment le contrôle des opé-rations.

Selon les auteurs du rapport, il est préférable que l'ouverture des gise-ments se fasse de manière progres-sive. Évoquant les risques d'instabi-lité du marché, ils estiment que l'entrée de l'Australie dans le com-merce de l'uranium ne pourra pas se faire avant le début des an-nées 80.

Retardé par un incident

LE LANCEMENT DU SATELLITE EUROPEEN O.T.S. AURA LIEU LE 8 SEPTEMBRE

Après l'incident survenu la semaine dernière, à une fusée Delta de la NASA, à Cap-Cana-veral (le Monde daté 22-23 mai), le satellite européen de télé-com-munications O.T.S. (Orbital Test Satellite), dont le lancement était prévu pour le 16 juin, sera mis sur orbite le 8 septembre. En conséquence, le lancement du satellite météorologique Météosat est reporté du 15 septembre au 3 novembre.

Ces retards, estime l'ESA, sont extrêmement regrettables, car, grâce aux efforts de l'Agence et des consortiums industriels euro-péens responsables du développe-ment des deux satellites, les calendriers de réalisation d'O.T.S. et de Météosat avaient été abso-lument respectés.

D'importants désaccords entre pays riches

Les pays riches, les pays développés, les pays industrialisés, les pays du Nord, les pays du G7, les pays de l'OCDE, les pays de l'Union européenne, les pays de la zone euro, les pays de la zone franc, les pays de la zone deutsche mark, les pays de la zone italienne, les pays de la zone française, les pays de la zone belge, les pays de la zone néerlandaise, les pays de la zone suisse, les pays de la zone allemande, les pays de la zone britannique, les pays de la zone américaine, les pays de la zone canadienne, les pays de la zone japonaise, les pays de la zone australienne, les pays de la zone néo-zélandaise, les pays de la zone sud-africaine, les pays de la zone indienne, les pays de la zone chinoise, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone philippinienne, les pays de la zone indonésienne, les pays de la zone thaïlandaise, les pays de la zone vietnamite, les pays de la zone cambodienne, les pays de la zone laotienne, les pays de la zone birmanaise, les pays de la zone malaisienne, les pays de la zone phil